

15 juin 2019



BULLETIN OFFICIEL DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

N° 2019-6

**Direction
de l'information légale
et administrative**

26, rue Desaix
75727 Paris Cedex 15
ISSN : 1282-7924

Édité par :

La délégation à l'information
et à la communication
du ministère de l'intérieur

Directeur de la publication :

Thomas CAMPEAUX,
directeur des libertés publiques
et des affaires juridiques

Sommaire chronologique

Sommaire thématique

Application du titre I^{er} de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978
relatif à la liberté d'accès aux documents administratifs



NOTA

Les annexes citées et non incluses dans le présent document peuvent être obtenues, sur simple demande, auprès des directions dont elles émanent.

Il est important de donner les références précises (date et numéro de code).

Sommaire chronologique

	Pages
	—
11 juin 2018	
Délégation n° 2018-01 du 11 juin 2018 relative à l'actualisation du règlement intérieur	217
27 juin 2018	
Délégation de gestion du 27 juin 2018 entre la direction générale de la gendarmerie nationale du ministère de l'intérieur et la direction de la maintenance aéronautique du ministère des armées	2
12 novembre 2018	
Décision n° 14527 du 12 novembre 2018 portant promotion de sous-officiers de réserve des groupements de gendarmerie départementale de la Seine-Maritime et de l'Eure	137
15 novembre 2018	
Décision n° 40937 du 15 novembre 2018 portant promotion de sous-officiers de réserve des groupement de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges	139
17 janvier 2019	
Convention de délégation de gestion du 17 janvier 2019 relative à certains personnels civils transférés au ministère de l'intérieur, en application du II de l'article 20 de la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale	6
29 mars 2019	
Décision n° 25156 du 29 mars 2019 portant admission et non-admission dans le corps des sous-officiers de carrière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale au titre de l'année 2019	39
Décision n° 25159 du 29 mars 2019 portant ajournement dans le corps des sous-officiers de carrière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale au titre de l'année 2019	141
9 avril 2019	
Décision n° 28346 du 9 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie de la spécialité « montagne »	144
Décision n° 28353 du 9 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie de la spécialité « systèmes d'information et de communication »	145

10 avril 2019

Décision n° 26721 du 10 avril 2019 portant ajournement dans le corps des sous-officiers de carrière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale au titre de l'année 2019.....	45
Décision n° 4863 du 10 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Doubs.....	146

11 avril 2019

Décision du 11 avril 2019 portant mise à la retraite à la demande – Mme Lancial (Françoise) (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	46
---	----

16 avril 2019

Arrêté du 16 avril 2019 portant dissolution de la brigade de recherches de Bron et création corrélative de la brigade de recherches de Mions (Rhône)	213
Arrêté du 16 avril 2019 portant dissolution de la brigade territoriale de Sumène et modification des brigades territoriales du Vigan, de Val-d'Aigoual et de Saint-Hippolyte-du-Fort (Gard)	214
Décision n° 5498 du 16 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie maritime.....	147

18 avril 2019

Décision n° 29246 du 18 avril 2019 portant agrément pour l'outre-mer des sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	47
--	----

24 avril 2019

Arrêté du 24 avril 2019 modifiant la composition du Conseil supérieur de la gendarmerie nationale.....	36
---	----

29 avril 2019

Décision n° 32374 du 29 avril 2019 portant attribution de la prime de haute technicité aux sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	78
Note d'information du 29 avril 2019 relative aux permis de conduire délivrés par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	220

30 avril 2019

Décision du 30 avril 2019 portant désignation des responsables de budgets opérationnels de programme et des unités opérationnelles pour le programme 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur »	49
--	----

2 mai 2019

Arrêté du 2 mai 2019 conférant un grade et maintenant dans un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense.....	62
Décision du 2 mai 2019 portant délégation de signature du directeur général (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	26

	Pages
Décision du 2 mai 2019 fixant la liste des agents habilités à représenter le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides	55
3 mai 2019	
Arrêté du 3 mai 2019 portant agrément d'un organisme de formation au titre de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique	216
6 mai 2019	
Décision n° 6781 du 6 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Calvados	148
Instruction n° 41000 du 6 mai 2019 relative aux modalités d'admission dans le corps des sous-officiers de carrière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale	211
7 mai 2019	
Décision n° 2696 du 7 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale	149
Décision n° 22816 du 7 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud.....	150
Décision n° 22818 du 7 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur	151
Décision n° 29365 du 7 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche « secrétariat »	153
Décision n° 29368 du 7 mai 2019 portant promotion d'un sous-officier de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche « formations extérieures »	154
9 mai 2019	
Décision du 9 mai 2019 portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration)	32
Décision du 9 mai 2019 portant désignation des responsables de budgets opérationnels de programme et des unités opérationnelles pour le programme 176 Police nationale.....	56
Décision n° 5512 du 9 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Eure et de la Seine-Maritime	155
Décision n° 7208 du 9 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme	156
Décision n° 7256 du 9 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne.....	158
Décision n° 11287 du 9 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale du Nord et du Pas-de-Calais.....	159
Décision n° 11288 du 9 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord	161
Décision n° 15763 du 9 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie des Pays de la Loire.....	162

	Pages
Décision n° 20687 du 9 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, du Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques	164
Décision n° 20689 du 9 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest	166
Décision n° 35361 du 9 mai 2019 portant attribution de l'échelon spécial du grade de colonel aux officiers de gendarmerie	167
Décision n° 35362 du 9 mai 2019 portant attribution du quatrième échelon du grade de colonel aux officiers de gendarmerie et de l'échelon exceptionnel du grade de colonel aux officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale	170
Décision n° 35363 du 9 mai 2019 portant attribution des échelons exceptionnels du grade de lieutenant-colonel	172
Décision n° 35364 du 9 mai 2019 portant attribution des échelons exceptionnels du grade de chef d'escadron	174
Décision n° 35365 du 9 mai 2019 portant attribution des échelons exceptionnels du grade de capitaine	175
Convention de délégation de gestion du 9 mai 2019 relative à l'ordonnancement par la direction de l'évaluation de la performance et des affaires financières et immobilières des opérations de dépenses et de recettes des programmes 104 et 303 de la direction générale des étrangers en France	21

10 mai 2019

Décision n° 959 du 10 mai 2019 portant promotion d'un sous-officier de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie de l'armement	176
--	-----

13 mai 2019

Arrêté du 13 mai 2019 portant désignation des candidats admis à l'examen du brevet d'aptitude à la formation des moniteurs d'enseignement de la conduite des véhicules terrestres à moteur de la session 2018	37
Décision n° 5352 du 13 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin	177
Décision n° 7358 du 13 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche « infanterie »	179
Décision n° 7361 du 13 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche « cavalerie »	180
Décision n° 7362 du 13 mai 2019 portant promotion du sous-officier de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche « orchestres-chœur de l'armée française »	181
Décision n° 7594 du 13 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Marne	182
Décision n° 9088 du 13 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne	184
Décision n° 9170 du 13 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Somme	185
Décision n° 9396 du 13 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne	187
Décision n° 21439 du 13 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie d'Île-de-France	189

	Pages
Décision n° 21440 du 13 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris	191
15 mai 2019	
Décision du 15 mai 2019 portant autorisation de mise en service de sas utilisant le traitement de données à caractère personnel dénommé « PARAFE ».....	35
Circulaire n° 33100 du 15 mai 2019 relative à la préparation des tableaux d'avancement pour 2020 des sous-officiers de gendarmerie	193
Instruction n° 33000 du 15 mai 2019 relative à l'avancement des sous-officiers de gendarmerie	202
16 mai 2019	
Décision n° 6605 du 16 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Doubs	192
18 mai 2019	
Arrêté du 18 mai 2019 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure	63
20 mai 2019	
Décision du 20 mai 2019 portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration)	33
Décision du 20 mai 2019 portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration)	34
22 mai 2019	
Arrêté du 22 mai 2019 portant inscription au tableau d'avancement au grade de commandant de la police nationale (année 2019).....	120
Arrêté du 22 mai 2019 portant inscription au tableau d'avancement au grade de commandant divisionnaire de la police nationale (année 2019)	130
Arrêté du 22 mai 2019 portant inscription au tableau d'avancement à l'échelon spécial du grade de commandant divisionnaire de la police nationale (année 2019).....	135
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Fort (Caroline) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	79
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – M. Berginc (Anthony) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	80
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Malek-Stanians (Nanée) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	81
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Lotrian (Marie) (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	82
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – M. Sellem (Victor-Alexandre) (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	83
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – M. Denys de Bonnaventure (Henry) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	84
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – M. Jacquelin (Olivier) (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	85

	Pages
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Milliez (Tiphaine) (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	86
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Reynier (Julie) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	87
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Labet (Marine) (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	88
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – M. Lannaud (Damien) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	89
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Lacan (Nina) (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	90
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Esposito (Lily) (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	91
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – M. Hourdouillie (Matthias) (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	92
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Thélot (Anne-Andréa) (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	93
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – M. Varloteau (Gildas) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	94
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – M. Morlat (Raphaël) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	95
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – M. Cochet (Valentin) (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	96
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Camus (Olivia) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	97
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – M. Fostinelli (Maxime) (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	98
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – M. Marx (Alexandre) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	99
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – M. Alsaar (Sofiane) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	100
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Sengers (Léa) (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	101
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – M. Prunac (Vincent) (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	102
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Sabre (Manon) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	103
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – M. Filoche (Mathias) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	104
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Mouret (Louise) (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	105
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Fernandes (Carla) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	106
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – M. Le Corre (Laurent) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	107
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Thomas (Violaine) (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	108

	Pages
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Masini (Julia) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	109
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Soarès Dos Ramos de Ceita-Jouin (Laura) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	110
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Henry (Clémence) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	111
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Toureau (Estelle) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	112
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – M. Andrews (Willy) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	113
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Le Calvé (Clélie) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	114
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – M. Salondy (Thierry) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	115
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – M. Forgereau-Dubuquoy (Jason) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)....	116
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Martin (Mélodie) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	117
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Pitty (Violaine) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	118
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Nirenbold (Nathalie) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	119

29 mai 2019

Convention du 29 mai 2019 relative aux modalités de constatation et de fixation du montant de la contribution spéciale prévue par l'article L. 8253-1 du code du travail entre l'État (ministère de l'intérieur) et l'Office français de l'immigration et de l'intégration	24
---	-----------

3 juin 2019

Arrêté du 3 juin 2019 relatif à la fourragère d'or pour actes de courage et de dévouement...	1
---	----------

4 juin 2019

Arrêté du 4 juin 2019 portant attribution de la fourragère d'or pour actes de courage et de dévouement.....	77
--	-----------

Sommaire thématique

	Pages
<i>Administration générale</i>	
Arrêté du 3 juin 2019 relatif à la fourragère d'or pour actes de courage et de dévouement...	1
<i>Délégations de gestion</i>	
Délégation de gestion du 27 juin 2018 entre la direction générale de la gendarmerie nationale du ministère de l'intérieur et la direction de la maintenance aéronautique du ministère des armées	2
Convention de délégation de gestion du 17 janvier 2019 relative à certains personnels civils transférés au ministère de l'intérieur, en application du II de l'article 20 de la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale	6
Convention de délégation de gestion du 9 mai 2019 relative à l'ordonnancement par la direction de l'évaluation de la performance et des affaires financières et immobilières des opérations de dépenses et de recettes des programmes 104 et 303 de la direction générale des étrangers en France	21
Convention du 29 mai 2019 relative aux modalités de constatation et de fixation du montant de la contribution spéciale prévue par l'article L.8253-1 du code du travail entre l'État (ministère de l'intérieur) et l'Office français de l'immigration et de l'intégration	24
<i>Délégations de signature</i>	
Décision du 2 mai 2019 portant délégation de signature du directeur général (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	26
Décision du 9 mai 2019 portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration)	32
Décision du 20 mai 2019 portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration)	33
Décision du 20 mai 2019 portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration)	34
<i>Immigration et asile</i>	
Décision du 15 mai 2019 portant autorisation de mise en service de sas utilisant le traitement de données à caractère personnel dénommé «PARAFE»	35
<i>Personnels d'État</i>	
Arrêté du 24 avril 2019 modifiant la composition du Conseil supérieur de la gendarmerie nationale	36
Arrêté du 13 mai 2019 portant désignation des candidats admis à l'examen du brevet d'aptitude à la formation des moniteurs d'enseignement de la conduite des véhicules terrestres à moteur de la session 2018	37

Décision n° 25156 du 29 mars 2019 portant admission et non-admission dans le corps des sous-officiers de carrière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale au titre de l'année 2019.....	39
Décision n° 26721 du 10 avril 2019 portant ajournement dans le corps des sous-officiers de carrière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale au titre de l'année 2019.....	45
Décision du 11 avril 2019 portant mise à la retraite à la demande – Mme Lancial (Françoise) (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	46
Décision n° 29246 du 18 avril 2019 portant agrément pour l'outre-mer des sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	47
Décision du 30 avril 2019 portant désignation des responsables de budgets opérationnels de programme et des unités opérationnelles pour le programme 216 «Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur».....	49
Décision du 2 mai 2019 fixant la liste des agents habilités à représenter le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides	55
Décision du 9 mai 2019 portant désignation des responsables de budgets opérationnels de programme et des unités opérationnelles pour le programme 176 Police nationale.....	56

Attribution de qualifications et titres

Arrêté du 2 mai 2019 conférant un grade et maintenant dans un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense.....	62
Arrêté du 18 mai 2019 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure	63
Arrêté du 4 juin 2019 portant attribution de la fourragère d'or pour actes de courage et de dévouement.....	77
Décision n° 32374 du 29 avril 2019 portant attribution de la prime de haute technicité aux sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	78
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Fort (Caroline) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	79
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – M. Berginc (Anthony) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	80
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Malek-Stanians (Nanée) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	81
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Lotrian (Marie) (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	82
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – M. Sellem (Victor-Alexandre) (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	83
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – M. Denys de Bonnaventure (Henry) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	84
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – M. Jacquelin (Olivier) (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	85
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Milliez (Tiphaine) (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	86
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Reynier (Julie) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	87
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Labet (Marine) (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	88

	Pages
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – M. Lannaud (Damien) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	89
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Lacan (Nina) (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	90
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Esposito (Lily) (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	91
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – M. Hourdouillie (Matthias) (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	92
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Thélot (Anne-Andréa) (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	93
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – M. Varloteau (Gildas) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	94
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – M. Morlat (Raphaël) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	95
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – M. Cochet (Valentin) (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	96
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Camus (Olivia) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	97
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – M. Fostinelli (Maxime) (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	98
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – M. Marx (Alexandre) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	99
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – M. Alsaar (Sofiane) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	100
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Sengers (Léa) (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	101
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – M. Prunac (Vincent) (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	102
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Sabre (Manon) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	103
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – M. Filoche (Mathias) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	104
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Mouret (Louise) (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	105
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Fernandes (Carla) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	106
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – M. Le Corre (Laurent) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	107
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Thomas (Violaine) (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	108
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Masini (Julia) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	109
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Soarès Dos Ramos de Ceita-Jouin (Laura) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	110
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Henry (Clémence) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	111

	Pages
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Toureau (Estelle) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	112
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – M. Andrews (Willy) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	113
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Le Calvé (Clélie) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	114
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – M. Salondy (Thierry) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	115
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – M. Forgereau-Dubuquoy (Jason) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)....	116
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Martin (Mélanie) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	117
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Pitty (Violaine) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	118
Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Nirenold (Nathalie) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	119

Avancements et promotions

Arrêté du 22 mai 2019 portant inscription au tableau d'avancement au grade de commandant de la police nationale (année 2019)	120
Arrêté du 22 mai 2019 portant inscription au tableau d'avancement au grade de commandant divisionnaire de la police nationale (année 2019)	130
Arrêté du 22 mai 2019 portant inscription au tableau d'avancement à l'échelon spécial du grade de commandant divisionnaire de la police nationale (année 2019)	135
Décision n° 14527 du 12 novembre 2018 portant promotion de sous-officiers de réserve des groupements de gendarmerie départementale de la Seine-Maritime et de l'Eure	137
Décision n° 40937 du 15 novembre 2018 portant promotion de sous-officiers de réserve des groupement de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges	139
Décision n° 25159 du 29 mars 2019 portant ajournement dans le corps des sous-officiers de carrière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale au titre de l'année 2019	141
Décision n° 28346 du 9 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie de la spécialité «montagne»	144
Décision n° 28353 du 9 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie de la spécialité «systèmes d'information et de communication»	145
Décision n° 4863 du 10 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Doubs	146
Décision n° 5498 du 16 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie maritime	147
Décision n° 6781 du 6 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Calvados	148
Décision n° 2696 du 7 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale	149
Décision n° 22816 du 7 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud	150

	Pages
Décision n° 22818 du 7 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur	151
Décision n° 29365 du 7 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche «secrétariat»	153
Décision n° 29368 du 7 mai 2019 portant promotion d'un sous-officier de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche «formations extérieures»	154
Décision n° 5512 du 9 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Eure et de la Seine-Maritime	155
Décision n° 7208 du 9 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme	156
Décision n° 7256 du 9 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne	158
Décision n° 11287 du 9 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale du Nord et du Pas-de-Calais	159
Décision n° 11288 du 9 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord	161
Décision n° 15763 du 9 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie des Pays de la Loire	162
Décision n° 20687 du 9 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, du Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques	164
Décision n° 20689 du 9 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest	166
Décision n° 35361 du 9 mai 2019 portant attribution de l'échelon spécial du grade de colonel aux officiers de gendarmerie	167
Décision n° 35362 du 9 mai 2019 portant attribution du quatrième échelon du grade de colonel aux officiers de gendarmerie et de l'échelon exceptionnel du grade de colonel aux officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale	170
Décision n° 35363 du 9 mai 2019 portant attribution des échelons exceptionnels du grade de lieutenant-colonel	172
Décision n° 35364 du 9 mai 2019 portant attribution des échelons exceptionnels du grade de chef d'escadron	174
Décision n° 35365 du 9 mai 2019 portant attribution des échelons exceptionnels du grade de capitaine	175
Décision n° 959 du 10 mai 2019 portant promotion d'un sous-officier de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie de l'armement	176
Décision n° 5352 du 13 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin	177
Décision n° 7358 du 13 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche «infanterie»	179
Décision n° 7361 du 13 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche «cavalerie»	180
Décision n° 7362 du 13 mai 2019 portant promotion du sous-officier de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche «orchestres-chœur de l'armée française»	181

	Pages
Décision n° 7594 du 13 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Marne	182
Décision n° 9088 du 13 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne	184
Décision n° 9170 du 13 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Somme	185
Décision n° 9396 du 13 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne	187
Décision n° 21439 du 13 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie d'Île-de-France	189
Décision n° 21440 du 13 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris	191
Décision n° 6605 du 16 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Doubs	192
Circulaire n° 33100 du 15 mai 2019 relative à la préparation des tableaux d'avancement pour 2020 des sous-officiers de gendarmerie	193
Instruction n° 33000 du 15 mai 2019 relative à l'avancement des sous-officiers de gendarmerie	202
 <i>Dispositions statutaires diverses</i>	
Instruction n° 41000 du 6 mai 2019 relative aux modalités d'admission dans le corps des sous-officiers de carrière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale	211
 <i>Organisation des services</i>	
Arrêté du 16 avril 2019 portant dissolution de la brigade de recherches de Bron et création corrélative de la brigade de recherches de Mions (Rhône)	213
Arrêté du 16 avril 2019 portant dissolution de la brigade territoriale de Sumène et modification des brigades territoriales du Vigan, de Val-d'Aigoual et de Saint-Hippolyte-du-Fort (Gard)	214
 <i>Polices administratives</i>	
Arrêté du 3 mai 2019 portant agrément d'un organisme de formation au titre de l'article L.3332-1-1 du code de la santé publique	216
Délibération n° 2018-01 du 11 juin 2018 relative à l'actualisation du règlement intérieur	217
 <i>Sécurité et circulation routières</i>	
Note d'information du 29 avril 2019 relative aux permis de conduire délivrés par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	220

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 3 juin 2019 relatif à la fourragère d'or
pour actes de courage et de dévouement**

NOR : INTK1914680A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le décret du 16 novembre 1901 modifié par le décret du 9 décembre 1924, fixant les récompenses honorifiques pour actes de courage et de dévouement ;

Vu le décret 70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la médaille pour actes de courage et de dévouement ;

Vu l'instruction du 29 avril 2019 de la Présidence de la République,

Arrête :

Article 1^{er}

La fourragère d'or pour actes de courage et de dévouement est destinée à matérialiser d'une façon apparente et permanente les actions d'éclat accomplies par les formations décorées au moins trois fois de la médaille d'or pour actes de courage et de dévouement, à titre collectif, au cours d'opérations de sécurité civile, de sécurité intérieure et de maintien de l'ordre sur les théâtres hors champs de guerres.

Article 2

Seules les médailles d'or pour actes de courage et de dévouement obtenues par une formation, au cours d'une opération, sont prises en considération pour déterminer le droit au port de la fourragère d'or pour actes de courage et de dévouement.

Article 3

Le ministre de l'intérieur désigne par arrêté les formations autorisées à porter la fourragère d'or pour actes de courage et de dévouement, ainsi que les opérations ouvrant droit à cette fourragère.

Article 4

A titre collectif, la fourragère d'or pour actes de courage et de dévouement est portée par tous les membres de la formation.

Article 5

A titre individuel, les membres de la formation ayant effectivement pris part à toutes les opérations ayant donné lieu à l'attribution de la fourragère d'or, pour actes de courage et de dévouement, conservent le droit de la porter, même après leur affectation dans une autre formation non détentrice de celle-ci.

Article 6

La fourragère d'or se compose d'un cordon rond doublé doré, tressé à un cordon tricolore sur la partie formant le tour du bras.

L'extrémité du cordon tricolore forme un trèfle. Le cordon doré est muni à l'autre extrémité d'un ferret et d'un coulant en métal doré ou argenté selon la tradition de l'arme ou du service ; au-dessus du ferret, le cordon doré forme un nœud à quatre tours. Les brides d'accroche sont dorées.

Elle fait partie de l'uniforme et peut être portée sur la cravate d'un emblème.

Article 7

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 juin 2019.

CHRISTOPHE CASTANER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Délégation de gestion du 27 juin 2018 entre la direction générale de la gendarmerie nationale du ministère de l'intérieur et la direction de la maintenance aéronautique du ministère des armées

NOR : INTJ1911217X

Entre :

La direction générale de la gendarmerie nationale du ministère de l'intérieur d'une part, représentée par le général de corps d'armée Laurent Tavel, directeur des soutiens et des finances de la gendarmerie nationale, désignée sous le terme «délégant», d'une part,

Et :

La direction de la maintenance aéronautique du ministère des armées d'autre part, représentée par l'ingénieure générale hors classe de l'armement Monique Legrand-Larroche, directrice de la maintenance aéronautique, désignée sous le terme «délégataire», d'autre part ;

Vu la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale ;

Vu le code de la défense, notamment les articles R. 3241-26 à R. 3241-33 ;

Vu le décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2013-728 du 12 août 2013 modifié portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer ;

Vu l'arrêté du 23 avril 2015 modifié organisant l'exercice des attributions de l'ordonnateur principal du ministère de la défense ;

Vu l'arrêté du 18 avril 2018 portant organisation de la direction de la maintenance aéronautique,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet de la délégation

En application de l'article 2 du décret du 14 octobre 2004 susvisé, la direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN) confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, la réalisation des achats de fournitures et de prestations de service liés au maintien en condition opérationnelle (MCO) de ses matériels aéronautiques.

Article 2

Prestations confiées au délégataire

Le délégataire est chargé, en sa qualité d'autorité signataire du marché, de la passation, de la signature et de l'exécution des marchés qui s'avéreront nécessaires aux besoins exprimés par la DGGN.

L'annexe 1 du présent document dresse, à titre indicatif à la date de signature du présent document, le parc d'aéronefs dont le MCO est confié au délégataire.

Article 3

Obligation du délégataire

Le délégataire est chargé, pour le compte du délégant :

- de gérer les relations avec les industriels ;
- de l'évaluation, en concertation avec la DGGN, des ressources en Autorisations d'Engagement (AE) sous forme de Plan d'Emploi (PEAE) et des ressources en Crédit de paiement (CP) sous forme de Plan de Consommation (PCCP) devant être inscrites dans les programmations budgétaires pluriannuelles de la DGGN au titre du Maintien en Condition Opérationnelle de ses matériels aéronautiques. Le délégant met à la disposition sur l'UO CDEF les crédits à la demande du délégataire ;
- de l'expression, en temps utile, du besoin d'ajustement du PEAE pour disposer des AE complémentaires nécessaires aux engagements juridiques ;

- de l'expression, au fil de l'eau, du besoin d'Autorisations d'Engagement (AE) nécessaires à la bonne exécution des marchés;
- de l'expression, au fil de l'eau, du besoin des Crédits de Paiement (CP) nécessaires à la bonne exécution des marchés;
- de l'évaluation, en concertation avec la DGGN, des montants des révisions de prix sur chaque marché;
- de l'évaluation, en concertation avec la DGGN, de l'origine et du montant des intérêts moratoires générés pendant l'exécution des marchés;
- de l'établissement des montants restant à payer sur les marchés en fin de tranches et en fin d'exercice;
- de la rédaction des spécifications techniques des contrats;
- du choix des procédures de passation des contrats, de leur préparation, de leur négociation éventuelle, de la rédaction des clauses administratives, du choix du titulaire, puis de la notification des contrats, en tant qu'autorité signataire, avec information du DGGN sur la procédure employée et le choix du titulaire;
- de la passation des actes d'exécution (bons de commande, ordres de service d'affermissement de tranche, avenants éventuels...) en concertation avec la DGGN;
- du suivi administratif et financier de l'exécution des contrats (réception des prestations commandées, évaluations, liquidation des factures et solde des paiements...);
- de l'engagement, la liquidation et l'ordonnancement des dépenses correspondantes sur les crédits du ministère de l'intérieur.

Des comptes rendus financiers seront établis suivant les étapes du calendrier budgétaire :

- décembre de l'année $N - 1$ pour la programmation de l'année N ;
- février de l'année N pour le bilan d'exécution de l'année $N - 1$;
- 1^{re} quinzaine de mai de l'année N pour le CRG1 (actualisation des prévisions d'exécution);
- début septembre de l'année N pour le CRG2 (actualisation à fin août et/ou priorisation de l'exécution).

Ils comprendront, de façon adaptée à leur positionnement dans le cycle budgétaire :

- les AE engagées et l'actualisation trimestrielle du Plan d'Emploi prévisionnel, détaillé par marché;
- le niveau de consommation des CP et l'actualisation trimestrielle du Plan de Consommation détaillé par marché;
- des éléments d'analyse nécessaires à la bonne appréciation financière du délégant.

Article 4

Obligations réciproques

Le délégataire s'engage :

- à exécuter ses obligations dans les conditions et limites fixées par le présent protocole;
- à rendre compte de sa gestion dans les conditions fixées aux articles 3 et 6 du présent protocole;
- à tenir informée la DGGN de la rédaction des spécifications techniques, des clauses relatives au soutien logistique et des clauses concernant le déroulement des contrats, pour le périmètre qui la concerne;
- à alerter sans délai le délégant en cas de modification significative des perspectives d'exécution annuelle du plan d'emploi (sous-consommation prévisible notamment).

Le délégant s'engage :

- à fournir en temps utile tous les éléments d'information nécessaires au délégataire pour l'exercice de sa mission et l'expression de son besoin permettant l'élaboration du marché;
- à procéder à la mise à disposition des Autorisations d'Engagement (AE) et des crédits de paiement (CP).

Article 5

Exécution financière de la délégation

Les moyens financiers alloués par la gendarmerie nationale pour l'exécution de la présente délégation de gestion portent sur des crédits inscrits sur :

- le programme 152;
- le budget opérationnel de programme (BOP) «commandement et soutien»;
- l'unité opérationnelle de programme (UO) «CDEF».

En cas d'insuffisance de crédits, le délégataire informe la gendarmerie nationale sans délais.

À défaut d'ajustement de la dotation, le délégataire suspend l'exécution de la présente délégation de gestion.

Article 6

Structure de la concertation

Les signataires de la présente délégation, ou leurs représentants désignés, dressent annuellement un bilan de l'application de la présente délégation et engagent, si nécessaire, une révision de la présente délégation dans les conditions fixées par l'article 7.

Le délégant est chargé de convoquer et d'organiser cette réunion annuelle. Le délégant en rédige un compte rendu, dont un projet est remis à la DMAé pour approbation avant diffusion officielle.

Article 7

Modifications de la délégation

Les modifications qui s'avéreraient nécessaires devront recevoir l'accord des deux parties et feront l'objet d'un avenant signé au même niveau que la présente délégation.

L'annexe de la présente délégation peut toutefois être actualisée sans avenant, sur simple accord formel des parties.

Article 8

Durée de validité et résiliation de la délégation

La présente délégation est conclue pour une durée de trois (3) ans, à compter de la date de création de la DMAé. Elle est renouvelable une fois par tacite reconduction pour une durée identique. La délégation peut prendre fin de manière anticipée sur l'initiative d'une des parties, sous réserve d'une notification écrite de la décision de résiliation et de l'observation d'un délai de préavis de six (6) mois. Le délégataire fournira en temps utile au délégant l'ensemble des documents contractuels, administratifs et comptables nécessaires à la reprise de la gestion par le délégant.

Article 9

Publication

La présente délégation sera publiée dans les Bulletins officiels des deux ministères concernés.

Fait en deux exemplaires, le 27 juin 2018.

Le délégant :

*Le général de corps d'armée,
directeur des soutiens et des finances
de la gendarmerie nationale,
L. TAVEL*

Le délégataire :

*L'ingénieure générale hors classe
de l'armement,
directrice de la maintenance aéronautique,
M. LEGRAND-LARROCHE*

ANNEXE

Montant des crédits délégués

MARCHÉ	AE 2018	CP 2018	DONT ANNUITÉ 2018 du reste à payer
Marché AH	4 600 000	6 300 000	6 186 290
Marché BABCOCK	3 980 000	4 400 000	4 291 877
Marché EURAVIONICS	150 000	300 000	412 730
Marché GOODRICH	830 000	990 000	937 026
Marché ENGIE	2 100 000	2 250 000	3 845 093
Marché ZODIAC	300 000	370 000	422 296
Marché SAF	800 000	1 100 000	419 200
Marché LORCA	560 000	90 000	0
Marché SAFRAN HE	7 480 000	5 700 000	4 855 464
TOTAL	20 800 000	21 500 000	21 369 976

Données d'imputation

BOP = BOP central National Commandement et soutien

UO = 0152-CDGN-CDEF

Centre de coût: GN0EMFA078

Activité: 015236400218

Parc des aéronefs de la gendarmerie confié à la DMAé pour MCO

15 EC 145

26 Ecureuil

15 EC 135

MINISTÈRE DES ARMÉES

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Convention de délégation de gestion du 17 janvier 2019 relative à certains personnels civils transférés au ministère de l'intérieur, en application du II de l'article 20 de la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale

NOR : INTA1914651X

Entre :

D'une part, le ministère des armées, représenté par :

- le directeur des ressources humaines du ministère des armées ;
- le chef du service parisien de soutien de l'administration centrale ;
- les directeurs des centres ministériels de gestion (Saint-Germain-en-Laye, Metz, Rennes, Bordeaux, Toulon et Lyon) ;

Ci-après désigné « le délégant »,

Et :

D'autre part, le ministère de l'intérieur, représenté par :

- le directeur des ressources humaines du ministère de l'intérieur ;
- les préfets délégués pour la défense et la sécurité ;
- les commandants des formations administratives de la gendarmerie nationale ;

Ci-après désigné « le délégataire »,

Vu le code de la défense, notamment ses articles R. 3225-1 à R. 3225-10 et R. 3231-10 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 34 ;

Vu la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale, notamment son article 20 ;

Vu le décret n° 49-1378 du 3 octobre 1949 modifié fixant le statut des agents sur contrat du ministère de la défense nationale ;

Vu le décret n° 82-447 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 87-1008 du 17 décembre 1987 modifié fixant le régime disciplinaire du personnel à statut ouvrier du ministère de la défense ;

Vu le décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État ;

Vu le décret n° 2011-1864 du 12 décembre 2011 modifié autorisant le ministre de la défense à déléguer certains de ses pouvoirs en matière d'administration et de gestion du personnel civil de la défense ;

Vu le décret n° 2014-296 du 6 mars 2014 modifié relatif aux secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur et modifiant diverses dispositions du code de la défense et du code de la sécurité intérieure ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2017 fixant la liste des formations administratives de la gendarmerie nationale (annexé à la présente convention) ;

Vu l'arrêté du 28 décembre 2017 relatif à l'application du décret n° 2011-1864 du 12 décembre 2011 modifié autorisant le ministre de la défense à déléguer certains de ses pouvoirs en matière d'administration et de gestion du personnel civil de la défense ;

Vu l'arrêté du 25 avril 2018 fixant la procédure d'avancement applicable aux personnels à statut ouvrier du ministère des armées ;

Vu l'arrêté du 28 juin 2018 relatif aux commissions d'avancement des personnels à statut ouvrier du ministère des armées affectés en gendarmerie nationale ;

Vu la délégation de gestion cadre du 28 juillet 2008 modifiée portant sur le transfert organique de la gendarmerie au ministère de l'intérieur,

Etant rappelé en préambule que :

La loi du 3 août 2009 susvisée a organisé le transfert de la gendarmerie nationale du ministère des armées au ministère de l'intérieur.

Dans ce cadre, certains personnels civils du ministère des armées, visés au II de l'article 20 de la loi du 3 août 2009 susvisée, tout en relevant statutairement du ministère des armées, ont été placés par la loi sous l'autorité fonctionnelle du ministre de l'intérieur.

Afin d'en faciliter la gestion, le ministère des armées et le ministère de l'intérieur se sont accordés pour que ces personnels fassent l'objet de la présente convention de délégation de gestion en application de l'article 2 du décret du 14 octobre 2004 susvisé. Cette convention permet au ministère de l'intérieur de prendre et signer certains actes de gestion au nom et pour le compte du ministère des armées.

Elle garantit une gestion de ces personnels dans des conditions statutaires équivalentes à celles des personnels du ministère des armées en fonction dans ce ministère.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet de la délégation

1.1. Par le présent document, le délégant confie au délégataire la réalisation de prestations et d'actes d'administration et de gestion des personnels civils, visés au II de l'article 20 de la loi du 3 août 2009 susvisée, affectés au sein du ministère de l'intérieur.

Le délégataire prend et signe les actes précités au nom et pour le compte du délégant, dans les conditions ci-après définies.

Ces personnels civils sont les suivants :

- les ouvriers de l'État et les techniciens à statut ouvrier du ministère des armées, ci-après dénommés «les personnels à statut ouvrier» ;
- les agents contractuels régis par les dispositions du I de l'article 34 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et les agents contractuels régis par le décret n° 49-1378 du 3 octobre 1949 modifié fixant le statut des agents sur contrat de la défense nationale, ci-après dénommés «agents contractuels».

1.2. La présente convention a pour objet de préciser :

- dans les domaines de la discipline, des droits syndicaux et de la gestion de proximité, la répartition des compétences entre les parties prenantes ;
- les conditions et modalités d'organisation financière relatives à certaines dépenses de personnel.

Article 2

Discipline

2.1. Instances consultatives :

En métropole, les personnels à statut ouvrier relèvent des conseils de discipline institués dans chaque région de gendarmerie située au siège de la zone de défense et de sécurité, conformément aux dispositions de l'article 5 du décret du 17 décembre 1987 susvisé et du conseil de discipline supérieur institué auprès de l'administration centrale du ministère des armées, conformément aux dispositions de l'article 8 du même décret.

Dans chaque département et collectivité d'outre-mer, l'officier commandant de la gendarmerie outre-mer assure la présidence du conseil de discipline à l'égard de ses personnels, conformément à l'article 5 du décret du 17 décembre 1987 susvisé.

S'agissant de la désignation des représentants du personnel au sein des conseils de discipline constitués dans la gendarmerie, les représentants, au nombre de trois titulaires et trois suppléants, sont désignés par les trois organisations syndicales ayant obtenu les meilleurs résultats aux élections aux commissions d'avancement des personnels à statut ouvrier dans le ressort de la région de gendarmerie concernée.

Pour les personnels en fonction en outre-mer qui, à partir de 2019, relèveront de la CAPSO de la zone de défense et de sécurité de Paris, les représentants du personnel siégeant au sein des conseils de discipline institués en outre-mer seront désignés par les trois organisations syndicales ayant obtenu les meilleurs résultats à l'élection à la CAPSO de la zone de défense et de sécurité de Paris, dès lors que les personnels précités relèvent de cette commission en matière d'avancement.

Les conseils de discipline, présidés par le commandant de région zonale (ou son représentant), sont préparés et organisés par les secrétariats généraux à l'administration du ministère de l'intérieur (SGAMI), lesquels en assurent également le secrétariat.

Les agents contractuels relèvent de la commission consultative paritaire des agents contractuels du ministère des armées.

2.2. Actes confiés aux délégués :

Le délégué est chargé des actes de gestion énumérés à l'annexe I de la présente convention. La liste des délégués est précisée à la même annexe.

Les services des SGAMI sont le point d'entrée unique du ministère des armées, en dehors de l'outre-mer, le commandement de la gendarmerie d'outre-mer (CGOM) assurant cette interface.

Article 3

Droits syndicaux

Les services de la direction des ressources humaines du ministère de l'intérieur (MI/SG/DRH/SDP/BAGES) sont le point d'entrée unique du ministère des armées.

3.1. Temps syndical :

Le crédit de temps syndical, pris sous la forme de décharges d'activité de service ou de crédit d'heures, est imputé, s'agissant de chaque organisation syndicale des personnels à statut ouvrier du ministère des armées, sur le contingent ministériel du délégué et comptabilisé sur l'enveloppe de droits de l'organisation syndicale (fédération ou confédération) du ministère concerné.

À l'issue des résultats du vote au comité technique ministériel du ministère des armées, les organisations syndicales bénéficiaires de temps syndical au titre du contingent du ministère des armées ont la possibilité d'attribuer du crédit de temps syndical sous la forme de décharges d'activité de service et/ou de crédit d'heures au profit des ouvriers de l'État de la gendarmerie nationale électeurs au CTM.

Le délégué est chargé des actes énumérés à l'annexe II de la présente convention. La liste des délégués est précisée à la même annexe.

3.2. Locaux syndicaux et équipements :

Les locaux et l'équipement nécessaires à l'exercice de l'activité syndicale sont mis à disposition par le délégué.

Article 4

Actes de proximité en métropole

4.1. Instances :

Les personnels à statut ouvrier relèvent des commissions d'avancement mises en place au sein de chaque région zonale de gendarmerie de défense et de sécurité, conformément aux dispositions de l'arrêté du 25 avril 2018 et de l'arrêté du 28 juin 2018 susvisés.

Les agents contractuels relèvent de la commission consultative paritaire d'avancement et de discipline du ministère des armées.

4.2. Actes confiés aux délégués :

Le délégué est chargé des actes de gestion énumérés à l'annexe III de la présente convention. La liste des délégués est précisée à la même annexe.

En métropole, les SGAMI sont le point d'entrée unique du ministère des armées.

Article 5

Actes de proximité en outre-mer

Le délégué est chargé des actes de gestion énumérés à l'annexe IV de la présente convention. La liste des délégués est précisée à la même annexe.

En outre-mer, les services du secrétariat général à l'administration d'Île-de-France sont le point d'entrée unique du ministère des armées à compter de 2019, à l'issue du renouvellement général des instances représentatives du personnel de la fonction publique. Le commandement de la gendarmerie d'outre-mer (CGOM) assurera cette interface jusque là.

Article 6

Recours contentieux

Le délégué traite des recours administratifs et contentieux relatifs aux décisions prises en son nom et pour son compte.

Le délégataire est tenu de transmettre l'ensemble des éléments de fait et de droit nécessaires à l'instruction de ces dossiers.

Article 7

Conservation et archivage des dossiers

Le délégant est chargé de la conservation des dossiers administratifs des personnels. À ce titre, il assure la mise à jour des dossiers, l'enregistrement, la numérotation et le classement des pièces les composant. Il assure par ailleurs l'archivage de ces dossiers.

Le délégataire est tenu de transmettre toute pièce constitutive du dossier au délégant.

Article 8

Frais de missions et de stage

Le délégataire en assure la prise en charge, conformément aux règles relatives aux frais de déplacement des agents qui bénéficient de la réglementation en vigueur au sein du ministère des armées.

Article 9

Conditions d'exécution

9.1. Obligations du délégataire :

Le délégataire exécute la délégation dans les conditions et les limites fixées par le présent document et acceptées par lui. Lorsque le délégant en fait la demande, le délégataire rend compte de sa gestion. Un compte-rendu global de gestion est réalisé au terme de la délégation.

Après signature du présent document, le délégataire en adresse une copie aux autorités chargées du contrôle financier et aux comptables assignataires concernés.

9.2. Obligations du délégant :

Le délégant s'engage à fournir en temps utile tous les éléments d'information nécessaires au délégataire pour l'exercice de sa mission.

En cas de défaillance du délégataire, le délégant s'engage à prendre tout acte de gestion qui s'avérerait nécessaire.

Le délégant reste en toute hypothèse responsable des actes pris par le délégataire.

9.3. Exécution financière de la délégation :

La délégation s'effectue à titre gratuit.

9.4. Applicabilité de la convention :

L'application de la présente convention est conditionnée par la signature de l'annexe V par les délégants et délégataires concernés.

S'agissant des formations administratives de la gendarmerie nationale placées sous l'autorité du directeur général de la gendarmerie nationale, la présente délégation de gestion est soumise à son approbation.

9.5. Modification de la délégation :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution du présent document et de ses annexes doit recueillir l'accord de l'ensemble des parties concernées par la modification.

Cette modification fait l'objet d'un avenant qui est signé par les parties directement concernées.

Un exemplaire de cet avenant est transmis à chacune des parties signataires de la convention, ainsi qu'au comptable assignataire des dépenses et contrôleur financier placé auprès de lui.

9.6. Durée, reconduction et résiliation de la délégation :

La présente délégation prend effet à compter du 15 octobre 2018 pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction à concurrence de cinq ans.

Elle pourra prendre fin de manière anticipée sur l'initiative du délégant ou du délégataire, sous réserve d'une notification écrite de la décision de résiliation, de l'observation d'un préavis de trois mois et de l'information des autorités chargées du contrôle financier et des comptables assignataires concernés.

Article 10

Publication de la délégation

La présente convention de délégation de gestion sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur et au *Bulletin officiel* des armées.

Fait en 3 exemplaires, le 17 janvier 2019.

*Le directeur des ressources humaines
du ministère de l'intérieur,
S. BOURRON*

*Le directeur général
de la gendarmerie nationale,
R. LIZUREY*

Pour et par délégation
du directeur des ressources humaines
du ministère des armées :
*Le chef du service des ressources
humaines civiles,
M. TREGLIA*

ANNEXE I

DISCIPLINE

I. – DÉLÉGATION DE GESTION EN MÉTROPOLE

1° Pour les personnels à statut ouvrier et les agents contractuels affectés dans leurs services, les commandants des formations administratives de la gendarmerie nationale, mentionnés dans l'arrêté du 12 mai 2017 fixant la liste des formations administratives de la gendarmerie nationale, et les préfets délégués pour la zone de défense et de sécurité préparent et signent, au nom et pour le compte du ministère des armées, les actes suivants :

- a) Concernant les personnels à statut ouvrier :
 - sanctions disciplinaires de premier niveau ;
 - suspension de fonctions.
- b) Concernant les agents contractuels :
 - avertissement et blâme ;
 - suspension de fonctions.

2° Pour les personnels à statut ouvrier affectés dans leur ressort territorial, les préfets délégués pour la zone de défense et de sécurité préparent et signent, au nom et pour le compte du ministère des armées, les sanctions disciplinaires du deuxième au quatrième niveaux.

II. – DÉLÉGATION DE GESTION EN OUTRE-MER

Pour les personnels à statut ouvrier et les agents contractuels affectés dans leurs services, les commandants de gendarmerie de l'outre-mer préparent et signent, au nom et pour le compte du ministère des armées, les actes suivants :

- a) Concernant les personnels à statut ouvrier :
 - sanctions disciplinaires du premier au quatrième niveaux ;
 - suspension de fonctions.
- b) Concernant les agents contractuels :
 - avertissement et blâme ;
 - suspension de fonctions.

ANNEXE II

DROITS SYNDICAUX

I. – Pour les personnels à statut ouvrier et les agents contractuels affectés au ministère de l'intérieur, le directeur des ressources humaines du ministère de l'intérieur prépare et signe, au nom et pour le compte du ministère des armées, les actes suivants : décharges d'activité de service, à temps complet ou à temps partiel, au titre du décret du 28 mai 1982 susvisé.

II. – Pour les personnels à statut ouvrier et les agents contractuels affectés dans leurs services, les commandants des formations administratives de la gendarmerie nationale, mentionnés dans l'arrêté du 12 mai 2017 fixant la liste des formations administratives de la gendarmerie nationale, et les préfets délégués pour la zone de défense et de sécurité préparent et signent, au nom et pour le compte du ministère des armées, les actes suivants :

- congés annuels des déchargés de service à titre syndical pour les agents en décharge d'activité de service à temps partiel. S'agissant des déchargés à temps complet, l'agent doit fournir en fin d'année un état des congés, validé par son organisation syndicale, dans l'hypothèse où il souhaiterait alimenter son compte épargne temps ;
- autorisations spéciales d'absence au titre des articles 13 et 15 du décret du 28 mai 1982 susvisé en faveur des représentants des organisations syndicales ;
- autorisations d'absence au titre du crédit d'heures.

ANNEXE III

GESTION DE PROXIMITÉ EN MÉTROPOLE

Pour les personnels à statut ouvrier et les agents contractuels affectés dans leurs services, les commandants des formations administratives de la gendarmerie nationale, mentionnés dans l'arrêté du 12 mai 2017 fixant la liste des formations administratives de la gendarmerie nationale, et les préfets délégués pour la zone de défense et de sécurité préparent et signent, au nom et pour le compte du ministère des armées, les actes suivants :

a) Concernant les personnels à statut ouvrier :

- notation et proposition pour les avancements d'échelon et de groupe ;
- proposition pour les avancements de groupe à l'ancienneté et pour les nominations en qualité de chef d'équipe ;
- congés annuels et exceptionnels, y compris l'utilisation sous la forme de congés des droits accumulés sur un compte épargne temps, congés et autorisations d'absences rémunérées ;
- établissement des états liquidatifs relatifs aux éléments modulables de rémunération ;
- attribution de la médaille d'honneur du travail, échelons bronze, argent et vermeil.

b) Concernant les agents contractuels :

- notation, y compris les attributions de réduction et de majoration de temps de service, s'ils ont la qualité de notateur juridique ;
- attribution de la médaille d'honneur du travail, échelons bronze, argent et vermeil ;
- congés annuels et exceptionnels y compris l'utilisation sous la forme de congés des droits accumulés sur un compte épargne temps.

ANNEXE IV

GESTION DE PROXIMITÉ EN OUTRE-MER

Pour les personnels à statut ouvrier et les agents contractuels affectés dans leur ressort territorial, les commandants de gendarmerie de l'outre-mer préparent et signent, au nom et pour le compte du ministre des armées, les actes suivants :

a) Concernant les personnels à statut ouvrier :

- notation et proposition pour les avancements d'échelon et de groupe ;
- proposition pour les avancements de groupe à l'ancienneté et pour les nominations en qualité de chef d'équipe ;
- congés annuels et exceptionnels, y compris l'utilisation sous la forme de congés des droits accumulés sur un compte épargne temps, et congés et autorisations d'absences rémunérées ;
- établissement des états liquidatifs relatifs aux éléments modulables de rémunération ;
- attribution de la médaille d'honneur du travail, échelons bronze, argent et vermeil.

b) Concernant les agents contractuels :

- notation, y compris les attributions de réduction et de majoration de temps de service, s'ils ont la qualité de notateur juridique ;
- attribution de la médaille d'honneur du travail, échelons bronze, argent et vermeil ;
- congés annuels et exceptionnels, y compris l'utilisation sous la forme de congés des droits accumulés sur un compte épargne temps.

ANNEXE V

RECUEIL SIMULTANÉ DES SIGNATURES ¹

Convention de délégation de gestion relative à certains personnels civils transférés au ministère de l'intérieur en application du II de l'article 20 de la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale

Entre :

Le délégant :

*L'administrateur général,
chef du service des ressources humaines civiles,*

M. Treglia

Et :

Le délégataire :

Le directeur des ressources humaines,

S. Bourron

Le délégataire :

Le préfet délégué

pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,

D. CLAVIÈRE

Le délégataire :

La préfète déléguée

pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,

V. HATSCH

Le délégataire :

Le préfet délégué

pour la zone de défense et de sécurité Nord,

J.-C. BOUVIER

Le délégataire :

Le général de corps d'armée,

*commandant la région de gendarmerie du Grand Est
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,*

B. JOCKERS

Le délégataire :

Le préfet délégué

pour la zone de défense et de sécurité Est,

M. VILBOIS

Le délégataire :

La secrétaire générale

de la zone de défense et de sécurité Sud,

F. CAMILLERI

Le délégataire :

Le préfet délégué

pour la zone de défense et de sécurité Ouest,

P. DALLENNES

Le délégataire :

Le préfet, secrétaire général

pour l'administration de la préfecture de police,

T. SARTRE

¹ Seule l'autorité signataire pourra signer les actes de gestion des personnels mentionnés dans la convention, aucune subdélégation de signature ne pourra intervenir par la suite.

Le délégataire :

*Le général, commandant adjoint
de la région de gendarmerie du Grand Est,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Marne,*

R. DE LORGERIL

Le délégataire :

*Le colonel, commandant adjoint
de la région de gendarmerie du Grand Est,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale du Bas-Rhin,*

M. CLERC

Le délégataire :

*Le général de division, commandant la région
de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or,*

T. CAILLOZ

Le délégataire :

*Le général, commandant adjoint de la région
de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale du Doubs,*

E. LANGLOIS

Le délégataire :

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,*

J.-M. MICHEL

Le délégataire :

*Le général, commandant adjoint
de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne,*

F. BONAVIDA

Le délégataire :

*Le colonel, commandant adjoint de la région
de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Vienne,*

Y. DUMEZ

Le délégataire :

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,*

P. GUIMBERT

Le délégataire :

*Le général, commandant adjoint de la région
de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme,*

P. OTT

Le délégataire :

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie d'Île-de-France
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,*

J.-M. LOUBÈS

Le délégataire :

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie de Bretagne
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,*

A. PIDOUX

Le délégataire :

*Le général, commandant la région
de gendarmerie du Centre-Val de Loire,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale du Loiret,*

P. SEGURA

Le délégataire :

*Le général, commandant
la région de gendarmerie de Normandie,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Seine-Maritime,*

B. BRESSON

Le délégataire :

*Le général, commandant adjoint
de la région de gendarmerie de Normandie,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale du Calvados,*

F. AUBANEL

Le délégataire :

*Le général, commandant
la région de gendarmerie des Pays de la Loire,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Loire-Atlantique,*

J.-M. VERRANDO

Le délégataire :

*Le général de corps d'armée, commandant
la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,*

M. LÉVÊQUE

Le délégataire :

*Le général de division, commandant
la région de gendarmerie de Corse,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Corse-du-Sud,*

J. PLAYS

Le délégataire :

*Le général de division, commandant
la région de gendarmerie d'Occitanie,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Haute-Garonne,*

B. CLOUZOT

Le délégataire :

*Le général, commandant adjoint
de la région de gendarmerie d'Occitanie,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de l'Hérault,*

J.-V. LETTERMANN

Le délégataire :

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie des Hauts-de-France
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,*

G. CAZENAVE-LACROUTZ

Le délégué :

*Le général, commandant adjoint de la région
de gendarmerie des Hauts-de-France,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Somme,*
D. FORTIN

Le délégué :

*Le général de corps d'armée, commandant
les écoles de la gendarmerie nationale,*
T. MORTEROL

Le délégué :

*Le général de brigade, commandant
l'école des officiers de la gendarmerie nationale,*
C. BOYER

Le délégué :

*Le colonel, commandant
l'école de gendarmerie de Châteaulin,*
F. SAULNIER

Le délégué :

*Le colonel, commandant
l'école de gendarmerie de Chaumont,*
P. BOUQUIN

Le délégué :

*Le colonel, commandant
l'école de gendarmerie de Fontainebleau,*
S. GAUFFENY

Le délégué :

*Le général, commandant
l'école de gendarmerie de Montluçon,*
P. DURAND

Le délégué :

*Le colonel, commandant
l'école de gendarmerie de Rochefort,*
D. CHAPPOT DE LA CHANONIE

Le délégué :

*Le colonel, commandant
l'école de gendarmerie de Tulle,*
T. BOURRET

Le délégué :

*Le général de brigade, commandant
l'école de gendarmerie de Dijon,*
B. FRANÇOIS

Le délégué :

*Le colonel, commandant le Centre national
d'entraînement des forces de gendarmerie,*
S. BRAS

Le délégué :

*Le général de corps d'armée,
commandant la gendarmerie outre-mer,*
L. LUCAS

Le délégué :

*Le général, commandant
la gendarmerie de la Guadeloupe,*
J.-M. DESCoux

Le délégué :

*Le général, commandant
la gendarmerie de la Guyane française,*
P. VALENTINI

Le délégataire :

*Le colonel, commandant
la gendarmerie de la Martinique,*
D. LUCHEZ

Le délégataire :

*Le colonel, commandant
la gendarmerie de Mayotte,*
P. LECLERCQ

Le délégataire :

*Pour le colonel commandant
la gendarmerie pour la Polynésie française
et par suppléance, le colonel, commandant en second,*
R. CHARLOT

Le délégataire :

*Le général, commandant
la gendarmerie pour la Nouvelle-Calédonie,*
C. MARIETTI

Le délégataire :

*Le général, commandant la gendarmerie de La Réunion
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité
du sud de l'océan Indien,*
X. DUCEPT

Le délégataire :

*Le lieutenant-colonel, commandant
la gendarmerie pour Saint-Pierre-et-Miquelon,*
J.-F. CHAUVIN

Le délégataire :

*Le général de division,
commandant la garde républicaine,*
D. STRIEBIG

Le délégataire :

*Le général, commandant
la gendarmerie maritime,*
G. GRIMAUX

Le délégataire :

*Le général, commandant
la gendarmerie de l'air,*
P. GUICHARD

Le délégataire :

*Le général, commandant
la gendarmerie des transports aériens,*
F. FORMELL

Le délégataire :

*Le colonel, commandant
la gendarmerie de l'armement,*
D. RÉMOND

Le délégataire :

*Le colonel, commandant
la gendarmerie de la sécurité des armements nucléaires,*
B. GAUTTIER

Le délégataire :

*Le général de division, commandant du soutien opérationnel
de la gendarmerie nationale,*
O. GUÉRIF

Le délégataire :

*Le colonel, commandant
des forces aériennes de la gendarmerie,*
E. SILLON

Le délégataire :

*Le commandant du groupe d'intervention
de la gendarmerie nationale,*

L. PHÉLIP

Le délégataire :

*Le général de brigade, commandant du pôle judiciaire
de la gendarmerie nationale,*

P. TOURON

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
des étrangers en France*

*Direction de l'évaluation, de la performance
et des affaires financières et immobilières*

Convention de délégation de gestion du 9 mai 2019 relative à l'ordonnancement par la direction de l'évaluation de la performance et des affaires financières et immobilières des opérations de dépenses et de recettes des programmes 104 et 303 de la direction générale des étrangers en France

NOR : INTV1912956X

Entre :

La direction générale des étrangers en France, représentée par M. Pierre-Antoine MOLINA, en sa qualité de directeur général des étrangers en France, désignée sous le terme de «délégant», d'une part;

Et :

La direction de l'évaluation, de la performance et des affaires financières et immobilières, représentée par M. Antoine GOBELET, en sa qualité de directeur de l'évaluation, de la performance et des affaires financières et immobilières, désignée sous le terme de «délégataire», d'autre part;

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances;

Vu le décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique;

Vu le décret n° 2013-728 du 12 août 2013 modifié portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer;

Vu le décret n° 2017-1070 du 24 mai 2017 modifié relatif aux attributions du ministre de l'intérieur;

Vu l'arrêté du 12 août 2013 modifié portant organisation interne du secrétariat général du ministère de l'intérieur,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet de la délégation

En application de l'article 2 du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié, le délégant confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, la réalisation de l'ordonnancement des dépenses et des recettes pour les programmes suivants :

P104» Intégration et accès à la nationalité»: BOP Intégration et accès à la nationalité française (0104-CAIC-Cxxx);
P303» Immigration et asile»: BOP Asile (0303-CASI-Cxxx) + BOP lutte contre l'immigration irrégulière (UO centrales 0303-CLII-Cxxx) + BOP soutien (0303-CSOU-Cxxx).

Le délégant n'est pas déchargé de sa responsabilité sur les actes dont il a confié la réalisation au délégataire.

Article 2

Prestations accomplies par le délégataire

Le délégataire est chargé de l'exécution des décisions du délégant, s'agissant des actes énumérés ci-après.

À ce titre, la délégation emporte délégation de la fonction d'ordonnateur pour l'engagement, la certification du service fait, la liquidation, l'établissement des ordres de payer et l'émission des titres de perception dans l'outil Chorus.

1. Le délégataire assure, pour le compte du délégant, les actes suivants :

- il saisit et valide les engagements juridiques;
- il notifie aux fournisseurs les bons de commande sur marchés à bons de commande;
- il saisit la date de notification des actes;
- il réalise, le cas échéant, la saisine de l'autorité chargée du contrôle budgétaire et de l'ordonnateur en tenant informé le délégant de cette saisine;
- il certifie le service fait après constatation du service fait par le service opérationnel du délégant;

- il centralise la réception de l'ensemble des demandes de paiement ne relevant pas de la commande publique;
- il instruit, saisit et valide les demandes de paiement ne relevant pas de la commande publique;
- il saisit et valide les engagements de tiers et titres de perceptions;
- il réalise en liaison avec les services du délégant et le service facturier les travaux de fin de gestion;
- il tient la comptabilité auxiliaire des immobilisations;
- il assiste le délégant dans la mise en œuvre du contrôle interne comptable et met en œuvre le contrôle interne comptable de premier niveau au sein de sa structure;
- il réalise l'archivage des pièces qui lui incombent.

2. Le délégataire peut également assurer pour le compte du délégant des paiements et des encaissements par le biais de sa régie d'avances et de recettes. Ceux-ci doivent intervenir conformément aux dispositions du décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics, ainsi que dans le périmètre fixé par l'arrêté instituant la régie.

3. Le délégant reste responsable :

- de la décision de dépenses et recettes;
- de la constatation du service fait;
- de la rédaction des ordres de payer relatifs aux factures relevant des flux 3 et 4;
- du pilotage des autorisations d'engagement et des crédits de paiement et de la mise à disposition des crédits nécessaires à la validation des actes de gestion
- de l'archivage des pièces qui lui incombent.

Article 3

Obligations du délégataire

Le délégataire exécute la délégation dans les conditions et les limites fixées par le présent document.

Le délégataire s'engage à assurer les prestations qui relèvent de ses attributions, à maintenir les moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations, à assurer la qualité comptable et à rendre compte régulièrement de son activité (communication mensuelle du tableau de bord d'activité du CPF).

Il s'engage à fournir au délégant les informations demandées et à l'avertir sans délai en cas d'indisponibilité des crédits.

Article 4

Obligations du délégant

Le délégant n'engage pas de dépense sans validation préalable de l'engagement juridique dans CHORUS et respecte les dispositions réglementaires en matière de commande publique.

Il programme ses autorisations d'engagement et pilote les crédits de paiement. Il s'oblige à fournir, en temps utile, tous les éléments d'information dont le délégataire a besoin pour l'exercice de sa mission.

Il adresse une copie de ce document à l'autorité chargée du contrôle budgétaire et au comptable assignataire concernés.

Article 5

Exécution financière de la délégation

Le délégataire est autorisé à subdéléguer à ses subordonnés, sous sa responsabilité, la validation des actes d'ordonnancement.

Article 6

Modification du document

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente délégation, définie d'un commun accord entre les parties, fait l'objet d'un avenant.

Article 7

Durée, reconduction et résiliation du document

Le présent document prend effet à la date de sa signature par l'ensemble des parties concernées.

Il est établi pour l'année 2019, renouvelable annuellement par tacite reconduction dans une limite de 3 ans maximum (2020 et 2021).

Il peut être mis fin à tout moment à la délégation de gestion, sur l'initiative d'une des parties signataires, sous réserve du respect d'un préavis de trois mois. La dénonciation de la délégation de gestion doit prendre la forme d'une notification écrite. Le comptable assignataire et le contrôleur budgétaire doivent en être informés.

La convention de délégation de gestion est transmise à l'autorité chargée du contrôle budgétaire et au comptable assignataire.

Article 8

La présente convention sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 mai 2019.

Le délégant :

Le directeur des étrangers en France,
P.-A. MOLINA

Le délégataire :

*Le directeur de l'évaluation, de la performance
et des affaires financières et immobilières,*
A. GOBELET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Convention du 29 mai 2019 relative aux modalités de constatation et de fixation du montant de la contribution spéciale prévue par l'article L. 8253-1 du code du travail entre l'État (ministère de l'intérieur) et l'Office français de l'immigration et de l'intégration

NOR : INTV1915894X

Entre :

D'une part,

Le ministère de l'intérieur, représenté par le directeur général des étrangers en France, situé Place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08,

Et :

D'autre part,

L'Office français de l'immigration et de l'intégration, représenté par son directeur général, situé 44, rue Bargue, 75732 Paris Cedex 15;

Vu l'article L. 121-13 du code de l'action sociale et des familles;

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 5223-1, L. 8271-17, L. 8253-1 et suivants et R. 8253-1 et suivants;

Vu le décret n° 2013-728 du 12 août 2013 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet de la délégation

En application de l'article L. 8253-1 du code du travail, la présente convention a pour objet de définir les modalités de constatation et de fixation du montant de la contribution spéciale par l'Office français de l'immigration et de l'intégration.

Article 2

Rôle de l'Office français de l'immigration et de l'intégration

L'Office français de l'immigration et de l'intégration est chargé de :

- la réception des procès-verbaux de constatation de l'infraction d'emploi d'un étranger non autorisé à travailler en France;
- l'instruction des dossiers relatifs à la mise en œuvre de la contribution spéciale;
- la conduite de la procédure contradictoire;
- l'édiction de la décision de sanction fixant le montant de la contribution et sa notification;
- le traitement des recours gracieux ou contentieux dirigés contre la décision de sanction;
- la transmission de tous documents nécessaires à l'émission des titres de perception.

Article 3

Obligations de l'Office français de l'immigration et de l'intégration

L'Office français de l'immigration et de l'intégration s'engage à assurer les missions définies à l'article 2, à maintenir les moyens nécessaires à leur bonne exécution et à rendre compte régulièrement de son activité. Il s'engage à fournir au ministère de l'intérieur les informations nécessaires à l'ordonnancement des titres de perception.

Les dossiers relatifs à la mise en œuvre de la contribution spéciale sont conservés par l'Office français de l'immigration et de l'intégration pendant dix ans.

Article 4

Obligations du ministre de l'intérieur

Le ministre de l'intérieur procède à la liquidation de la contribution spéciale et émet le titre de perception visant à en permettre le recouvrement. Il transmet mensuellement à l'Office français de l'immigration et de l'intégration les états récapitulatifs signés, ainsi que les informations relatives au recouvrement des titres émis.

Article 5

Modification

Toute modification de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fait l'objet d'un avenant dont un exemplaire est transmis à chacun des signataires.

Article 6

Durée

La présente convention prend effet le jour de sa signature par l'ensemble des parties concernées. Elle est renouvelée chaque année civile par tacite reconduction.

Article 7

Publication

La présente convention sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur et sur le site internet de l'Office français de l'immigration et de l'intégration.

Fait le 29 mai 2019.

Le directeur général des étrangers en France
P.-A. MOLINA

*Le directeur général de l'Office français
de l'immigration et de l'intégration*
D. LESCHI

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 2 mai 2019 portant délégation de signature du directeur général
(Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1913054S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment les livres II, V, VII et VIII de ses parties législative et réglementaire ainsi que l'article R. 722-5;

Vu le décret n° 54-1055 du 14 octobre 1954 portant publication de la convention de Genève du 28 juillet 1951 sur le statut des réfugiés, signée le 11 septembre 1952 à New York;

Vu le décret n° 60-1066 du 4 octobre 1960 portant publication de la convention relative au statut des apatrides ouverte à la signature le 28 septembre 1954;

Vu le décret du 10 avril 2019 portant nomination du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides – M. BOUCHER (Julien),

Décide:

Article 1^{er}

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Julien Boucher, directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, délégation est donnée à M. Jean-François Saliba, secrétaire général, ou en son absence, à MM. Pascal Baudouin et Anatole Puiseux, secrétaires généraux adjoints, et à Mme Sophie Pegliasco, directrice de cabinet, à l'effet de signer toutes décisions individuelles prises en application des articles L. 221-1, L. 556-1, L. 711-3, L. 711-4, L. 711-6, L. 712-2, L. 712-3, L. 721-2, L. 721-3, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13, L. 723-16, L. 752-3 et L. 812-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, toutes réponses aux demandes de l'autorité judiciaire et, en tant que de besoin, toutes réquisitions de la force publique, ainsi que tous actes administratifs, décisions individuelles, engagements comptables, ordonnances de paiement, de virement et de délégation concernant la gestion administrative et financière de l'office.

Article 2

Délégation est donnée à M. Jean-François Saliba, secrétaire général, ou en son absence, à MM. Pascal Baudouin et Anatole Puiseux, secrétaires généraux adjoints, et à Mme Sophie Pegliasco, directrice de cabinet, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, toutes décisions individuelles prises en application des articles L. 221-1, L. 556-1, L. 711-4, L. 711-6, L. 712-3, L. 721-2, L. 721-3, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13, L. 723-16, L. 752-3 et L. 812-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, tous actes concernant l'engagement d'actions en justice ou la défense de l'office devant les juridictions, toutes réponses aux demandes de l'autorité judiciaire et, d'une manière générale, tous documents, certificats, courriers ou actes relevant de ses attributions, et de formuler les avis prévus à l'article L. 213-8-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 3

Délégation est donnée à M. Jean-François Saliba, secrétaire général, ou en son absence, à MM. Pascal Baudouin et Anatole Puiseux, secrétaires généraux adjoints, M. Pierre Couturier, conseiller technique, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes administratifs, certificats, décisions, engagements comptables, ordonnances de paiement, de virement et de délégation concernant la gestion administrative et financière de l'office.

Article 4

Délégation est donnée à Mme Nadia Achache, chef du service des ressources humaines et de la formation professionnelle, et, en cas d'absence ou d'empêchement, à son adjoint, M. Thierry Doucement, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes administratifs, certificats, décisions, engagements comptables, ordonnances de paiement, de virement et de délégation concernant la gestion des ressources humaines et la formation professionnelle de l'office.

Article 5

Délégation est donnée à MM. Marc Nedelian, chef du bureau de la gestion des compétences, et Sébastien Boiron, chef du bureau des emplois et carrières, Mme Cécile Le Gall, chef du bureau des rémunérations, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes administratifs, certificats, décisions, relevant de leurs attributions respectives.

Article 6

Délégation est donnée à Mme Pascale Doucement, chef du service du budget, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes administratifs, certificats, décisions relevant de ses attributions, tous engagements comptables, ordonnances de paiement, de virement concernant la gestion administrative et financière de l'office.

Article 7

Délégation est donnée à M. Frédéric Petit-Jean, chef de la division de l'accueil, des convocations, de l'interprétariat et des missions, et, en cas d'absence ou d'empêchement, à son adjoint, M. Pascal Lieutaud, à Mme Régine Bordes, chef du service de l'interprétariat, et, en cas d'absence ou d'empêchement, à son adjoint, M. Michel Nunez, à MM. Jean-Paul Levi, chef du service de l'informatique, et Philippe Truy, chef du service des moyens généraux, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes administratifs, certificats, décisions, relevant de leurs attributions respectives.

Article 8

Délégation est donnée à Mmes Emilie Dubuc et Jennifer Léger, MM. Juan De Vasconcelos et Alexis Raymond, secrétaires administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer au service de l'interprétariat, à l'effet de signer les bons de commandes de prestations d'interprétariat et de traduction nécessaires à l'activité de l'office.

Article 9

Délégation est donnée à M. Mourad Derbak, attaché d'administration de l'État hors classe, chef de division, et, en son absence, à Mme Aline Montaubrie, attachée d'administration de l'État hors classe, adjointe du chef de division, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 556-1, L. 711-3, L. 711-6, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13, L. 723-16 et L. 812-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile se rapportant aux attributions des services placés sous leur autorité, ainsi que tous actes concernant l'engagement d'actions en justice ou la défense de l'office devant les juridictions ayant à connaître du contentieux des apatrides.

Article 10

Délégation est donnée à M. Franck Becu, attaché d'administration de l'État, chef de bureau, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application de l'article L. 812-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, ainsi que tous actes concernant l'engagement d'actions en justice ou la défense de l'office devant les juridictions ayant à connaître du contentieux des apatrides.

Article 11

Délégation est donnée à M. Pascal Roig, attaché d'administration de l'État hors classe, chef de division, et, en son absence, à M. Ghislain de Kergorlay, attaché principal d'administration de l'État, adjoint du chef de division, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 221-1, L. 556-1, L. 711-3, L. 711-6, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13 et L. 723-16 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et de formuler les avis prévus à l'article L. 213-8-1 du même code, se rapportant aux attributions des services placés sous leur autorité.

Article 12

Délégation est donnée à Mme Laurence Duclos, attachée d'administration de l'État hors classe, chef de division, et, en son absence, à Mme Valérie Vivien, attachée principale d'administration de l'État, adjointe du chef de division, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 551-3, L. 556-1, L. 711-3, L. 711-6, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13, L. 723-16 et R. 723-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, et de l'article 1^{er} du décret n° 2018-385 du 23 mai 2018 portant expérimentation de certaines modalités de traitement des demandes d'asile en Guyane, se rapportant aux attributions des services placés sous leur autorité.

Article 13

Délégation est donnée à Mme Sylvie Jimenez, MM. Franck Eyheraguibel et Guillaume Lefebvre, attachés d'administration de l'État hors classe, chefs de division, et, en leur absence, à leurs adjoints, Mmes Leila Benshila-Kesen, MM. François Corbin et François Doyharçabal, attachés principaux d'administration de l'État, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 556-1, L. 711-3, L. 711-6, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13 et L. 723-16 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, se rapportant aux attributions des services placés sous leur autorité.

Article 14

Délégation est donnée à M. Georges Barbière, attaché d'administration de l'État hors classe, Mmes Christine Bargoin, Sylvie Bergier-Diallo, Delphine Bordet, Leïla Chebbi, Marie Despretz, Frédérique Dupont, Sandra Fayolle, Nathalie Lapeyre, Véronique Péchoux, Adrienne Rodriguez Cruz, Jeanne Ruscher et Frédérique Spéranza, MM. Tanguy Coste-Chareyre, Matthieu Leblic, Olivier Monlouis, Alexis Reversat, Jean-Michel Salgon et Nicolas Wait, attachés principaux d'administration de l'État, Mmes Marie-Anne Berlioz, Sakina Boukhaima-Bonne, Isabelle Castagnos, Camille Désert, Diane Jeremic, Anita Martins, Elsa Mattéodo, Mélina Pelé, Marie Ripert, Charlotte Rouillard, et Catherine Vignon, MM. Michaël Bérardan, Joris Eberhardt, Philippe Gabsi Botto, Edouard Gaussares, Lucas Guffanti, Martin Labrousse, Julien Limare, Vincent Parral, Grégory Pienoz et Erwan Soquet, attachés d'administration de l'État, Loïc Vercaemst, officier de protection contractuel, chefs de section, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 556-1, L. 711-3, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13 et L. 723-16 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, se rapportant aux attributions des services placés sous leur autorité, à l'exclusion des décisions mettant fin au statut de réfugié ou au bénéfice de la protection subsidiaire.

Article 15

Délégation est donnée à M. Didier Mouton, attaché d'administration de l'État hors classe, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 556-1, L. 711-3, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13 et L. 723-16 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 16

Délégation est donnée à Mme Maud Benoist et M. David Toledano, attachés principaux d'administration de l'État, officiers de protection, Mmes Line Abarah, Meltem Bailly, Gwenaële Blere, Caroline Boudou, Madeline Brocchetto, Maria-Luz Carbajosa Julia, Hélène Carton-Garrone, Elodie Clerc, Pauline Cousquer, Cécile Dauphin, Fatoumata Diarra, Armelle Dieudegard, Sophie Estèbe, Anne Eyraud Kodais, Judith Finelle, Floriane Grillet, Jeanne Guégan, Laëtitia Herlin, Milka Kahn, Anna-Lou Kleinschmidt, Sarah-Laure Kutek, Laëtitia Langlois, Maëlle Le Bris, Isabelle Lecoœur, Yacinthe Le Grand, Stéphanie Lescieux, Adélia Machado-Gomès, Françoise Marias, Julie Naël, Lilit Oskersitsian, Hélène Paveto Gaubrie, Violaine Pitty, Anila Poher, Magali Prats, Pauline Querbes, Emilie Rozier, Vanessa Sarti, Laëtitia Stora, Estelle Toureau, Kady Traoré et Ingrid Werler, MM. Murat Aysel, Sylvain Cadio, Sébastien Conan, Etienne Casemajor Loustau, Michel Diricq, Antoine Dubois, Emmanuel Haentjens, Mohamed Hamdani, Benoît Hemelsdael, Kevin Iselin, Frédéric Manquat, Farid Nasli Bakir, Arthur Pons et Gilles Wallon, attachés d'administration de l'État, officiers de protection, Mmes Gloria Bielo, Amina Bouchene, Milena Creff, Emeline Dubois, Jeanne Grezard, Marie Jacquot, Julie Lavergne, Charlotte Le Pelletier de Woillemont, Héloïse Levoir, Elisa Martini, Aloyse Oertli et Anaïs Petinelli-Breil, MM. Marc Da Piedade, Charles Jacob, Jérémie Schwartz, Benjamin Tailhefer, et Matthias Waller, officiers de protection contractuels, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 711-3, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-11 et L. 723-16 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, se rapportant à leurs attributions, à l'exclusion des décisions mettant fin au statut de réfugié ou au bénéfice de la protection subsidiaire.

Article 17

Délégation est donnée à M. Johan Ankri, attaché principal d'administration de l'État, chef de division, Mme Coralie Capdeboscq, attachée d'administration de l'État hors classe, chargée de mission, Mme Céline Seyer et M. Michel Eyrolles, attachés principaux d'administration de l'État, Mme Lola Maze, attachée d'administration de l'État, chefs de section, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes concernant l'engagement d'actions en justice ou la défense de l'office devant les juridictions ayant à connaître du contentieux des réfugiés ou de la mise en cause de la responsabilité de l'office, tous actes visés aux articles 40 du code de procédure pénale et à l'alinéa 2 de l'article L. 722-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, toutes réponses aux demandes de réquisition de l'autorité judiciaire se

rapportant aux attributions des services placés sous leur autorité, ainsi que tous actes individuels pris en application des articles L. 556-1, L. 711-3, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13, L. 723-16 et L. 752-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 18

Délégation est donnée à M. Johan Ankri, attaché principal d'administration de l'État, chef de division, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 711-4, L. 711-6, L. 712-3 et L. 752-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 19

Délégation est donnée à M. Johan Ankri, attaché principal d'administration de l'État, chef de division, M. Michel Eyrolles, attaché principal d'administration de l'État, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, toute décision positive ou de refus d'accès portant sur la communication des documents administratifs prise en application des articles L. 311-1 à L. 311-8 du code des relations entre le public et l'administration.

Article 20

Délégation est donnée à M. Lakdar Kriouche, secrétaire administratif de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer, Mme Carole Thine, adjointe administrative principale de 1^{re} classe de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Géraldine Crespín et Dahbia Djoudi, M. Madjid Badaoui, adjoints administratifs principaux de 2^e classe de l'intérieur et de l'outre-mer, Mme Pauline Salomon, adjointe administrative de l'intérieur et de l'outre-mer, Mme Marlène Pezo et M. Patrice Cabaret, adjoints administratifs de chancellerie, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, toute décision positive portant sur la communication des documents administratifs prise en application des articles L. 311-1 à L. 311-8 du code des relations entre le public et l'administration.

Article 21

Délégation est donnée à M. Frédéric Petit-Jean, attaché d'administration de l'État hors classe, chef de la division de l'accueil, des convocations, de l'interprétariat et des missions, et, en cas d'absence ou d'empêchement, à son adjoint, M. Pascal Lieutaud, attaché principal d'administration de l'État, à Mme Anne Lise Marzal, attachée principale d'administration de l'État, chef du service de l'introduction, de l'accueil et du courrier, à Mme Lucie Combattelli, officier de protection contractuel, chargée de mission auprès du chef de division, à Mmes Kaysone Crémoux et Caroline Pierson, M. Stéphane Ysmal, attachés d'administration de l'État, M. Grégory Gabriel, secrétaire administratif de classe supérieure de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Marie-Josée Baramble et Corinne Sabas, secrétaires administratives de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer, chefs d'unité, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 551-3, L. 723-13 (1^o et 3^o) et R. 723-1, alinéa 3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 22

Délégation est donnée à Mmes Barbara Coutard et Frédérique Dubois, adjointes administratives de chancellerie, Mme Magali Pèlerin, adjointe administrative principale de 1^{re} classe de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Maywash Afzal-Israr, Sabrina Agostini, Ghania Ammarkhodja, Sabrina Anatole, Soria Bassim, Jacqueline Beausseron, Isabelle Buteau, Marie Laurence Cardia, Fatima Chahboun, Ghislaine Eniona, Laure Guillet, Senay Guventurk, Christelle Kujoukian, Dominique Lefebvre, Jeanine Lourenço, Emilie Mege, Gweha Aimée Ngo Nye Ikand, Lydia Outaleb, Corinne Robert et Marie-Josée Urgin, MM. Yacine Bouzahir, Telly Gotin, Michel Louiset, Didier Meslin, Serge Petitcoulaud, Vincenzo Romano et Philippe Saadoun, adjoints administratifs principaux de 2^e classe de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Sonia Da Cunha Mota, Frédérique Francillette, Baya Hammani, Farah Kassou, Asima Khalid, Estelle Nabo, Johana Rémy, Audrey Reutter et Liliane Rossetto, M. Mikaël Loucano, adjoints administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Voahangy Ainasoa Andriantsaraharifara, Lorine Anselme, Nathalie Bernardo, Lydia Berthollet, Ashley Guehi, Lylia Larinouna, Carole Lefèvre, Ludivine Linéré, Priscilla Lourenço, Amra Madi, N'Deye Fatou N'Dour, Caroline Nirmaladeva Marilyn Palos, Laëtitia Paroty, Guessy Soukouna Gassama, Sokona Sy, Chloë Tisseront et Tiguida Toure, MM. Hugues Hodeir et Mathis Ladrix, agents contractuels, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, les lettres d'introduction prévues à l'alinéa 3 de l'article R. 723-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 23

Délégation est donnée à M. Ludovic Champain-Sellier, attaché d'administration de l'État hors classe, chef de division, et, en son absence, à Mme Hamida Echikr, attachée d'administration de l'État hors classe, adjointe du chef de division, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous certificats tenant lieu d'actes d'état civil, tous extraits, copies, livrets de famille, certificats administratifs ou de coutume établis en application de l'article L. 721-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, toutes décisions portant sur la fin du statut de réfugié ou du bénéfice de la protection subsidiaire en application des articles L. 711-4, L. 711-6, L. 712-3 et L. 752-3 du même code, tous actes individuels se rapportant aux mineurs.

Article 24

Délégation est donnée à Mme Johanne Mangin, attachée d'administration de l'État hors classe, Mmes Béatrice Bigot, Anne-Charlotte Lelong, et Anne-Sophie Mocquet, attachées principales d'administration de l'État, Mmes Anne-Karen Logerais, Ingrid Perianin et Nathalie Roya-Pinguet, attachées d'administration de l'État, chefs de section, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous certificats tenant lieu d'acte d'état civil, tous extraits, copies, livrets de famille, certificats administratifs et de coutume établis en application de l'article L. 721-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, toutes décisions portant sur la fin du statut de réfugié ou du bénéfice de la protection subsidiaire, ou la renonciation à ceux-ci, ainsi que tous actes individuels se rapportant aux mineurs.

Article 25

Délégation est donnée à M. Eric Bakhoun, attaché principal d'administration de l'État, chef de bureau, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous certificats tenant lieu d'acte d'état civil, tous extraits, copies, livrets de famille, certificats administratifs et de coutume établis en application de l'article L. 721-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 26

Délégation est donnée à MM. Bertrand Gourbat et Dominique Mérian, attachés principaux d'administration de l'État, Mmes Eve-Emmanuelle Bardou, Héloïse Bécart, Clémence Buquet, Isabelle Clisson, Maryline Hervouet-Gaeta, Marie-Christine Iltchev, Véronique Lévêque, Annabelle Ligout, Géraldine Roche et Anne Villemain-Secanella, MM. Robert Arakelian, Stéphane Crémoux et Olivier Mazaud, attachés d'administration de l'État, officiers de protection, Mmes Léna Bonaud et Louisa Saoudi, officiers de protection contractuels, Mmes Elise Goncalvès et Komdeuane Truy, M. Benoît Séverac, secrétaires administratifs de classe exceptionnelle de l'intérieur et de l'outre-mer, Mme Régine Riefolo, MM. Aurélien Rochard et Ruddy Thrace, secrétaires administratifs de classe supérieure de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Sarah Andres, Cinthia Angol, Aziza Aouchiche, Anissa Assani, Nadine Ayivi-Koutodjo, Camille Bonnin, Emilie Brunet, Aurélie Canaud, Anne-Sophia Chemin, Lise David, Aurélie Decorde, Pauline Kalla, Karine Larivet, Zohra Lekbir, Preecila Lieou, Malika Madache, Karima Messaoui, Imelda N'Kouikani, Mireille Notarianni, Céline Renia, Voara Rheal Razafindrambinina, Pauline Robert, Fanny Samson-Le Roux et Valérie Tedde, MM. Stanley Corantin, Nicolas Méry, et Laurent Vessella, secrétaires administratifs de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer, M. Ludovic Burlot, agent technique et de gestion de niveau supérieur, Mme Mathilde Chêne, secrétaire administrative spécialisée, Mme Sandrine Saint-Val, M. Romain Guillochon, agent contractuel, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous certificats tenant lieu d'acte d'état civil, tous extraits, copies, livrets de famille, certificats administratifs et de coutume établis en application de l'article L. 721-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 27

Délégation est donnée à Mmes Anne Angeleau et Bernadette Morin, secrétaires administratives de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Sylvie Piat, Estelle Tenaillon et Elise Voeuk, adjointes administratives de chancellerie, Mmes Mablé Agbotounou, Jennifer Arnerin, Annick Bazin, Saliha Bada, Nathalie Cavalière, Farida Chetti, Joëlle Dardour, Amélie Gaby, Nathalie Gillon, Tatiana Huang-Kuan-Fuck, Madeline Jeanne, Lucile Klein, Brigitte Koroglu, Samantha Lejambre, Evelyne Mouchard, Sandrine Phetsomphou, Gwladys Régis et Sylviane Sananikone, MM. Bakary Mohamed, Rodny Lydie, et Benjamin Têtu, adjoints administratifs principaux de 2^e classe de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Barbara Alvarez, Hanane Fouass, Zenab Fidaly, Jacqueline Kalayci, Marie-Laure Méril, Laure Moreau, Nathalie Mounard et Safia Taleb, adjointes administratives de l'intérieur et de l'outre-mer, Mme Nathalie Aiguadel-Jalème, Mmes Clémence Le Cam et Laura Miranda, M. Nicolas Mengual, agents contractuels, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, les copies des certificats tenant lieu d'actes d'état civil établies en application de l'article L. 721-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 28

Délégation est donnée à M. Dimitri Arcis, officier de protection, chef de mission, à l'effet de formuler, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, les avis prévus à l'article L. 213-8-1 du code de l'entrée et du séjour et du droit d'asile.

Article 29

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Julien Boucher, M. Patrice Corcessin, secrétaire administratif de classe supérieure de l'intérieur et de l'outre-mer, ou, en son absence, M. Laurent Roy, adjoint administratif de 1^{re} classe de l'intérieur et de l'outre-mer, reçoivent délégation pour signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, si besoin, toute réquisition du concours de la force publique.

Article 30

La décision du 15 avril 2019 portant délégation de signature du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est abrogée (INTV1910016S).

Article 31

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur et sur le site de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (www.ofpra.gouv.fr).

Fait le 2 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 9 mai 2019 portant délégation de signature
(Office français de l'immigration et de l'intégration)**

NOR : INTV1913709S

Le directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,
Vu le code du travail, notamment ses articles L. 5223-1 à L. 5223-6;
Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment ses articles L. 744-3 et L. 744-9;
Vu le décret du 13 novembre 2018 portant nomination du directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration – M. LESCHI (Didier);
Vu la décision du 31 décembre 2013 modifiée portant organisation générale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Décide:

Article 1^{er}

Délégation est donnée aux auditeurs et auditrices asile contractuels, ci-après désignés, à l'effet de signer les offres de prise en charge précisant les conditions matérielles d'accueil des demandeurs d'asile, ainsi que les bons de transport permettant à ces derniers de rejoindre leur hébergement :

1° À la direction territoriale de Montrouge:

- a) M. Pierre-Antoine Cristiani, jusqu'au 31 mars 2020 inclus;
- b) Mme Chloé Desenclos, jusqu'au 31 août 2019 inclus;
- c) Mme Kelly Forestier, jusqu'au 5 avril 2020 inclus.

2° À la direction territoriale de Strasbourg:

Mme Aline Jaegle, jusqu'au 31 mars 2020 inclus.

Article 2

La présente décision sera publiée sur le site internet de l'Office français de l'immigration et de l'intégration et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de l'immigration et de l'intégration,*
D. LESCHI

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 20 mai 2019 portant délégation de signature
(Office français de l'immigration et de l'intégration)**

NOR : INTV1914837S

Le directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 5223-1 à L. 5223-6;

Vu le décret du 13 novembre 2018 portant nomination du directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration – M. LESCHI (Didier);

Vu la décision du 31 décembre 2013 modifiée portant organisation générale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Décide:

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Sami Boubakeur, directeur territorial à Lyon et, en cas d'absence ou d'empêchement, à Mmes Gordana Tadic, Sacia Rameche et May Karmy, adjointes, à l'effet de signer, dans le cadre des instructions qui lui sont données et dans la limite de ses attributions, tous actes, décisions et correspondances se rapportant:

1. Aux missions dévolues à la direction de Lyon telles que définies par la décision du 31 décembre 2013 susvisée;
2. À la gestion de la direction de Lyon, notamment:
 - à l'engagement, la liquidation et le mandatement de toutes les dépenses relevant de la direction de Lyon, dans la limite des crédits alloués;
 - au renouvellement des contrats des agents vacataires (personnels infirmiers et enquêteurs logement);
 - aux contrats des personnels recrutés pour deux mois maximum dans le cadre des renforts estivaux.

Article 2

La présente décision prend effet le 3 juin 2019.

Article 3

La décision du 6 juin 2018 portant délégation de signature est abrogée (INTV1816011S).

Article 4

La présente décision sera publiée sur le site internet de l'Office français de l'immigration et de l'intégration et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 20 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de l'immigration et de l'intégration,*
D. LESCHI

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 20 mai 2019 portant délégation de signature
(Office français de l'immigration et de l'intégration)**

NOR : INTV1914838S

Le directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,
Vu le code du travail, notamment ses articles L. 5223-1 à L. 5223-6;
Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment ses articles L. 744-3 et L. 744-9;
Vu le décret du 13 novembre 2018 portant nomination du directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration – M. LESCHI (Didier);
Vu la décision du 31 décembre 2013 modifiée portant organisation générale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Décide:

Article 1^{er}

Délégation est donnée aux auditeurs et auditrices asile contractuels, ci-après désignés, à l'effet de signer les offres de prise en charge précisant les conditions matérielles d'accueil des demandeurs d'asile, ainsi que les bons de transport permettant à ces derniers de rejoindre leur hébergement :

1° À la direction territoriale de Cayenne:

- a) Mme Marie-Roselaure Soira, jusqu'au 30 décembre 2019 inclus;
- b) M. Samuel Alnatas, jusqu'au 30 décembre 2019 inclus.

2° À la direction territoriale de Paris:

- c) Mme Danielle Badi, jusqu'au 30 décembre 2019 inclus.

Article 2

La présente décision sera publiée sur le site internet de l'Office français de l'immigration et de l'intégration et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 20 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de l'immigration et de l'intégration,*
D. LESCHI

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
des étrangers en France*

**Décision du 15 mai 2019 portant autorisation de mise en service de sas
utilisant le traitement de données à caractère personnel dénommé «PARAFE»**

NOR : INTV1913335S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R. 232-6 à R. 232-11 ;

Vu la convention d'exploitation des sas utilisant le traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé «PARAFE» signée le 18 juillet 2017 entre le ministère de l'intérieur et la société Aéroport Marseille Provence ;

Vu l'avis de conformité, émis le 2 mai 2019, par le directeur de la mission de gouvernance des systèmes d'information et de communication ;

Vu l'avis de conformité, émis le 30 avril 2019, par le directeur central de la police aux frontières ;

Vu l'avis de conformité, émis le 3 mai 2019, par le directeur de l'immigration,

Décide :

Article 1^{er}

En application de la convention signée le 18 juillet 2017, une autorisation de mise en service est délivrée, à compter de la signature de cette décision, pour 23 sas automatiques, basés sur la biométrie de type reconnaissance faciale, situés dans les zones de contrôles transfrontières de l'aérogare de Marseille Provence fournis par la société IN Groupe, utilisant le traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé «PARAFE» et permettant un passage automatisé rapide aux frontières extérieures.

Article 2

La présente décision sera notifiée à la société Aéroport Marseille Provence et publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 15 mai 2019.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'immigration,
H. BESANCENOT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 24 avril 2019 modifiant la composition
du Conseil supérieur de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1908254A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles R.3321-5 à R.3321-6 relatifs au Conseil supérieur de la gendarmerie nationale,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont nommés membres du Conseil supérieur de la gendarmerie nationale jusqu'au 30 juin 2019 :

M. le général de corps d'armée Tavel Laurent, Marc, en remplacement de M. le général de corps d'armée Loubès Jean-Marc, François.

M. le général de division De Oliveira Armando, en remplacement de M. le général de corps d'armée Renaud Hervé, Gérard, Alain.

Article 2

Le présent arrêté modifie l'arrêté du 18 juin 2018 fixant la composition du Conseil supérieur de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 24 avril 2019.

Pour le ministre d'État et par délégation :
*Le préfet, directeur de cabinet
du ministre de l'intérieur,*
S. BOUILLON

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Délégation de la sécurité routière

Arrêté du 13 mai 2019 portant désignation des candidats admis à l'examen du brevet d'aptitude à la formation des moniteurs d'enseignement de la conduite des véhicules terrestres à moteur de la session 2018

NOR : INTS1913331A

Le ministre de l'intérieur,

Vu l'arrêté du 23 août 1971 modifié relatif au brevet d'aptitude à la formation des moniteurs d'enseignement de la conduite des véhicules terrestres à moteur ;

Vu l'arrêté du 10 janvier 2018 fixant les dates de l'examen du brevet d'aptitude à la formation des moniteurs d'enseignement de la conduite des véhicules terrestres à moteur de la session 2018 ;

Vu l'arrêté du 4 juin 2018 portant désignation des membres du jury de l'examen du brevet d'aptitude à la formation des moniteurs d'enseignement de la conduite des véhicules terrestres à moteur pour la session 2018,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont déclarés admis à l'examen du brevet d'aptitude à la formation des moniteurs d'enseignement de la conduite des véhicules terrestres à moteur de la session 2018 les candidats dont les noms suivent :

M. AÏCHE Lahcene.
M. AIT KOURIH Mohamed.
M. ALOUI Mountasser.
Mme BERTRAND Nancy.
Mme BEUZÉBOC Marine.
Mme BOISSON Allison.
Mme DALIFARD Lilas.
M. DARRIES Joris.
Mme FAIVRE Aurélie.
Mme GARNIER Vanessa.
M. GIRAULT Jean-Baptiste.
M. GUILLAUMET Yannick.
M. HAMET Laurent.
Mme HOUIX Morgane.
Mme HUTINOT Vanessa.
M. KOLB Serge.
M. LANDREAU David.
Mme LOISY Charlotte.
Mme MARDENANY Line.
M. MARI NAVARRO Steeve.
Mme MOLINELLI Laura.
M. RACHIDI Kamel.
M. RAPOSO Pierre.
Mme REPUSSARD Véronique.
M. ROLLANDT Jean-François.
Mme STOPPA Sophie.
Mme STROBEL Élodie.

Article 2

Le délégué à la sécurité routière est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 mai 2019.

Pour le ministre et par délégation :
Le délégué à la sécurité routière,
E. BARBE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

Décision n° 25156 du 29 mars 2019 portant admission et non-admission dans le corps des sous-officiers de carrière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale au titre de l'année 2019

NOR : INTJ1909453S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier des corps des sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires engagés;

Vu l'arrêté du 2 décembre 2008 fixant, pour la gendarmerie nationale, la composition du conseil prévu à l'article 12 du décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié, portant statut particulier des corps des sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 20 décembre 2012 relatif à la détermination et au contrôle de l'aptitude médicale à servir du personnel militaire;

Vu l'arrêté du 12 septembre 2016 fixant les conditions physiques et médicales d'aptitude exigées des personnels militaires de la gendarmerie nationale et des candidats à l'admission en gendarmerie;

Vu la décision n° 13458/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOCSTAGN/SGP du 7 mars 2019 relative à la désignation des membres du conseil d'admission dans le corps des sous-officiers de carrière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale au titre de l'année 2019;

Vu la circulaire n° 39000/ARM/GEND/DPMGN/SDC/BFORM du 4 janvier 2018;

Vu la circulaire n° 68030/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOCSTAGN/SGP du 25 septembre 2018 relative aux modalités d'admission dans le corps des sous-officiers de carrière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale au titre de l'année 2019;

Vu l'instruction n° 56000 du 25 juin 2013 relative aux modalités d'admission dans le corps des sous-officiers de carrières autres que les majors des corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu le procès-verbal de la réunion du conseil chargé des propositions d'admission dans le corps des sous-officiers de carrière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale du 28 mars 2019,

Décide:

Article 1^{er}

Les sous-officiers dont le nom figure ci-après sont admis dans le corps des sous-officiers de carrière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale à compter du 1^{er} avril 2019 :

Spécialité administration et gestion du personnel

La maréchale des logis-chef:

Dias Karine NIGEND : 237218

Les maréchaux des logis :

Alfaro Mickaël NIGEND : 316563

Bagnères-Pedeboscq Sophie NIGEND : 317033

Bayer Marine NIGEND : 334939

Beaumont Caroline NIGEND : 363310

Benzrihem Lucile NIGEND : 338082

Bézier Cassandra NIGEND : 336228

Bonnard Virginie NIGEND : 363350

Bouchet Stéphanie NIGEND : 344223

Busi Nicolas NIGEND : 313897

Cainjo Doriane	NIGEND : 319 170
Card Angéline	NIGEND : 363 349
Ceyrat Alizée	NIGEND : 307 925
Chanut Maëva	NIGEND : 357 067
Coraboeuf Aurore	NIGEND : 300 388
Courtial Geneviève	NIGEND : 363 346
Damay Angélique	NIGEND : 363 317
De Lima Goncalvès Angélique	NIGEND : 320 534
Delvallée Audrey	NIGEND : 237 214
Dorigné Pauline	NIGEND : 363 376
Dupont Angélique	NIGEND : 342 626
Fahmi Souad	NIGEND : 363 371
Gonzalès Bénédicte	NIGEND : 308 607
Goulfier Justine	NIGEND : 359 518
Goumand Émilie	NIGEND : 321 282
Gromellon Alexandre	NIGEND : 363 455
Guégan Elodie	NIGEND : 307 836
Hooft Adeline	NIGEND : 363 445
Hrycan Karl	NIGEND : 338 692
Lafon Audrey	NIGEND : 343 045
Lemoine Marie-Laurence	NIGEND : 321 377
Lethielleux Violaine	NIGEND : 333 129
M'baye Samanta	NIGEND : 325 914
Macret Justine	NIGEND : 363 467
Mangin Sandy	NIGEND : 338 802
Metz Florence	NIGEND : 351 458
Perez Navarro Audrey	NIGEND : 225 373
Phlé Bun-Ry	NIGEND : 321 575
Podvin Clarisse	NIGEND : 363 496
Pruvot Elsa	NIGEND : 363 507
Queiroz Sabrina	NIGEND : 350 561
Renould Justine	NIGEND : 345 304
Ringot Natacha	NIGEND : 246 681
Ripamonti Katia	NIGEND : 363 489
Roeder Anaïs	NIGEND : 270 443
Rousseau Laurent	NIGEND : 354 995
Soraru Mélanie	NIGEND : 363 578
Suisse Nicolas	NIGEND : 363 486
Tixador Morgane	NIGEND : 332 276
Ussereau Priscilla	NIGEND : 363 476
Viallard Christophe	NIGEND : 354 709
Vuillot Nicolas	NIGEND : 363 465

Spécialité gestion logistique et financière

Les maréchaux des logis :

Arnaud Delphin	NIGEND : 332 429
Balmy Julien	NIGEND : 363 590
Béziat Gaëlle	NIGEND : 208 467
Burghgraeve Bettina	NIGEND : 363 529
Castelain Charlotte	NIGEND : 348 307

Compte Sébastien	NIGEND : 363 592
Drieu Guillaume	NIGEND : 254 939
Suteau Marie	NIGEND : 363 604
Teissier Fanny	NIGEND : 343 137
Warzecka Marie	NIGEND : 354 981
Zari Romain	NIGEND : 363 601

Spécialité auto-engins blindés

Les maréchaux des logis :

Bègue Loïc	NIGEND : 229 700
Bochu Thomas	NIGEND : 363 411
Bragagia Fabien	NIGEND : 363 508
Buigues Jérémy	NIGEND : 363 533
Guesdon Maxime	NIGEND : 363 598
Hernando Thomas	NIGEND : 363 597
Lagnel Vincent	NIGEND : 343 048
Lecoufflet Yann	NIGEND : 363 579
Vozelle Thomas	NIGEND : 351 747

Spécialité affaires immobilières

Les maréchaux des logis :

Bender Mylène	NIGEND : 334 556
Boulan Amandine	NIGEND : 340 438
Jusko Mathieu	NIGEND : 321 525
Mairret Julien	NIGEND : 328 427
Noguelou Sébastien	NIGEND : 223 688
Sevault Cécile	NIGEND : 333 676

Spécialité restauration collective

Les maréchaux des logis :

Berville Vincent	NIGEND : 320 355
Cunha Virginie	NIGEND : 363 591
Flamery Cédric	NIGEND : 340 496
Lebois Anne-Cécile	NIGEND : 363 580

Article 2

Les sous-officiers dont le nom figure ci-après ne sont pas admis dans le corps des sous-officiers de carrière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale au titre de l'année 2019 :

Spécialité restauration collective

Les maréchaux des logis-chefes :

Henon Claudia	NIGEND : 237 229
Roquet Marlène	NIGEND : 245 673

Spécialité administration et gestion du personnel

Les maréchaux des logis :

Aadjou Soumia	NIGEND : 381 481
Antunès Lucie	NIGEND : 302 634
Barbé Camille	NIGEND : 352 875
Barjaud Delphine	NIGEND : 340 393
Biesen Morgane	NIGEND : 351 651
Blaisel Victoria	NIGEND : 343 381

Blondez Jessica	NIGEND : 357 005
Bourgeois Virginie	NIGEND : 244 027
Brayé Mirose	NIGEND : 359 494
Brevet Anne-Lise	NIGEND : 397 568
Brighthon Lindsay	NIGEND : 355 033
Buirette Mélanie	NIGEND : 300 869
Burcier Chloé	NIGEND : 246 566
Carlu Alexandre	NIGEND : 309 235
Chevalier Elodie	NIGEND : 333 602
Chicault Elodie	NIGEND : 334 218
Cidolit Lorry	NIGEND : 313 964
Darbas Myriam	NIGEND : 195 440
Djemai Malika	NIGEND : 323 891
Dlimi Anissa	NIGEND : 351 410
Duffos Julie	NIGEND : 352 805
Duminil Corentin	NIGEND : 339 699
Dunet Justine	NIGEND : 357 007
Etienne Florence	NIGEND : 163 812
Facqueur Eloïse	NIGEND : 363 809
Georg Maud	NIGEND : 359 892
Goyon Xavier	NIGEND : 356 881
Hanquet Alexandre	NIGEND : 318 584
Jouclas Marine	NIGEND : 359 913
Kopec Stéphanie	NIGEND : 324 093
Lachambre Pauline	NIGEND : 336 759
Lamharzi Halima	NIGEND : 357 126
Le Roux Maëva	NIGEND : 318 323
Le Vaillant Audrey	NIGEND : 345 559
Lecourtois Élise	NIGEND : 204 355
Lepointe Audrey	NIGEND : 336 765
Levon Sophie	NIGEND : 346 381
Loichot Julie	NIGEND : 344 743
Machado Anne-Cécile	NIGEND : 320 805
Marié Aurore	NIGEND : 346 382
Martin Anaïs	NIGEND : 335 672
Mathieu Nathan	NIGEND : 357 437
Mathis Christelle	NIGEND : 363 624
Médard dit Delaporte Ludivine	NIGEND : 341 591
Meigel Julie	NIGEND : 359 930
Olive François	NIGEND : 355 350
Ollivier Mélina	NIGEND : 317 206
Pallanchier Florian	NIGEND : 372 287
Perarnaud Charlotte	NIGEND : 361 742
Phocion Marie	NIGEND : 342 739
Picard Camille	NIGEND : 326 125
Pimet Shirley	NIGEND : 337 593
Poudoux Lauriane	NIGEND : 359 715
Quaranta Sandy	NIGEND : 325 587
Riché Anaïs	NIGEND : 348 003
Robert Paul	NIGEND : 361 311

Rockey Sandra	NIGEND : 323 461
Ruyssen Louise	NIGEND : 347 803
Saint-Val Gaëlle	NIGEND : 351 406
Serret Virginie	NIGEND : 381 569
Strebler Anne-Laure	NIGEND : 359 965
Tehei Laheina	NIGEND : 359 390
Vitoux Nina	NIGEND : 334 784
Vrabie Andreea	NIGEND : 363 003

Spécialité gestion logistique et financière

Les maréchaux des logis :

Gourlan Régis	NIGEND : 330 491
Malbos Sandie	NIGEND : 207 761

Spécialité auto-engins blindés

Les maréchaux des logis :

Chassara Ludovic	NIGEND : 361 548
Ghandour Maxime	NIGEND : 207 636
Guillez Yoann	NIGEND : 320 175
Monserrat Michaël	NIGEND : 312 987
Rousseau Anthony	NIGEND : 370 189
Victoire Loïc	NIGEND : 323 233
Yvanoff Thomas	NIGEND : 363 909

Spécialité affaires immobilières

Les maréchaux des logis :

Berger Antonina	NIGEND : 346 446
Branco Lilian	NIGEND : 331 022
Duffay Nicolas	NIGEND : 333 197
Garcia Pascal	NIGEND : 354 989
Olivencia Maïlys	NIGEND : 327 530
Tournebise Thomas	NIGEND : 354 382
Ywakeam Philippe	NIGEND : 363 602

Spécialité armurerie et pyrotechnie

Les maréchaux des logis :

Gaulon Sylvain	NIGEND : 306 450
Valdor Laurent	NIGEND : 246 206

Spécialité restauration collective

Les maréchaux des logis :

Begay Damien	NIGEND : 346 284
Bétremieux Yann	NIGEND : 344 233
Dalaize Julia	NIGEND : 363 614
Gaydon Romain	NIGEND : 369 918
Le Bris Maxime	NIGEND : 230 995
Le Dortz Alexis	NIGEND : 332 544
Veronese Julien	NIGEND : 234 021

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 29 mars 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

Décision n° 26721 du 10 avril 2019 portant ajournement dans le corps des sous-officiers de carrière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale au titre de l'année 2019

NOR : INTJ1909974S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier des corps des sous-officiers et officiers marins de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires engagés;

Vu l'arrêté du 2 décembre 2008 fixant, pour la gendarmerie nationale, la composition du conseil prévu à l'article 12 du décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier des corps des sous-officiers et officiers marins de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 20 décembre 2012 relatif à la détermination et au contrôle de l'aptitude médicale à servir du personnel militaire;

Vu l'arrêté du 12 septembre 2016 fixant les conditions physiques et médicales d'aptitude exigées des personnels militaires de la gendarmerie nationale et des candidats à l'admission en gendarmerie;

Vu la décision n° 13458/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOCSTAGN/SGP du 7 mars 2019 relative à la désignation des membres du conseil d'admission dans le corps des sous-officiers de carrière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale au titre de l'année 2019;

Vu l'instruction n° 56000 du 25 juin 2013 relative aux modalités d'admission dans le corps des sous-officiers de carrières autres que les majors des corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu la circulaire n° 39000/ARM/GEND/DPMGN/SDC/BFORM du 4 janvier 2018;

Vu la circulaire n° 68030/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOCSTAGN/SGP du 25 septembre 2018 relative aux modalités d'admission dans le corps des sous-officiers de carrière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale au titre de l'année 2019;

Vu le procès-verbal de la réunion du conseil chargé des propositions d'admission dans le corps des sous-officiers de carrière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale du 28 mars 2019,

Décide:

Article 1^{er}

La sous-officière dont le nom figure ci-après est ajournée de l'admission dans le corps des sous-officiers de carrière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale jusqu'au 31 décembre 2019.

La production, jusqu'à cette date, d'une attestation de réussite au CCPM lui permettra de se voir délivrer une décision d'admission dans le corps des sous-officiers de carrière du CSTAGN.

Spécialité affaires immobilières

La maréchale des logis-chef:

Bécoulet Laurence

NIGEND : 212 509

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 avril 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Par ordre, le général,
adjoint au directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

A. BROWAËYS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 11 avril 2019 portant mise à la retraite à la demande - Mme Lancial (Françoise)
(Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1909838S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite;

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu la loi n° 2003-775 modifiée du 21 août 2003 portant réforme des retraites;

Vu la loi n° 2010-1330 modifiée du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites;

Vu la loi n° 2014-40 du 20 janvier 2014 modifiée garantissant l'avenir et la justice du système de retraites;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 modifié portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État;

Vu la décision du 16 février 2018 portant nomination de Mme Françoise Lancial en qualité d'attaché principal d'administration et la classant au 5^e échelon de son grade à compter du 1^{er} janvier 2018;

Vu la demande d'admission à la retraite formulée par l'intéressée en date du 24 janvier 2019,

Décide:

Article 1^{er}

Mme Françoise Lancial, attaché principal d'administration de l'État, 5^e échelon (IB 783 – IM 645) de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, est admise à faire valoir ses droits à la retraite à la demande, à compter du 1^{er} août 2019, tous droits à congés administratifs épuisés.

Article 2

À compter de la même date, Mme Françoise Lancial est radiée du corps des attachés d'administration de l'État.

Article 3

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 11 avril 2019.

*Le directeur général par intérim de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*

J.-F. SALIBA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 29246 du 18 avril 2019 portant agrément pour l'outre-mer des sous-officiers
du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1910856S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers marins de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié, relatif aux militaires engagés;

Vu la circulaire n° 970980/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOGV du 3 septembre 2015 relative à la gestion des sous-officiers de la gendarmerie affectés outre-mer,

Décide:

Article 1^{er}

Les demandes outre-mer formulées par les sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale, dont les noms figurent en annexe, sont agréées au titre de la formation d'outre-mer mentionnée.

Article 2

Le terme de la validité de ces agréments est fixé au 31 décembre 2019.

Article 3

Compte tenu du caractère révocable de l'agrément, aucune mesure d'ordre privé à caractère définitif se rapportant au départ outre-mer ne devra être prise par les sous-officiers dont la candidature est retenue avant la notification de leur ordre de mutation individuel. Il sera rendu compte, sous la référence du présent timbre, de tout changement de position ou de situation intervenant postérieurement à la date de la décision.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 18 avril 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le colonel, chef du bureau du personnel
sous-officier du corps de soutien technique
et administratif de la gendarmerie nationale,*
J. MEILLARD

A N N E X E

Spécialité: Administration et gestion du personnel

GRADE	NOM PRÉNOM	NIGEND	AFFECTATION	COMGEND
ADC	Lebas Émeline	165 285	RGBOURG/GGD71/GSRH/SAP	Nouvelle-Calédonie

Spécialité: Gestion logistique et financière

GRADE	NOM PRÉNOM	NIGEND	AFFECTATION	COMGEND
ADC	Rachel Christophe	167 449	RGBOURG/GGD71/GSRH/SLF	Nouvelle-Calédonie
ADJ	Fleury Thierry	178 172	RGIF/GGD91/GSRH/SLF	Nouvelle-Calédonie

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Décision du 30 avril 2019 portant désignation des responsables de budgets opérationnels de programme et des unités opérationnelles pour le programme 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur »

NOR : INTF1912957S

Le secrétaire général du ministère de l'intérieur,

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 modifiée relative aux lois de finances;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment son article 70;

Vu le décret n° 2013-728 du 12 août 2013 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer;

Vu l'arrêté du 6 février 2014 modifié portant désignation des responsables de programme pour le ministère de l'intérieur,

Décide:

Article 1^{er}

En application de l'article 70 du décret du 7 novembre 2012 susvisé, les responsables de budgets opérationnels de programme et d'unités opérationnelles pour le programme 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur » sont désignés conformément à l'annexe de la présente décision.

Article 2

La présente décision, applicable dès l'exercice budgétaire 2019, sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 30 avril 2019.

Le secrétaire général,
C. MIRMAND

ANNEXE

RESPONSABLES DE BUDGETS OPÉRATIONNELS DE PROGRAMME
ET D'UNITÉS OPÉRATIONNELLES

Programme 216

NUMÉRO ET NOM du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle		RESPONSABLE du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle
0216-CAJC	BOP Affaires juridiques et contentieux	le directeur des libertés publiques et des affaires juridiques
0216-CAJC-CPAJ	UO Contentieux	le chef du service juridique et du contentieux
0216-CAJC-D971	UO AJC Guadeloupe	le préfet de la Guadeloupe
0216-CAJC-D972	UO AJC Martinique	le préfet de la Martinique
0216-CAJC-D973	UO AJC Guyane	le préfet de la Guyane
0216-CAJC-D974	UO AJC Réunion	le préfet de La Réunion
0216-CAJC-D975	UO AJC St-Pierre-et-Miquelon	le préfet de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon
0216-CAJC-D976	UO AJC Mayotte	le préfet de Mayotte
0216-CAJC-D984	UO AJC TAAF	le préfet, administrateur supérieur des terres australes et antarctiques françaises
0216-CAJC-D986	UO AJC Wallis et Futuna	le préfet, administrateur supérieur de Wallis et Futuna
0216-CAJC-D987	UO AJC Polynésie française	le haut-commissaire de la République en Polynésie française
0216-CAJC-D988	UO AJC Nouvelle-Calédonie	le haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie
0216-CAJC-DCAL	UO AJC SATP Nouvelle-Calédonie	le préfet de la zone de défense et de sécurité de Nouvelle-Calédonie
0216-CAJC-DEST	UO AJC SGAMI Est	le préfet de la zone de défense et de sécurité Est
0216-CAJC-DGUA	UO AJC SATP Guadeloupe	le préfet de la zone de défense et de sécurité des Antilles
0216-CAJC-DGUY	UO AJC SATP Guyane	le préfet de la zone de défense et de sécurité de la Guyane
0216-CAJC-DMAR	UO AJC SATP Martinique	le préfet de la zone de défense et de sécurité des Antilles
0216-CAJC-DMAY	UO AJC SATP Mayotte	le préfet de la zone de défense du sud de l'océan Indien
0216-CAJC-DNOR	UO AJC SGAMI Nord	le préfet de la zone de défense et de sécurité Nord
0216-CAJC-DOUE	UO AJC SGAMI Ouest	le préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest
0216-CAJC-DP75	UO AJC Paris	le préfet de Paris
0216-CAJC-DP77	UO AJC Seine-et-Marne	le préfet de la Seine-et-Marne
0216-CAJC-DP78	UO AJC Yvelines	le préfet des Yvelines
0216-CAJC-DP91	UO AJC Essonne	le préfet de l'Essonne
0216-CAJC-DP92	UO AJC Hauts-de-Seine	le préfet des Hauts-de-Seine
0216-CAJC-DP93	UO AJC Seine-Saint-Denis	le préfet de Seine-Saint-Denis
0216-CAJC-DP94	UO AJC Val-de-Marne	le préfet du Val-de-Marne
0216-CAJC-DP95	UO AJC Val-d'Oise	le préfet du Val-d'Oise
0216-CAJC-DPAR	UO AJC SGAMI Paris	le préfet de la zone de défense et de sécurité de Paris
0216-CAJC-DPOL	UO AJC SATP Polynésie française	le préfet de la zone de défense et de sécurité de Polynésie française
0216-CAJC-DR13	UO AJC PACA MUT	le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
0216-CAJC-DR21	UO AJC Bourgogne-Franche-Comté	le préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté
0216-CAJC-DR2A	UO AJC Corse	le préfet de la région Corse
0216-CAJC-DR31	UO AJC Occitanie	le préfet de la région Occitanie
0216-CAJC-DR33	UO AJC Nouvelle-Aquitaine	le préfet de la région Nouvelle-Aquitaine
0216-CAJC-DR35	UO AJC Bretagne MUT	le préfet de la région Bretagne
0216-CAJC-DR44	UO AJC PAYL MUT	le préfet de la région Pays de la Loire
0216-CAJC-DR45	UO AJC Centre-Val de Loire	le préfet de la région Centre-Val de Loire
0216-CAJC-DR59	UO AJC Hauts-de-France	le préfet de la région Hauts-de-France
0216-CAJC-DR67	UO AJC Grand Est	le préfet de la région Grand Est
0216-CAJC-DR69	UO AJC Auvergne-Rhône-Alpes	le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes

NUMÉRO ET NOM du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle		RESPONSABLE du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle
0216-CAJC-DR76	UO AJC Normandie	le préfet de la région Normandie
0216-CAJC-DREU	UO AJC SATP Réunion	le préfet de la zone de défense du sud de l'océan Indien
0216-CAJC-DSPM	UO AJC SATP St-Pierre-et-Miquelon	le préfet de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon
0216-CAJC-DSUD	UO AJC SGAMI Sud	le préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
0216-CAJC-DSUE	UO AJC SGAMI Sud-Est	le préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est
0216-CAJC-DSUO	UO AJC SGAMI Sud-Ouest	le préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest
0216-CAJC-DTAA	UO AJC SATP TAAF	le préfet de la zone de défense du sud de l'océan Indien
0216-CAJC-DWAF	UO AJC SATP Wallis et Futuna	le préfet, administrateur supérieur de Wallis et Futuna
0216-CPRH	BOP Pilotage des ressources humaines	le directeur des ressources humaines
0216-CPRH-C035	UO MIN 35	le chef de la mission de gouvernance ministérielle des ressources humaines
0216-CPRH-CDAS	UO Action sociale déconcentrée	le sous-directeur de l'action sociale et de l'accompagnement du personnel
0216-CPRH-CFOD	UO Formation déconcentrée	le sous-directeur du recrutement et de la formation
0216-CPRH-CFOM	UO Formation mutualisée	le sous-directeur du recrutement et de la formation
0216-CPRH-CFOR	UO Formation	le sous-directeur du recrutement et de la formation
0216-CPRH-CH01	UO GRH MIN01	le chef de la mission de gouvernance ministérielle des ressources humaines
0216-CPRH-CH07	UO GRH MIN07	le chef de la mission de gouvernance ministérielle des ressources humaines
0216-CPRH-CH09	UO GRH MIN09	le chef de la mission de gouvernance ministérielle des ressources humaines
0216-CPRH-CH35	UO GRH MIN35	le chef de la mission de gouvernance ministérielle des ressources humaines
0216-CPRH-CPAS	UO Action sociale	le sous-directeur de l'action sociale et de l'accompagnement du personnel
0216-CPRH-CREH	UO RH	le chef de la mission de gouvernance ministérielle des ressources humaines
0216-CPRH-CRHD	UO RH déconcentrée	le chef de la mission de gouvernance ministérielle des ressources humaines
0216-CPRH-REZE	UO GRH Rezé	le chef de la mission de gouvernance ministérielle des ressources humaines
0216-CPTR	BOP Politiques transversales	le directeur de l'évaluation de la performance et des affaires financières et immobilières
0216-CPTR-CAEV	UO Achat entretien véhicule	le sous-directeur des programmes et de l'achat
0216-CPTR-CAIM	UO Immobilier administration centrale	le sous-directeur des affaires immobilières
0216-CPTR-CAIS	UO Immobilier social	le sous-directeur des affaires immobilières
0216-CPTR-CCOM	UO Communication	le délégué à l'information et à la communication
0216-CPTR-CCSP	UO Commission du contentieux du stationnement payant	le chef du greffe de la commission du contentieux du stationnement payant
0216-CPTR-CFDE	UO Fonctionnement déconcentré des services centraux	le sous-directeur des programmes et de l'achat
0216-CPTR-CFSC	UO Fonctionnement services centraux	le sous-directeur des programmes et de l'achat
0216-CPTR-CIZI	UO Immobilier déconcentré des services centraux	le sous-directeur des affaires immobilières
0216-CPTR-DP47	UO Service central des rapatriés	le chef du service central des rapatriés
0216-CPTR-E999	UO Etranger	le sous-directeur des programmes et de l'achat
0216-CSIC	BOP Systèmes d'information et de communication	le directeur des systèmes d'information et de communication
0216-CSIC-CSIC	UO SIC administration centrale	le sous-directeur de l'administration générale et de l'achat
0216-CSIC-CSID	UO SIC préfectures	le sous-directeur de l'administration générale et de l'achat
0216-CSIC-DCAL	UO SIC Nouvelle-Calédonie	le haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie
0216-CSIC-DEST	UO SIC SGAMI Est	le préfet de la zone de défense et de sécurité Est
0216-CSIC-DGUA	UO SIC Guadeloupe	le préfet de la Guadeloupe
0216-CSIC-DGUY	UO SIC Guyane	le préfet de la Guyane
0216-CSIC-DMAR	UO SIC Martinique	le préfet de la Martinique
0216-CSIC-DMAY	UO SIC Mayotte	le préfet de Mayotte
0216-CSIC-DNOR	UO SIC SGAMI Nord	le préfet de la zone de défense et de sécurité Nord
0216-CSIC-DOUE	UO SIC SGAMI Ouest	le préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest
0216-CSIC-DPAR	UO SIC SGAMI Paris	le préfet de la zone de défense et de sécurité de Paris
0216-CSIC-DPOL	UO SIC Polynésie française	le haut-commissaire de la République en Polynésie française
0216-CSIC-DREU	UO SIC Réunion	le préfet de La Réunion

NUMÉRO ET NOM du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle		RESPONSABLE du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle
0216-CSIC-DSPM	UO SIC Saint-Pierre-et-Miquelon	le préfet de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon
0216-CSIC-DSUD	UO SIC SGAMI Sud	le préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
0216-CSIC-DSUE	UO SIC SGAMI Sud-Est	le préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est
0216-CSIC-DSUD	UO SIC SGAMI Sud-Ouest	le préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest
0216-CSIC-DTAA	UO SIC TAAF	le préfet, administrateur supérieur des terres australes et antarctiques françaises
0216-CSIC-DWAF	UO SIC Wallis et Futuna	le préfet, administrateur supérieur de Wallis et Futuna
0216-CIPD	BOP Fonds interministériel de prévention de la délinquance	le secrétaire général du comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation
0216-CIPD-C001	UO FIPD centrale	le secrétaire général du comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation
0216-CIPD-D971	UO FIPD Pref 971	le préfet de la Guadeloupe
0216-CIPD-D972	UO FIPD Pref 972	le préfet de la Martinique
0216-CIPD-D973	UO FIPD Pref 973	le préfet de la Guyane
0216-CIPD-D974	UO FIPD Pref 974	le préfet de La Réunion
0216-CIPD-D975	UO FIPD Pref 975	le préfet de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon
0216-CIPD-D976	UO FIPD Pref 976	le préfet de Mayotte
0216-CIPD-D977	UO FIPD Pref 977	le préfet de la Guadeloupe
0216-CIPD-D978	UO FIPD Pref 978	le préfet de la Guadeloupe
0216-CIPD-D986	UO FIPD Pref 986	le préfet, administrateur supérieur de Wallis et Futuna
0216-CIPD-D987	UO FIPD Pref 987	le haut-commissaire de la République en Polynésie française
0216-CIPD-D988	UO FIPD Pref 988	le haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie
0216-CIPD-DIDF	UO FIPD PP	le préfet de police
0216-CIPD-DP01	UO FIPD Pref 001	le préfet de l'Ain
0216-CIPD-DP02	UO FIPD Pref 002	le préfet de l'Aisne
0216-CIPD-DP03	UO FIPD Pref 003	le préfet de l'Allier
0216-CIPD-DP04	UO FIPD Pref 004	le préfet des Alpes de Haute-Provence
0216-CIPD-DP05	UO FIPD Pref 005	le préfet des Hautes-Alpes
0216-CIPD-DP06	UO FIPD Pref 006	le préfet des Alpes-Maritimes
0216-CIPD-DP07	UO FIPD Pref 007	le préfet de l'Ardèche
0216-CIPD-DP08	UO FIPD Pref 008	le préfet des Ardennes
0216-CIPD-DP09	UO FIPD Pref 009	le préfet de l'Ariège
0216-CIPD-DP10	UO FIPD Pref 010	le préfet de l'Aube
0216-CIPD-DP11	UO FIPD Pref 011	le préfet de l'Aude
0216-CIPD-DP12	UO FIPD Pref 012	le préfet de l'Aveyron
0216-CIPD-DP13	UO FIPD Pref 013	le préfet des Bouches-du-Rhône
0216-CIPD-DP14	UO FIPD Pref 014	le préfet du Calvados
0216-CIPD-DP15	UO FIPD Pref 015	le préfet du Cantal
0216-CIPD-DP16	UO FIPD Pref 016	le préfet de la Charente
0216-CIPD-DP17	UO FIPD Pref 017	le préfet de la Charente-Maritime
0216-CIPD-DP18	UO FIPD Pref 018	le préfet du Cher
0216-CIPD-DP19	UO FIPD Pref 019	le préfet de la Corrèze
0216-CIPD-DP21	UO FIPD Pref 021	le préfet de la Côte-d'Or
0216-CIPD-DP22	UO FIPD Pref 022	le préfet des Côtes-d'Armor
0216-CIPD-DP23	UO FIPD Pref 023	le préfet de la Creuse
0216-CIPD-DP24	UO FIPD Pref 024	le préfet de la Dordogne
0216-CIPD-DP25	UO FIPD Pref 025	le préfet du Doubs
0216-CIPD-DP26	UO FIPD Pref 026	le préfet de la Drôme
0216-CIPD-DP27	UO FIPD Pref 027	le préfet de l'Eure
0216-CIPD-DP28	UO FIPD Pref 028	le préfet de l'Eure-et-Loir

NUMÉRO ET NOM du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle		RESPONSABLE du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle
0216-CIPD-DP29	UO FIPD Pref 029	le préfet du Finistère
0216-CIPD-DP2A	UO FIPD Pref 02A	le préfet de la Corse-du-Sud
0216-CIPD-DP2B	UO FIPD Pref 02B	le préfet de la Haute-Corse
0216-CIPD-DP30	UO FIPD Pref 030	le préfet du Gard
0216-CIPD-DP31	UO FIPD Pref 031	le préfet de la Haute-Garonne
0216-CIPD-DP32	UO FIPD Pref 032	le préfet du Gers
0216-CIPD-DP33	UO FIPD Pref 033	le préfet de la Gironde
0216-CIPD-DP34	UO FIPD Pref 034	le préfet de l'Hérault
0216-CIPD-DP35	UO FIPD Pref 035	le préfet d'Ille-et-Vilaine
0216-CIPD-DP36	UO FIPD Pref 036	le préfet de l'Indre
0216-CIPD-DP37	UO FIPD Pref 037	le préfet de l'Indre-et-Loire
0216-CIPD-DP38	UO FIPD Pref 038	le préfet de l'Isère
0216-CIPD-DP39	UO FIPD Pref 039	le préfet du Jura
0216-CIPD-DP40	UO FIPD Pref 040	le préfet des Landes
0216-CIPD-DP41	UO FIPD Pref 041	le préfet du Loir-et-Cher
0216-CIPD-DP42	UO FIPD Pref 042	le préfet de la Loire
0216-CIPD-DP43	UO FIPD Pref 043	le préfet de la Haute-Loire
0216-CIPD-DP44	UO FIPD Pref 044	le préfet de la Loire-Atlantique
0216-CIPD-DP45	UO FIPD Pref 045	le préfet du Loiret
0216-CIPD-DP46	UO FIPD Pref 046	le préfet du Lot
0216-CIPD-DP47	UO FIPD Pref 047	le préfet du Lot-et-Garonne
0216-CIPD-DP48	UO FIPD Pref 048	le préfet de la Lozère
0216-CIPD-DP49	UO FIPD Pref 049	le préfet de Maine-et-Loire
0216-CIPD-DP50	UO FIPD Pref 050	le préfet de la Manche
0216-CIPD-DP51	UO FIPD Pref 051	le préfet de la Marne
0216-CIPD-DP52	UO FIPD Pref 052	le préfet de la Haute-Marne
0216-CIPD-DP53	UO FIPD Pref 053	le préfet de la Mayenne
0216-CIPD-DP54	UO FIPD Pref 054	le préfet de la Meurthe-et-Moselle
0216-CIPD-DP55	UO FIPD Pref 055	le préfet de la Meuse
0216-CIPD-DP56	UO FIPD Pref 056	le préfet du Morbihan
0216-CIPD-DP57	UO FIPD Pref 057	le préfet de la Moselle
0216-CIPD-DP58	UO FIPD Pref 058	le préfet de la Nièvre
0216-CIPD-DP59	UO FIPD Pref 059	le préfet du Nord
0216-CIPD-DP60	UO FIPD Pref 060	le préfet de l'Oise
0216-CIPD-DP61	UO FIPD Pref 061	le préfet de l'Orne
0216-CIPD-DP62	UO FIPD Pref 062	le préfet du Pas-de-Calais
0216-CIPD-DP63	UO FIPD Pref 063	le préfet du Puy-de-Dôme
0216-CIPD-DP64	UO FIPD Pref 064	le préfet des Pyrénées-Atlantiques
0216-CIPD-DP65	UO FIPD Pref 065	le préfet des Hautes-Pyrénées
0216-CIPD-DP66	UO FIPD Pref 066	le préfet des Pyrénées-Orientales
0216-CIPD-DP67	UO FIPD Pref 067	le préfet du Bas-Rhin
0216-CIPD-DP68	UO FIPD Pref 068	le préfet du Haut-Rhin
0216-CIPD-DP69	UO FIPD Pref 069	le préfet du Rhône
0216-CIPD-DP70	UO FIPD Pref 070	le préfet de la Haute-Saône
0216-CIPD-DP71	UO FIPD Pref 071	le préfet de la Saône-et-Loire
0216-CIPD-DP72	UO FIPD Pref 072	le préfet de la Sarthe
0216-CIPD-DP73	UO FIPD Pref 073	le préfet de la Savoie
0216-CIPD-DP74	UO FIPD Pref 074	le préfet de la Haute-Savoie

NUMÉRO ET NOM du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle		RESPONSABLE du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle
0216-CIPD-DP75	UO FIPD Pref 075	le préfet de Paris
0216-CIPD-DP76	UO FIPD Pref 076	le préfet de la Seine-Maritime
0216-CIPD-DP77	UO FIPD Pref 077	le préfet de Seine-et-Marne
0216-CIPD-DP78	UO FIPD Pref 078	le préfet des Yvelines
0216-CIPD-DP79	UO FIPD Pref 079	le préfet des Deux-Sèvres
0216-CIPD-DP80	UO FIPD Pref 080	le préfet de la Somme
0216-CIPD-DP81	UO FIPD Pref 081	le préfet du Tarn
0216-CIPD-DP82	UO FIPD Pref 082	le préfet du Tarn-et-Garonne
0216-CIPD-DP83	UO FIPD Pref 083	le préfet du Var
0216-CIPD-DP84	UO FIPD Pref 084	le préfet du Vaucluse
0216-CIPD-DP85	UO FIPD Pref 085	le préfet de la Vendée
0216-CIPD-DP86	UO FIPD Pref 086	le préfet de la Vienne
0216-CIPD-DP87	UO FIPD Pref 087	le préfet de la Haute-Vienne
0216-CIPD-DP88	UO FIPD Pref 088	le préfet des Vosges
0216-CIPD-DP89	UO FIPD Pref 089	le préfet de l'Yonne
0216-CIPD-DP90	UO FIPD Pref 090	le préfet du Territoire de Belfort
0216-CIPD-DP91	UO FIPD Pref 091	le préfet de l'Essonne
0216-CIPD-DP92	UO FIPD Pref 092	le préfet des Hauts-de-Seine
0216-CIPD-DP93	UO FIPD Pref 093	le préfet de Seine-Saint-Denis
0216-CIPD-DP94	UO FIPD Pref 094	le préfet du Val-de-Marne
0216-CIPD-DP95	UO FIPD Pref 095	le préfet du Val-d'Oise

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Décision du 2 mai 2019 fixant la liste des agents habilités à représenter le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides

NOR : INTV1913066S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment les livres II, V, VII et VIII de ses parties législative et réglementaire ainsi que l'article R.722-5;

Vu le décret n° 54-1055 du 14 octobre 1954 portant publication de la convention de Genève du 28 juillet 1951 sur le statut des réfugiés, signée le 11 septembre 1952 à New York;

Vu le décret du 10 avril 2019 portant nomination du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides – M. BOUCHER (Julien),

Décide:

Article 1^{er}

Sont habilités à représenter le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides devant la cour nationale du droit d'asile, en application de l'article R. 733-25 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, les agents de la division des affaires juridiques, européennes et internationales suivants :

M. Johan Ankri, chef de division;

Mme Coralie Capdeboscq, chargée de mission;

Mmes Lola Maze et Céline Seyer, M. Michel Eyrolles, chefs de section;

Mmes Sabine Balim, Anne Clouet, Alice Couturier, Jocelyne Danesi, Larissa Dolcimascolo, Camille Dubernet de Boscq, Claudine Dupuis, Lara Ehrhard, Lucie Fradin, Bruna Pothus, Sarah Schwab, Sophie Simon, Sabine Trapateau, Christelle Vallon et Anne-Laure Zerr et MM. Philippe Bolmin, Arthur Julie et David Payen, consultants juridiques.

Article 2

Les décisions des 11 janvier et 15 avril 2019 fixant la liste des agents habilités à représenter le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides sont abrogées (INTV1901303S et INTV1910963S).

Article 3

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur et sur le site de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (www.ofpra.gouv.fr).

Fait le 2 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Décision du 9 mai 2019 portant désignation des responsables de budgets opérationnels de programme et des unités opérationnelles pour le programme 176 Police nationale

NOR : INTF1913868S

Le directeur général de la police nationale – responsable du programme 176,

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 modifiée relative aux lois de finances;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment son article 70;

Vu le décret n° 2013-728 du 12 août 2013 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer;

Vu l'arrêté du 6 février 2014 modifié portant désignation des responsables de programme pour le ministère de l'intérieur,

Décide:

Article 1^{er}

En application de l'article 70 du décret du 7 novembre 2012 susvisé, les responsables de budgets opérationnels de programme et d'unités opérationnelles pour le programme 176 Police nationale sont désignés conformément à l'annexe de la présente décision.

Article 2

La présente décision qui prend effet le 1^{er} janvier 2019 sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 mai 2019.

*Le préfet, directeur général
de la police nationale,*
E. MORVAN

ANNEXE

RESPONSABLE DE BUDGETS OPÉRATIONNELS DE PROGRAMME
ET D'UNITÉS OPÉRATIONNELLES

Programme n° 176 police nationale

NUMÉRO ET NOM du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle		RESPONSABLE du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle
0176-CCSC	BOP Commandement, soutien et logistique	Le directeur général de la police nationale
0176-CCSC-CDG1	UO DGPN CABINET	Le directeur de cabinet du DGPN
0176-CCSC-CCT2	UO DRCPN DEP. PERSONNEL	Le directeur des ressources et des compétences de la police nationale
0176-CCSC-CHT2	UO DRCPN AUTRES DEPENSES	
0176-CCSC-CASO	UO DRCPN ACTION SOCIALE	
0176-CCSC-CMUT	UO DRCPN DEP. PERS. MUTUALISATION	
0176-CCSC-DSUO	UO DRCPN SUD-OUEST	
0176-CCSC-DSUE	UO DRCPN SUD-EST	
0176-CCSC-DSUD	UO DRCPN SUD	
0176-CCSC-DPAR	UO DRCPN PP	
0176-CCSC-DOUE	UO DRCPN OUEST	
0176-CCSC-DNOR	UO DRCPN NORD	
0176-CCSC-DEST	UO DRCPN EST	
0176-CCSC-DWAL	UO DRCPN WALLIS ET FUTUNA	
0176-CCSC-DSPM	UO DRCPN ST-PIERRE-ET-MIQUELON	
0176-CCSC-DPOL	UO DRCPN POLYNESIE FRANCAISE	
0176-CCSC-DREU	UO DRCPN REUNION	
0176-CCSC-DMAY	UO DRCPN MAYOTTE	
0176-CCSC-DMAR	UO DRCPN MARTINIQUE	
0176-CCSC-DGUY	UO DRCPN GUYANE	
0176-CCSC-DGUA	UO DRCPN GUADELOUPE	
0176-CCSC-DCAL	UO DRCPN NLE-CALEDONIE	
0176-CCSC-CFNG	UO FORMATION	Le directeur central du recrutement et de la formation de la police nationale
0176-CCSC-CIGP	UO IGPN	Le directeur, chef de l'inspection générale de la police nationale
0176-CCSC-CDCI	UO DCI	Le directeur de la coopération internationale
0176-CCSC-E999	UO ETRANGER	
0176-CCSC-CSTI	UO STSI(SI)	Le chef du service des technologies et des systèmes d'Information de la sécurité intérieure
0176-CCSC-CINP	UO 0176 INPT	
0176-CCSC-CSAE	UO SAELSI EQUIPEMENT PN	Le chef du service de l'achat, des équipements et de la logistique de la sécurité intérieure

NUMÉRO ET NOM du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle		RESPONSABLE du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle
0176-CCSC-C075	UO DEL. DEPAFI CENTRALE	Le directeur de l'évaluation de la performance et des affaires financières et immobilières du Secrétariat général
0176-CCSC-D013	UO DEL. DEPAFI 13	
0176-CCSC-D033	UO DEL. DEPAFI 33	
0176-CCSC-D035	UO DEL. DEPAFI 35	
0176-CCSC-D057	UO DEL. DEPAFI 57	
0176-CCSC-D059	UO DEL. DEPAFI 59	
0176-CCSC-D069	UO DEL. DEPAFI 69	
0176-CCSC-D075	UO DEL. DEPAFI 75	
0176-CCSC-D971	UO DEL. DEPAFI 971	
0176-CCSC-D972	UO DEL. DEPAFI 972	
0176-CCSC-D973	UO DEL. DEPAFI 973	
0176-CCSC-D974	UO DEL. DEPAFI 974	
0176-CCSC-D975	UO DEL. DEPAFI 975	
0176-CCSC-D976	UO DEL. DEPAFI 976	
0176-CCSC-D986	UO DEL. DEPAFI 986	
0176-CCSC-D987	UO DEL. DEPAFI 987	
0176-CCSC-D988	UO DEL. DEPAFI 988	
0176-CCSC-DSIC	UO DEL. SIC DECONCENTREE	Le directeur des systèmes d'information et de communication du Secrétariat général
0176-CCSC-CHIN	UO DEL. SIC hors INPT	
0176-CCSC-CDSP	UO DCSP	Le directeur central de la sécurité publique
0176-CCSC-CRAI	UO RAID	Le chef du service de recherche, assistance, intervention, dissuasion
0176-CCSC-CSPP	UO SDLP	Le chef du service de la protection
0176-CCSC-CPTS	UO PTS	Le chef du service central de la police technique et scientifique
0176-DIDF	BOP Zone de défense d'Ile-de-France	Le préfet de police de Paris
0176-DIDF-DLOG	UO PREST. IDF LOG	Le directeur des services techniques et de la logistique
0176-DIDF-DSIC	UO PREST. IDF SIC DECONCENTREE	
0176-DIDF-DSGA	UO SGAMI IDF PARIS	Le préfet, secrétaire général pour l'administration de la préfecture de police
0176-DIDF-DSAI	UO PREST. IDF SAI	Le chef du service des affaires immobilières
0176-DIDF-DDRH	UO PREST. IDF DRH	Le directeur des ressources humaines
0176-DIDF-DPRO	UO CREDITS NON GLOBALISES	Le sous-directeur des affaires financières
0176-DIDF-DDAF	UO PREST. IDF SDAF	
0176-DOUE	BOP Zone de défense Ouest	Le préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest
0176-DOUE-DSGA	UO SGAMI OUEST	Le préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest
0176-DOUE-DSPI	UO PREST. OUEST	
0176-DOUE-D014	UO DDSP 14	Le préfet du Calvados
0176-DOUE-D018	UO DDSP 18	Le préfet du Cher
0176-DOUE-D022	UO DDSP 22	Le préfet des Côtes-d'Armor
0176-DOUE-D027	UO DDSP 27	Le préfet de l'Eure
0176-DOUE-D028	UO DDSP 28	Le préfet d'Eure-et-Loir
0176-DOUE-D029	UO DDSP 29	Le préfet du Finistère
0176-DOUE-D035	UO DDSP 35	Le préfet d'Ille-et-Vilaine
0176-DOUE-D036	UO DDSP 36	Le préfet d'Indre
0176-DOUE-D037	UO DDSP 37	Le préfet d'Indre-et-Loire
0176-DOUE-D041	UO DDSP 41	Le préfet du Loir-et-Cher
0176-DOUE-D044	UO DDSP 44	Le préfet de la Loire-Atlantique
0176-DOUE-D045	UO DDSP 45	Le préfet du Loiret
0176-DOUE-D049	UO DDSP 49	Le préfet de Maine-et-Loire
0176-DOUE-D050	UO DDSP 50	Le préfet de la Manche
0176-DOUE-D053	UO DDSP 53	Le préfet de la Mayenne

NUMÉRO ET NOM du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle		RESPONSABLE du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle
0176-DOUE-D056	UO DDSP 56	Le préfet du Morbihan
0176-DOUE-D061	UO DDSP 61	Le préfet de l'Orne
0176-DOUE-D072	UO DDSP 72	Le préfet de la Sarthe
0176-DOUE-D076	UO DDSP 76	Le préfet de la Seine-Maritime
0176-DOUE-D085	UO DDSP 85	Le préfet de la Vendée
0176-DSUO	BOP Zone de défense Sud-Ouest	Le préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest
0176-DSUO-DSGA	UO SGAMI SUD-OUEST	Le préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-ouest
0176-DSUO-DSPI	UO PREST. SUD-OUEST	
0176-DSUO-D016	UO DDSP 16	Le préfet de la Charente
0176-DSUO-D017	UO DDSP 17	Le préfet de la Charente-Maritime
0176-DSUO-D019	UO DDSP 19	Le préfet de la Corrèze
0176-DSUO-D023	UO DDSP 23	Le préfet de la Creuse
0176-DSUO-D024	UO DDSP 24	Le préfet de la Dordogne
0176-DSUO-D033	UO DDSP 33	Le préfet de la Gironde
0176-DSUO-D040	UO DDSP 40	Le préfet des Landes
0176-DSUO-D047	UO DDSP 47	Le préfet du Lot-et-Garonne
0176-DSUO-D064	UO DDSP 64	Le préfet des Pyrénées-Atlantiques
0176-DSUO-D079	UO DDSP 79	Le préfet des Deux-Sèvres
0176-DSUO-D086	UO DDSP 86	Le préfet de la Vienne
0176-DSUO-D087	UO DDSP 87	Le préfet de la Haute-Vienne
0176-DNOR	BOP Zone de défense Nord	Le préfet de la zone de défense et de sécurité Nord
0176-DNOR-DSGA	UO SGAMI NORD	Le préfet de la zone de défense et de sécurité Nord
0176-DNOR-DSPI	UO PREST. NORD	
0176-DNOR-D002	UO DDSP 02	Le préfet de l'Aisne
0176-DNOR-D059	UO DDSP 59	Le préfet du Nord
0176-DNOR-D060	UO DDSP 60	Le préfet de l'Oise
0176-DNOR-D062	UO DDSP 62	Le préfet du Pas-de-Calais
0176-DNOR-D080	UO DDSP 80	Le préfet de la Somme
0176-DEST	BOP Zone de défense Est	Le préfet de la zone de défense et de sécurité Est
0176-DEST-DSGA	UO SGAMI EST	Le préfet de la zone de défense et de sécurité Est
0176-DEST-DSPI	UO PREST. EST	
0176-DEST-D008	UO DDSP 08	Le préfet des Ardennes
0176-DEST-D010	UO DDSP 10	Le préfet de l'Aube
0176-DEST-D021	UO DDSP 21	Le préfet de la Côte-d'Or
0176-DEST-D025	UO DDSP 25	Le préfet du Doubs
0176-DEST-D039	UO DDSP 39	Le préfet du Jura
0176-DEST-D051	UO DDSP 51	Le préfet de la Marne
0176-DEST-D052	UO DDSP 52	Le préfet de la Haute-Marne
0176-DEST-D054	UO DDSP 54	Le préfet de la Meurthe-et-Moselle
0176-DEST-D055	UO DDSP 55	Le préfet de la Meuse
0176-DEST-D057	UO DDSP 57	Le préfet de la Moselle
0176-DEST-D058	UO DDSP 58	Le préfet de la Nièvre
0176-DEST-D067	UO DDSP 67	Le préfet du Bas-Rhin
0176-DEST-D068	UO DDSP 68	Le préfet du Haut-Rhin
0176-DEST-D070	UO DDSP 70	Le préfet de la Haute-Saône
0176-DEST-D071	UO DDSP 71	Le préfet de la Saône-et-Loire
0176-DEST-D088	UO DDSP 88	Le préfet des Vosges
0176-DEST-D089	UO DDSP 89	Le préfet de l'Yonne
0176-DEST-D090	UO DDSP 90	Le préfet du Territoire de Belfort

NUMÉRO ET NOM du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle		RESPONSABLE du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle
0176-DSUD	BOP Zone de défense Sud	Le préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
0176-DSUD-DSGA	UO SGAMI SUD	Le préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
0176-DSUD-DSPI	UO PREST. SUD	
0176-DSUD-D004	UO DDSP 04	Le préfet des Alpes-de-Haute-Provence
0176-DSUD-D005	UO DDSP 05	Le préfet des Hautes-Alpes
0176-DSUD-D006	UO DDSP 06	Le préfet des Alpes-Maritimes
0176-DSUD-D009	UO DDSP 09	Le préfet de l'Ariège
0176-DSUD-D011	UO DDSP 11	Le préfet de l'Aude
0176-DSUD-D012	UO DDSP 12	Le préfet de l'Aveyron
0176-DSUD-D013	UO DDSP 13	Le préfet de police de Marseille
0176-DSUD-D02A	UO DDSP 2A	Le préfet de la Corse-du-Sud
0176-DSUD-D02B	UO DDSP 2B	Le préfet de la Haute-Corse
0176-DSUD-D030	UO DDSP 30	Le préfet du Gard
0176-DSUD-D031	UO DDSP 31	Le préfet de la Haute-Garonne
0176-DSUD-D032	UO DDSP 32	Le préfet du Gers
0176-DSUD-D034	UO DDSP 34	Le préfet de l'Hérault
0176-DSUD-D046	UO DDSP 46	Le préfet du Lot
0176-DSUD-D048	UO DDSP 48	Le préfet de la Lozère
0176-DSUD-D065	UO DDSP 65	Le préfet des Hautes Pyrénées
0176-DSUD-D066	UO DDSP 66	Le préfet des Pyrénées-Orientales
0176-DSUD-D081	UO DDSP 81	Le préfet du Tarn
0176-DSUD-D082	UO DDSP 82	Le préfet du Tarn-et-Garonne
0176-DSUD-D083	UO DDSP 83	Le préfet du Var
0176-DSUD-D084	UO DDSP 84	Le préfet du Vaucluse
0176-DSUE	BOP Zone de défense Sud-est	Le préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-est
0176-DSUE-DSGA	UO SGAMI SUD-EST	Le préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-est
0176-DSUE-DSPI	UO PREST. SUD-EST	
0176-DSUE-D001	UO DDSP 01	Le préfet de l'Ain
0176-DSUE-D003	UO DDSP 03	Le préfet de l'Allier
0176-DSUE-D007	UO DDSP 07	Le préfet de l'Ardèche
0176-DSUE-D015	UO DDSP 15	Le préfet du Cantal
0176-DSUE-D026	UO DDSP 26	Le préfet de la Drôme
0176-DSUE-D038	UO DDSP 38	Le préfet de l'Isère
0176-DSUE-D042	UO DDSP 42	Le préfet de la Loire
0176-DSUE-D043	UO DDSP 43	Le préfet de la Haute-Loire
0176-DSUE-D063	UO DDSP 63	Le préfet du Puy-de-Dôme
0176-DSUE-D069	UO DDSP 69	Le préfet du Rhône
0176-DSUE-D073	UO DDSP 73	Le préfet de la Savoie
0176-DSUE-D074	UO DDSP 74	Le préfet de la Haute-Savoie
0176-CPJC	BOP Police judiciaire et coopération internationale	Le directeur central de la police judiciaire
0176-CPJC-CRES	UO DCPJ SERV CENT	Le sous-directeur des ressources, de l'évaluation et de la stratégie
0176-CPJC-CPTS	UO DCPJ DND2CPT	Le chef de la Division Nationale de la Documentation Criminelle et de la Coordination de la Police Technique
0176-CPJC-D013	UO DIPJ MARSEILLE	Le directeur interrégional de la police judiciaire de Marseille
0176-CPJC-D02A	UO DRPJ AJACCIO	Le directeur régional de la police judiciaire d'Ajaccio
0176-CPJC-D021	UO DIPJ DIJON	Le directeur interrégional de la police judiciaire de Dijon
0176-CPJC-D033	UO DIPJ BORDEAUX	Le directeur interrégional de la police judiciaire de Bordeaux
0176-CPJC-D035	UO DIPJ RENNES	Le directeur interrégional de la police judiciaire de Rennes
0176-CPJC-D045	UO DIPJ ORLEANS	Le directeur interrégional de la police judiciaire d'Orléans

NUMÉRO ET NOM du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle		RESPONSABLE du budget opérationnel de programme ou de l'unité opérationnelle
0176-CPJC-D059	UO DIPJ LILLE	Le directeur interrégional de la police judiciaire de Lille
0176-CPJC-D067	UO DIPJ STRASBOURG	Le directeur interrégional de la police judiciaire de Strasbourg
0176-CPJC-D069	UO DIPJ LYON	Le directeur interrégional de la police judiciaire de Lyon
0176-CPJC-D078	UO DRPJ VERSAILLES	Le directeur régional de la police judiciaire de Versailles
0176-CPJC-D971	UO DIPJ ANTILLES-GUYANE	Le directeur interrégional de la police judiciaire de Point-à-Pitre
0176-CDRI	BOP Sécurité intérieure	Le directeur général de la sécurité intérieure
0176-CDRI-CRIC	UO DGSJ CENTRALE	Le directeur général de la sécurité intérieure
0176-CDRI-ERIE	UO DGSJ ETRANGER	
0176-CDRI-COUM	UO DGSJ OUTRE-MER	
0176-CDRI-CIMO	UO DGSJ - immo DEPAFI	Le directeur de l'évaluation de la performance et des affaires financières et immobilières du Secrétariat général
0176-CDRI-D013	UO DZSI MARSEILLE	Le directeur zonal de la sécurité intérieure de Marseille
0176-CDRI-D033	UO DZSI BORDEAUX	Le directeur zonal de la sécurité intérieure de Bordeaux
0176-CDRI-D035	UO DZSI RENNES	Le directeur zonal de la sécurité intérieure de Rennes
0176-CDRI-D057	UO DZSI METZ	Le directeur zonal de la sécurité intérieure de Metz
0176-CDRI-D059	UO DZSI LILLE	Le directeur zonal de la sécurité intérieure de Lille
0176-CDRI-D069	UO DZSI LYON	Le directeur zonal de la sécurité intérieure de Lyon
0176-CCRS	BOP Compagnies républicaines de sécurité	Le directeur central des compagnies républicaines de sécurité
0176-CCRS-CCRS	UO DCCRS	Le directeur central des compagnies républicaines de sécurité
0176-CCRS-DEST	UO DZCRS EST	Le directeur zonal des CRS Est
0176-CCRS-DIDF	UO DZCRS IDF	Le directeur zonal des CRS IDF
0176-CCRS-DNOR	UO DZCRS NORD	Le directeur zonal des CRS Nord
0176-CCRS-DOUE	UO DZCRS OUEST	Le directeur zonal des CRS Ouest
0176-CCRS-DSUD	UO DZCRS SUD	Le directeur zonal des CRS Sud
0176-CCRS-DSUE	UO DZCRS SUD-EST	Le directeur zonal des CRS Sud-Est
0176-CCRS-DSUO	UO DZCRS SUD-OUEST	Le directeur zonal des CRS Sud-Ouest
0176-CPAF	BOP Police aux frontières	Le directeur central de la police aux frontières
0176-CPAF-CPAF	UO DCPAF	Le directeur central de la police aux frontières
0176-CPAF-DIDF	UO DDPAF GDE COUR.	Le directeur interdépartemental de la PAF de Seine-et-Marne
0176-CPAF-DEST	UO DZPAF EST	Le directeur zonal de la PAF Est
0176-CPAF-DNOR	UO DZPAF NORD	Le directeur zonal de la PAF Nord
0176-CPAF-DOUE	UO DZPAF OUEST	Le directeur zonal de la PAF Ouest
0176-CPAF-DSUD	UO DZPAF SUD	Le directeur zonal de la PAF Sud
0176-CPAF-DSUE	UO DZPAF SUD-EST	Le directeur zonal de la PAF Sud-Est
0176-CPAF-DSUO	UO DZPAF SUD-OUEST	Le directeur zonal de la PAF Sud-Ouest
0176-COUM	BOP Outre-mer	Le directeur général de la police nationale
0176-COUM-D971	UO GUADELOUPE	Le préfet de la Guadeloupe
0176-COUM-D972	UO MARTINIQUE	Le préfet de la Martinique
0176-COUM-D973	UO GUYANE	Le préfet de la Guyane
0176-COUM-D974	UO REUNION	Le préfet de La Réunion
0176-COUM-D975	UO SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	Le préfet de Saint-Pierre-et-Miquelon
0176-COUM-D976	UO MAYOTTE	Le préfet de Mayotte
0176-COUM-D986	UO WALLIS ET FUTUNA	Le préfet, administrateur supérieur des îles Wallis et Futuna
0176-COUM-D987	UO POLYNESIE FRANCAISE	Le préfet, le haut-commissaire de la République en Polynésie française
0176-COUM-D988	UO NOUVELLE-CALEDONIE	Le préfet, le haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 2 mai 2019 conférant un grade et maintenant dans un emploi
un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1913003A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L. 4132-10;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés;

Vu l'arrêté du 19 août 1997 conférant un grade à un officier recruté au titre de l'article 98-1 du statut général des militaires;

Vu l'arrêté du 22 juillet 1999 portant maintien dans l'emploi de chef adjoint des orchestres de la garde républicaine d'un officier recruté au titre de l'article 98-1 du statut général des militaires;

Vu l'arrêté du 17 mai 2001 portant maintien dans un emploi de chef adjoint des orchestres de la garde républicaine;

Vu l'arrêté du 5 mai 2003 portant maintien à un emploi d'officier servant au titre de l'article 98-1 du statut général des militaires;

Vu l'arrêté du 10 juillet 2007 conférant un grade à un officier recruté au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense et maintenu dans son emploi;

Vu l'arrêté du 7 juillet 2011 portant maintien dans son emploi d'un officier commissionné recruté au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense;

Vu l'arrêté du 13 mai 2013 portant attribution du premier échelon exceptionnel du grade de lieutenant-colonel et maintien dans son emploi d'un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense;

Vu l'arrêté du 7 mai 2015 portant maintien dans l'emploi et le grade d'un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense;

Vu l'arrêté du 24 avril 2017 portant maintien dans un grade et un emploi d'un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense,

Arrête:

Article 1^{er}

M. Sébastien Billard (NIGEND: 167493 - NLS: 8018144 - NID: 8776010444) est promu au grade de colonel en qualité d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense et maintenu dans son emploi de chef adjoint des orchestres de la garde républicaine, pour une durée de deux ans à compter du 1^{er} juin 2019.

Article 2

L'intéressé reste rattaché au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 mai 2019.

Pour le ministre d'État et par délégation :
*Le général de division,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*
A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 18 mai 2019 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure

NOR : INTK1913533A

Le ministre de l'intérieur,

Vu les articles D. 141-2 à D. 141-10 du code de la sécurité intérieure ;

Vu l'arrêté du 23 avril 2019 pris pour l'application des articles D. 141-2 à D. 141-10 du code de la sécurité intérieure,

Arrête :

Article 1^{er}

Dans le cadre d'une promotion exceptionnelle « Notre-Dame de Paris », une médaille de la sécurité intérieure est attribuée aux personnes suivantes :

Échelon or

M. ALBAUT Jérôme, capitaine, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. ANDRÉS Florian, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BONNIER Franck, capitaine, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BURGUET Alexandre, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
Mme CARENSAC Marie-Ange, sapeure, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
Mme CHUDZINSKI Myriam, caporale-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. CROS Michel, lieutenant-colonel, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. DEMAY Jérôme, adjudant-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. DESHAIES Armand, sergent, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. DOSNE René, lieutenant-colonel, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. DUPRÉ LA TOUR Joseph, colonel, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. FÉVRIER Jérémie, sergent-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
Mme FOLACCI Françoise, architecte en chef, cheffe du SAS.
M. FOURNIER Jean-Marc, aumônier, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. GALLET Jean-Claude, général de division, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. GONTIER Jean, général de brigade, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. GOURDY Maxime, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. LALLEMENT Didier, préfet de police.
M. LAPIERRE Christophe, adjudant, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. LE BARBIER DE BLIGNIERES Ronan, lieutenant-colonel, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. LE MANCHEC Alan, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. LORRAIN David, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. MAYEUR Nicolas, adjoint à l'architecte en chef.
M. PARISIS Vincent, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. PLUS Gabriel, lieutenant-colonel, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. PORRET-BLANC Marc, capitaine, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. RENAULT Denis, architecte.
M. SCHEBATH Julien, lieutenant, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. TUMOINE Lilian, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. VAZ DE MATOS José, lieutenant-colonel, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. WALSH DE SERRANT Pierre, capitaine, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

Échelon argent

M. ABADIE Franck, major, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

M. ANDRÉ Kévin, sergent, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. AVENEL Geoffroy, gardien de la paix.
M. BAILLIF Emile Jean Bertrand, brigadier de police.
M. BARBAZA Thomas, gardien de la paix.
M. BARRAU Roger, colonel, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BARRIGA Denis, capitaine, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BEAUCHAMP Valentin, gardien de la paix.
M. BELLO Rémy, gardien de la paix.
M. BELZUNCES Nathan, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BIGNAND Michel, médecin chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BOIZAT Stéphane, médecin chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BOTS Maxence, gardien de la paix.
M. BOUCHER Paul, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BRIL Romain, lieutenant de 1^{re} classe de sapeurs-pompiers professionnels.
M. BRUCKER Thomas, lieutenant-colonel, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BRUNEL Marin, capitaine, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BUSOLIN Anthony, gardien de la paix.
M. CALBET François, gardien de la paix.
M. CANISARES Bruno, gardien de la paix.
M. CARMOUSE Florian, gardien de la paix.
M. CEDRONE Antony, gardien de la paix.
M. CHABRIAIS Vincent, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. CHARDIGNY Nicolas, gardien de la paix.
M. CHAUVIN Mathieu, gardien de la paix.
M. CHOMIENNE Thomas, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. CIVES Michel, commandant, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. CLAIN Kenny, gardien de la paix.
M. CLAVIERE David, préfet, directeur de cabinet.
M. CLERJEAU Laurent, lieutenant, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. COGNON Clément, capitaine, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. COOMANS Yan, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. DELBOS Stéphane, lieutenant, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. DELESTRE Christophe, brigadier de police.
M. DESBLEUMORTIERS Denis, major de police.
Mme DIDRON Hélène, gardienne de la paix.
M. DIMANCHE Rodrigue, gardien de la paix.
M. DUMAS Flavien, sergent, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. DUMETZ Benjamin, gardien de la paix.
M. DUROUSSEAU Julien, gardien de la paix.
M. EISENBARTH Marc, brigadier-chef de police.
M. EMBARBE Benjamin, gardien de la paix.
M. FAVRIOT Fabrice, adjudant, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. FERARD Jean-Fulbert, brigadier de police.
M. FERREIRA Michel, major de police.
M. FERREIRA Hugo, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. FEUILLARD Thierry, brigadier de police.
M. GARNIER David, gardien de la paix.
M. GÉLINEAU Valentin, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. GRANDÃO Michaël, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. GRANDJEAN Aurélien, gardien de la paix.

M. GRIGNARD Jordan, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. GROSICKY Pierre-Alexis, gardien de la paix.
M. GUEGUIN Dylan, gardien de la paix.
M. GUINOT Julien, sergent-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. HARTMANN Julien, gardien de la paix.
M. HAUVUY François, major responsable d'une unité locale de police.
M. HERBIN Johan, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. INOUSSA El Had, gardien de la paix.
M. JAOUANET Jérôme, capitaine, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. LABAUNE Xavier, lieutenant, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
Mme LACAGNE Nathalie, architecte.
M. LACAZE Léo, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. LACROUTS Cyril, adjudant-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. LALUYAUX Maxime, gardien de la paix.
M. LAMY Yann, gardien de la paix.
Mme LAUZZANA Laura, gardienne de la paix.
M. LE CORFF Julien, capitaine, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. LÉGAL Thomas, sergent, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. LEGAY Thierry, commandant divisionnaire fonctionnel de police.
M. LEMAIRE Cédric, commandant, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. LERAT Loan, gardien de la paix.
M. LOUINEAU Maxence, gardien de la paix.
M. LUBEIGT Thierry, capitaine de police.
M. MARANGHI Clément, gardien de la paix.
M. MARIE Alexandre, major de police.
M. MARIN Bruno, brigadier-chef de police.
M. MARTINEZ Nicolas, brigadier de police.
M. MASSON Olivier, commandant, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. MAURAI Alexis, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. MECHOU Thomas, gardien de la paix.
M. MILLET François, lieutenant-colonel, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. MOIGNE Fabien, commandant, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. MONNOT François-Xavier, brigadier de police.
M. MONTENOT Vincent, gardien de la paix.
M. MORVAN Eric, architecte.
M. MORVAN Frédéric, adjudant-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. MOULINIER Logan, gardien de la paix.
M. OGER Florian, sergent, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. OLLIN Alexandre, sapeur, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. PALMARY Stivelo, gardien de la paix.
M. PECH DE LACLAUSE Vincent, colonel, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. PENEAUD David, capitaine, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. PERTIN Alexis, gardien de la paix.
M. PIRRON Antoine, adjudant, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. PLA Antoine, adjudant, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. POINT Manuel, sergent-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. PRADEILLES Paul, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. PRIME Antoine, adjoint à l'architecte en chef.
M. PROTEAU Benjamin, sergent-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. PUISSANT Bradley, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

M. QUEMOUN Thomas, gardien de la paix.
M. QUILLIN Jean-Luc, brigadier de police.
M. RAYON Lucas, sapeur, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. REPAIN Jean-Baptiste, capitaine, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. ROCHE Raphaël, lieutenant-colonel, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. ROGER Sylvain, major, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. ROTOLO Sylvain, gardien de la paix.
M. ROULT Frédéric, brigadier-chef de police.
M. ROUSSEL Yoann, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. SAULNIER Timothé, gardien de la paix.
M. SCHOEPFF-MEYER François, adjudant, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. SCHUVER François, gardien de la paix.
M. SENEQUE Bertrand, capitaine, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. SERY Vincent, gardien de la paix.
M. SICARD Bertrand, gardien de la paix.
M. SPAGNESI Valentin, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. STEMPEL Sébastien, capitaine, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. SURCIN Nicolas, gardien de la paix.
M. THO Olivier, gardien de la paix.
M. TOMI Paul-Antoine, commissaire divisionnaire de police.
M. VAULTRIN Aldric, sergent, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. VIALA Yann, gardien de la paix.
M. VOGEL Vincent, gardien de la paix.
M. WASKO Michel, gardien de la paix.
M. YOSLE Damien, gardien de la paix.

Échelon bronze

M. AGRICOLE Karl, gardien de la paix.
M. ALLICHE Sidali, gardien de la paix.
M. ALVES Michaël, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. AMAURY Guillaume, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. ARNAUDIES Mikhaïl, gardien de la paix.
M. ARROYO Jimmy, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. ATANGANA YENE Joseph, gardien de la paix.
M. AUBRY-LECOMTE Romain, lieutenant de 1^{re} classe de sapeurs-pompiers professionnels.
M. AUCHEDÉ Nicolas, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
Mme AUDRA Marilyne, caporale, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. AYOUL Romain, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BA Yaya, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BAH Abdoulaye, sapeur, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BALANQUEUX Olivier, gardien de la paix.
M. BARREAU Louis-Gabriel, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BART Benjamin, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BASLE Madalen, gardien de la paix.
M. BATRANCOURT Sébastien, adjudant-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BECHTEL Joris, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BELARD Antoine, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BELLESOEUR Maxime, sapeur, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BELLO Didier, gardien de la paix.
M. BENALI Abdel, sergent-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

M. BERCHE Maxime, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BERNARD Adrien, capitaine, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BERTRAND Christophe, sergent, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BERTRAND Vincent, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BESSET Antoine, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BIARD Mickaël, adjudant de sapeurs-pompiers professionnels.
M. BIELAWSKI Christophe, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BIENAIME Gérard, gardien de la paix.
M. BIS Théo, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BISCAY Yohan, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BISCHOFF Nicolas, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BLAINEAU Benjamin, gardien de la paix.
M. BLAISE Lucas, sergent, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BLONDEAU Claude, conducteur.
M. BOHN Maxime, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BOISEL Ludgy, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BOISGARD Sébastien, capitaine, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BOITIER Rémy, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BOIVIN Frédéric, sergent, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BONAMOUR Alexandre, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BONHOMEAU Thierry, adjudant-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BONVARLET Emmanuel, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BORDIER Boris, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BOSQUET Christophe, brigadier-chef de police.
M. BOUCHER Stevie, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BOUGUERRA Hakim, sapeur, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BOUILLON Stéphane, gardien de la paix.
M. BOUILLOT Thomas, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BOULADE Pierre, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BOULAY Guillaume, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BOULAYE Guillaume, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BOURCEY Lionel, lieutenant de 1^{re} classe de sapeurs-pompiers professionnels.
M. BOURDON Alex, gardien de la paix.
M. BOUYSSOU Guillaume, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BOUZIN Thomas, gardien de la paix.
M. BOZEC Loïc, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
Mme BRAMI Élise, médecin, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BRANCO Alain, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
Mme BRASIER Isabelle, gardienne de la paix.
M. BRICO Tony, sergent-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BROSSARD Frédéric, sapeur, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BRUGIÉ Théo, sapeur, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BRUNET Vincent, capitaine, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. BUCHHOLZ Kevin, sapeur, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
Mme BUESSARD Elise, agente contractuelle de catégorie A.
M. BUI TRONG Vincent, commissaire divisionnaire de police.
M. BURLAUD Richard, sergent-chef de sapeurs-pompiers professionnels.
M. CAILLE Joranne, sapeur, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. CALMEAU Grégoire, sapeur, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. CAMUS Clément, gardien de la paix.

M. CANNIZZO Enzo, sapeur, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. CAPPELLARI Christophe, sergent-chef de sapeurs-pompiers professionnels.
M. CAPPELLETTI Brice, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
Mme CARDON Virginie, sapeuse de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. CARLIER Antoine, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. CARLIN Grégory, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. CARRÉ Romaric, sergent-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. CARREIN Kévin, capitaine, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. CASTRO Samuel, médecin, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. CATALA Cyrille, capitaine, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. CAZEILLES Matthias, gardien de la paix.
M. CENRAUD Anthony, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. CERVERA Vincent, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. CHALOYARD David, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. CHANTREL Benjamin, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. CHARBONNEAU Maël, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. CHARPENTIER Clément, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. CHARRIER Etienne, brigadier de police.
M. CHATILLON Aurélien, gardien de la paix.
M. CHAUVIN Julien, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. CHAUVIN Mickaël, sergent, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. CHIQUET Hugo, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
Mme CHOCHOY Anaïs, gardienne de la paix.
M. CINIER Laurent, major de police.
M. CLAIRET Benoît, adjudant-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. CLEMMER Steve, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. CLERC Benjamin, sergent, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. CLINQUART Frédéric, adjudant de sapeurs-pompiers professionnels.
M. COCAGNE Sébastien, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. COLAS Benjamin, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. COLLE Philippe, capitaine de police.
M. COLOMÉRA Mickaël, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. COMTE Sébastien, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. CONJEAUD Benjamin, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. CORDELLE Arnaud, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. CORNET Pierre-Alexandre, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
Mme CORNU Nathalie, commandante de police.
M. COUDERT Théo, gardien de la paix.
M. COURBEBASSE Jean, lieutenant, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. COURCHAY Julien, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. COUSIN Steve, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. COUTARD Nicolas, sapeur, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. CRESPIN Christophe, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. CROSNIER Guillaume, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. CUGNET Nicolas, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. CUIRASSIER Kenny, gardien de la paix.
M. DAFLON Olivier, commandant divisionnaire fonctionnel de police.
M. DAGRY Marc, adjudant, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. DAL NEGRO Benoît, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. D'ANGELO Antonio, brigadier-chef de police.

M. DANTAN Jérémy, sapeur, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
Mme DARRY Jennifer, caporale, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. D'ASTORG Olivier, lieutenant-colonel, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. DE GÈRES Édouard, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. DE GEYER D'ORTH Guillaume, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. DEBACKER Florent, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. DEFEYER Guillaume, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. DEGRAS Armand, brigadier de police.
M. DEKEISTER Perrick, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. DELACOUR Steven, gardien de la paix.
M. DELAMARE Paul, gardien de la paix.
M. DEMOY Yvon, adjudant-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. DEVINE Benjamin, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
Mme DIARRA Bantan, sergente, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. DIAS MEIRINHO Nicolas, adjudant, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. DIBLAR Nicolas, brigadier-chef de police.
M. DINTRAS Stéphane, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. DO NASCIMENTO Patrick, gardien de la paix.
M. DOEUVRE Antoine, gardien de la paix.
M. DOS SANTOS Quentin, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
Mme DOUET Bénédicte, sergente-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. DUBIEF Tanguy, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. DUCAROUGE Kévin, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. DUCOIN Anthony, gardien de la paix.
M. DUCROCQ Tony, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. DUFAY Sébastien, gardien de la paix.
M. DUPONT Étienne, gardien de la paix.
M. DUPUY Sébastien, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. DURAND Antoine, sapeur, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. DUROUET Laurent, capitaine, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. DUSSERRE Nicolas, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. DUTHEIL Vincent, sergent, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. DUVERGNE Quentin, sapeur, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. EGAUX Anthony, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. EL MELAÏCH Julien, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. EVRARD Sébastien, sergent-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. FABRE Olivier, major de police à l'échelon exceptionnel.
M. FAIRIER Flavien, gardien de la paix.
M. FALGAREIRO Nicolas, gardien de la paix.
M. FAUCON Valentin, lieutenant, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. FAYARD Quentin, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. FÉRET Nicolas, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. FICHET Jocelyn, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. FISCHER David, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. FISCHER Théo, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. FLACHAT Hugo, sapeur, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
Mme FLAHAUT Nathalie, brigadière de police.
M. FLATRES Alexis, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. FLYE SAINTE MARIE Jean, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. FOUCAULT Julien, sergent, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

M. FOWEL Trady, sapeur, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. FRANCE Ludovic, brigadier-chef de police.
M. FRATTINI Benoît, médecin chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. FRAUMONT Tom, volontaire service civique, brigade de sapeurs-pompiers de Paris
M. FULMAR Thierry, gardien de la paix.
M. FUMA Ludovic, brigadier-chef de police.
Mme GABOUR Fatima, commissaire de police.
M. GACHON Damien, gardien de la paix.
M. GAGLIANO Robin, capitaine, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. GALASSI Julien, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. GALLOIS Cédric, brigadier-chef de police.
M. GANAYE Nicolas, adjudant-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. GASCHET Vincent, adjudant-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. GASSIN David, sergent-chef de sapeurs-pompiers professionnels.
M. GASTALDELLO Pierre, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. GAUTHIER Hervé, sergent, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. GAUTTIER Alexandre, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. GAY Alexandre, sergent, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. GAYDIER Thomas, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. GELLY Samuel, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. GEORGET Julien, gardien de la paix.
M. GERVAIS Steve, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. GIRARD Benjamin, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. GIRAUD Yohan, sapeur de 1^{re} classe de sapeurs-pompiers professionnels.
M. GOBILLARD Mattys, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
Mme GODEFROY Anne, sergente-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
Mme GOSSET Anne-Charlotte, gardienne de la paix.
Mme GOUPIL Bérandère, adjointe au chef de la communication.
M. GOURDET David, adjudant de sapeurs-pompiers professionnels.
M. GOYAT Davy, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
Mme GRANDEMANGE Angélique, caporale-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. GREGORIO DE JESUS Mathieu, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. GRESSARD Sébastien, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. GROGNOU Calvin, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. GRUENENBERGER Victor, sapeur, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. GUERREAU Jérôme, sous-préfet, chef de cabinet.
M. GUERRIER Paul, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. GUILBAUDAUD Rémi, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. GUILLOU Anthony, gardien de la paix.
M. GUYADER Jérôme, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. GUYON Dylan, sapeur, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. HAGNERE Xavier, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. HAIDAR Alexandre, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. HALLOUIN Sébastien, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. HAMMAMI Yacine, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
Mme HARANT Alexia, gardienne de la paix.
M. HARDY Julien, capitaine, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. HEGENHAUSER Julien, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. HENIN Damien, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. HÉRUPÉ Freddy, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

M. HIBERT Philippe, gardien de la paix.
M. HILDEBRANDT Jonathan, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. HILLAIRES Franck, brigadier-chef de police.
M. HOLTZER Chris, sapeur, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. HUREZ Jonathan, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. IDIR Dejffry, sapeur, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. INGOLD Hervé, brigadier de police.
M. JACOB Kévin, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. JACQUEMART Thomas, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. JACQUES Arnaud, gardien de la paix.
M. JACQUET Chavane, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. JALLOT Marc, gardien de la paix.
M. JANON Nicolas, gardien de la paix.
M. JONNEAUX Loïc, major de police.
M. KEDZIOR Antoine, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. KERMORGANT Savinien, gardien de la paix.
M. KHÉDIME Samy, sergent-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. KLETZEL Thomas, gardien de la paix.
M. KOPP Martin, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. KRASNOV Alexis, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. KUHM Ithiel, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. LACOSTE Romain, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. LAFORÊT Axel, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
Mme LAGRANGE Audrey, gardienne de la paix.
M. LAGUIN Laurent, sergent-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
Mme LAHELLEC Jessica, caporale, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. LAIMECHE Karim, major de police.
M. LAINO Angelo, sergent, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. LAJOIE Quentin, lieutenant, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. LAMBERTON Christopher, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. LAMOTTE Anthony, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. LAMOUILLE Clément, lieutenant, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. LANARI Yohan, sergent-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. LANAUD Éric, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. LANCO Jérôme, gardien de la paix.
M. LANG Romain, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. LAURENT Olivier, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. LAVASTRE Valentin, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. LAW-THO Ludovic, gardien de la paix.
M. LAZEWSKI Robin, gardien de la paix.
M. LE BAIL Mickaël, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. LE BORGNE Nicolas, commandant divisionnaire fonctionnel de police.
M. LE GALL Loïc, capitaine de sapeurs-pompiers volontaires.
M. LE GALL Nicolas, gardien de la paix.
M. LE LIBOUX François, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. LE TIEC Thomas, caporal de sapeurs-pompiers professionnels.
M. LEBEAU Julien, gardien de la paix.
M. LEBRAS-CUISSARD Maxime, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. LECLERC Thomas, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. LEDIEU Lionel, gardien de la paix.

M. LEFEBVRE Michaël, sergent-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
Mme LEGHROUSSI Monia, gardienne de la paix.
M. LEJEUNE Sébastien, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. LEMAIRE Rémi, sergent-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. LEMOINE Jérôme, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. LEMOINE Pierre, sergent, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
Mme LEMOS Céline, caporale-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. LEPAGE Sébastien, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. LESIEUR Xavier, brigadier-chef de police.
M. LEVASSEUR Geoffrey, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. LEVEQUE Christophe, brigadier-chef de police.
M. LIENARD Thomas, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. LIMOSIN Yann, gardien de la paix.
Mme LONGY Camille, sapeure, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. LOOCK Franck, brigadier de police.
M. LORMEAU Damien, sergent, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. LOUET Cyril, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. LOUSTAUD Arnaud, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. LOZACHMEUR Rodolphe, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. LUCAS Guillaume, sergent-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. LUXEMBOURGER Hervé, commissaire divisionnaire de police.
M. MACÉ François, sergent, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. MAILLOT David, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. MAJOKKO Frédéric, gardien de la paix.
M. MAMELIN Nicolas, sergent, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. MANCHION Steeve, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. MARC Benoît, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. MARCHAND Christopher, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. MARCK Ludovic, sergent-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. MARGANI Mathieu, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. MARIÉ Julien, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. MARKIEWIEZ Pierre, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. MARTINEZ Lucas, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. MARTINEZ Nicolas, sergent, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. MASSARDIER Hugo, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. MASTROIANNI Daniel, gardien de la paix.
M. MATHIEU Yvan, adjudant-chef de sapeurs-pompiers professionnels.
M. MAUDUIT Grégory, sergent, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. MEGHIT Samy, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. MEJEAN Romain, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. MELE Loïc, gardien de la paix.
M. MÉLIÈRE Florian, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. MELINETTE Randy, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. MENAL Valéry, gardien de la paix.
M. MENARD Matthieu, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. MERLAN Thomas, sergent, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. MERLIER Nicolas, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. METAIS Guillaume, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. MEUNIER Gilles, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. MICHEL Florent, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

M. MICHON Damien, gardien de la paix.
M. MILIC Dalibor, gardien de la paix.
M. MILLEREAUX Antoine, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. MILLET Geoffrey, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. MINCK Julien, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. MORE Guillaume, gardien de la paix.
M. MORINEAU Carl, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. MORONI Marc, adjudant, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. MOTELET Pierre, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. MOUGNARD Alexandre, sapeur, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. MOULIN Thomas, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. MOUTIER François-Xavier, gardien de la paix.
M. MOYA Joffrey, gardien de la paix.
M. MUNOZ Cédric, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. NADAUD Pierre, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. NERON Rodolphe, adjudant-chef de sapeurs-pompiers volontaires.
M. NIEZGOCKI Alexandre, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. NOGRET Adrien, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. NORMAND Kevin, gardien de la paix.
Mme NOTTEBAERT Estelle, sapeuse de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. NOURRY Dylan, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. OHANESSIAN Luc, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. ONILLON Laurent, capitaine, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. OUAIL Kamel, conducteur.
M. OZTURK Mikaël, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. PAGEOT Allan, sergent, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. PAQUEREAU Emmanuel, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. PAQUEREAU Samuel, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. PARETI Romain, gardien de la paix.
M. PARTEL Youri, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. PASCOAL Emerson, sergent, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. PATRON Jonathan, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. PAUL Benoît, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. PÉCHARD Sébastien, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. PECQUEUX Romain, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. PELOUIN Anthony, adjudant-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. PÉPIN Thibault, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. PICAULT Johan, sergent-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. PICHON Julien, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. PILI Anthony, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. PINCHOT Ilovan, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. PLASSART Romain, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. PLISSONNEAU Johan, sapeur, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. POMEL Didier, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. PONSON Clément, sergent, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. POUGEON Jean-Benoît, sergent, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. PREVOST Pascal, conducteur.
M. PREVOST Romain, gardien de la paix.
M. PREVOST Romain, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. PRINET Eddy, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

M. PROUST Tony, sergent-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. PROVOST Pierre-Yves, gardien de la paix.
M. PRUDOME Gaëtan, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. PUCHOL David, adjudant-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. PUJOL Aurélien, gardien de la paix.
M. RAFFENNE Cédric, brigadier de police.
M. RECCO Stéphane, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. RECORDEAU Axel, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. REDDAF Jonathan, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. REDOULOUX Fabien, gardien de la paix.
M. REMISE Charly, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. REMY Louis-Marie, capitaine, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. REQUIN Ronald, gardien de la paix.
M. REVEL Alexandre, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. RIBEIRO Philippe, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. RIBERE Julien, brigadier de police.
M. RICHARD Thomas, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. RICARDEAU Gilles, lieutenant de 2^e classe de sapeurs-pompiers professionnels.
M. RMINECHE Jamal, gardien de la paix.
M. ROCHE Steve, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. RODRIGUEZ Jean-Marie, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. RODRIGUEZ Tanguy, sapeur, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. ROUGIER Adrien, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. ROUSSEAU Adrien, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. ROUSSEAU Jérémie, gardien de la paix.
M. ROUSSEL Kevin, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. ROUY Pierre, gardien de la paix.
M. ROY Alexis, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. ROY Tristan, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. ROYER Maxime, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
Mme ROYERE Cécile, sergente, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. RUELLAN François, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. RUIZ Yannick, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
Mme SADI-WAFI Sarah, volontaire service civique, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. SANTI Frédéric, gardien de la paix.
M. SAOUDI Mathieu, gardien de la paix.
M. SARCIAUX Nicolas, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. SAUSSEREAU Arnaud, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. SAVINO Jonathan, gardien de la paix.
Mme SCANNAVINO Marine, médecin principal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. SCHNOEBELN Josias, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. SCHOSSELER Eric, brigadier de police.
M. SEALE Nicolas, sergent, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. SEGARD Julien, gardien de la paix.
M. SÉGUINEAU Édouard, médecin, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. SEIGNEURET Damien, caporal de sapeurs-pompiers professionnels.
M. SEKULOSKI Jovan, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. SELLIER Jérémy, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. SERDA Loïc, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. SERFATY Mickaël, sergent-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

M. SERT Mikaël, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. SEVESTRE Paul, sergent, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. SIFUENTES Loïc, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. SIRI Tristan, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. SKOWRONEK Alexis, lieutenant, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. SOMOROWSKI Jonathan, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. SONNTAG Jérôme, lieutenant, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. SOULAIN Antoine, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
Mme SQUIBAN Mathilde, caporale, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. ST MARTIN Patrice, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. STERN Arnaud, brigadier-chef de police.
M. SURIN Olivier, chef de bataillon, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
Mme SUTTER Ariane, caporale, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
Mme TETYCZKA Sonia, gardienne de la paix.
M. THEROND Alix, sapeur, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. THÉRY Julien, sapeur, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. THEUX Jimmy, sapeur, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. THIMOTHÉ Fabien, sergent-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. THOMAS Axel, sapeur, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. THOMAS Christopher, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. THOMAS Damien, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. THOMAS Marcel, brigadier-chef de police.
M. THORET Jean-Vincent, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. THOURET Denis, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. TORTORICI Romain, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. TOUROUDE Guillaume, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. TRIBOTTE Kévin, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. TUIPUA Alexandre, gardien de la paix.
M. ULL Vincent, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
Mme VALLAR Laëtitia, cheffe du service de la communication.
Mme VALLET Emilie, gardienne de la paix.
M. VALLET Brice, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. VALLET Romain, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. VALLOT Dorian, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. VANHEE Gauthier, gardien de la paix.
M. VAUCELLE Frédéric, major, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. VENOT Steve, adjudant de sapeurs-pompiers volontaires.
M. VERDIERE Vincent, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. VERDIN Maxime, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. VERMESSE Emmanuel, adjudant-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. VERMEULEN Jérémy, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. VÉRY Ludovic, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. VIBERT Adrien, sergent, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. VILLEGAS Baptiste, caporal, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
Mme VILLERONCE Sandra, gardienne de la paix.
M. VINCELOT Guillaume, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. VINCENT Franck, sergent de sapeurs-pompiers professionnels.
M. VINEL Francois-Xavier, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. VITRE Sébastien, gardien de la paix.
M. VOGIN-PIGNAULT Mickaël, sapeur de 1^{re} classe, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

Mme VUILLIN Sandrine, sergente, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. WALLET Christophe, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. WREDÉ Sébastien, sergent-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
M. YEPES Pierre, gardien de la paix.
M. ZION Frédéric, caporal-chef, brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 18 mai 2019.

CHRISTOPHE CASTANER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 4 juin 2019 portant attribution de la fourragère d'or
pour actes de courage et de dévouement**

NOR : INTK1915119A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le décret du 16 novembre 1901 modifié par le décret du 9 décembre 1924, fixant les récompenses honorifiques pour actes de courage et de dévouement;

Vu le décret 70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution des distinctions susvisées;

Vu l'arrêté du 14 juillet 2005 accordant des récompenses pour acte de courage et de dévouement au regard de l'engagement exceptionnel et le courage dont ont fait preuve les sapeurs-pompiers de Paris, parfois au péril de leurs vies, lors de l'incendie majeur de l'hôtel Paris-Opéra;

Vu l'arrêté du 26 mars 2019 accordant des récompenses pour acte de courage et de dévouement au regard de l'engagement exceptionnel et le courage dont ont fait preuve les sapeurs-pompiers de Paris lors des interventions majeures de la rue de Trévis, Paris 9^e arrondissement et de la rue Erlanger, Paris 16^e arrondissement;

Vu l'arrêté du 23 avril 2019 accordant des récompenses pour acte de courage et de dévouement au regard de l'engagement exceptionnel et le courage dont ont fait preuve les sapeurs-pompiers de Paris, parfois au péril de leurs vies, lors de l'incendie majeur de la cathédrale de Notre-Dame de Paris;

Vu l'arrêté du 3 juin 2019 relatif à la fourragère d'or pour actes de courage et de dévouement,

Arrête:

Article 1^{er}

La brigade de sapeurs-pompiers de Paris est autorisée à porter la fourragère d'or pour actes de courage et de dévouement.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 juin 2019.

CHRISTOPHE CASTANER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

**Décision n° 32374 du 29 avril 2019 portant attribution de la prime de haute technicité
aux sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1912366S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 54-539 du 26 mai 1954 modifié instituant une prime de qualification en faveur de certains officiers et militaires non officiers à solde mensuelle;

Vu le décret n° 2017-1005 du 9 mai 2017 portant diverses mesures d'amélioration de la condition du personnel militaire;

Vu l'instruction n° 31643/ARM/GEND/DPMGN/SDGP du 21 juin 2017 relative à l'attribution et au retrait de la prime de haute technicité pour les sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu la circulaire n° 63084/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOCSTAGN du 23 août 2018 relative à l'attribution et au retrait de la prime de haute technicité aux sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale au titre de l'année 2019;

Vu le bordereau d'envoi n° 91877/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOCSTAGN du 17 décembre 2018,

Décide:

Article 1^{er}

La prime de haute technicité est attribuée aux sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale, dont le nom figure ci-après, à compter du 1^{er} mai 2019.

Losson Laurent	NIGEND : 211 920	NLS : 8 066 545
Joyeux Virginie	NIGEND : 212 154	NLS : 8 066 976
Bouchet Virginie	NIGEND : 212 761	NLS : 8 063 656
Honoré Yvelise	NIGEND : 212 965	NLS : 8 067 371
Bercé Céline	NIGEND : 212 833	NLS : 8 067 427
Rouaud Élodie	NIGEND : 212 999	NLS : 8 067 406

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 29 avril 2019.

Pour le ministre et par délégation :
*Le général, adjoint au directeur
des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*
A. BROWAËYS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire –
Mme Fort (Caroline) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1910206S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 autorisant, au titre de l'année 2019, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu la liste du 13 février 2019 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours externe pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État au titre de l'année 2019,

Décide:

Article 1^{er}

Mme Caroline Fort est nommée attachée d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classée à l'échelon 1 (indice brut 441) à compter du 1^{er} mars 2019.

Article 2

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 3

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire –
M. Berginc (Anthony) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1910208S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides ;

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics ;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics ;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État ;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 autorisant, au titre de l'année 2019, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides ;

Vu la liste du 13 février 2019 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours externe pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État au titre de l'année 2019,

Décide :

Article 1^{er}

M. Anthony Berginc est nommé attaché d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classé à l'échelon 1 (indice brut 441) à compter du 1^{er} mars 2019.

Article 2

Compte tenu d'une durée d'ancienneté d'un an, un mois et quinze jours retenue au titre de services publics antérieurs, M. Anthony Berginc est classé, à compter de la même date, au 1^{er} échelon du grade d'attaché d'administration (indice brut 441) avec un an, un mois et quinze jours d'ancienneté conservée.

Article 3

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 4

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*

J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire –
Mme Malek-Stanians (Nanée) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1910210S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 autorisant, au titre de l'année 2019, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu la liste du 13 février 2019 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours externe pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État au titre de l'année 2019,

Décide:

Article 1^{er}

Mme Nanée Malek-Stanians est nommée attaché d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classée à l'échelon 1 (indice brut 441) à compter du 1^{er} mars 2019.

Article 2

Compte tenu d'une durée d'ancienneté d'un an et un mois retenue au titre de services publics antérieurs, de onze mois de service volontaire européen et d'un an de volontariat civil à l'étranger, Mme Nanée Malek-Stanians est classée, à compter de la même date, au 2^e échelon du grade d'attaché d'administration (indice brut 462) avec une ancienneté conservée d'un an onze mois et un jour.

Article 3

Compte tenu d'une ancienneté conservée d'un an onze mois et un jour dans le 2^e échelon, Mme Nanée Malek-Stanians est classée au 3^e échelon du grade d'attaché d'administration (indice brut 490), à compter du 30 mars 2019.

Article 4

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 5

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire –
Mme Lotrian (Marie) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1910211S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 autorisant, au titre de l'année 2019, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu la liste du 13 février 2019 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours externe pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État au titre de l'année 2019,

Décide:

Article 1^{er}

Mme Marie Lotrian est nommée attachée d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classée à l'échelon 1 (indice brut 441) à compter du 1^{er} mars 2019.

Article 2

Compte tenu d'une durée d'ancienneté d'un an et un mois retenue au titre de services publics antérieurs, Mme Marie Lotrian est classée, à compter de la même date, au 1^{er} échelon du grade d'attaché d'administration (indice brut 441) avec un an et un mois d'ancienneté conservée.

Article 3

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 4

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire –
M. Sellem (Victor-Alexandre) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1910213S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 autorisant, au titre de l'année 2019, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu la liste du 13 février 2019 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours externe pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État au titre de l'année 2019,

Décide:

Article 1^{er}

M. Victor-Alexandre Sellem est nommé attaché d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classé à l'échelon 1 (indice brut 441) à compter du 1^{er} mars 2019.

Article 2

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 3

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire –
M. Denys de Bonnaventure (Henry) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1910214S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 autorisant, au titre de l'année 2019, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu la liste du 13 février 2019 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours externe pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État au titre de l'année 2019,

Décide:

Article 1^{er}

M. Henry Denys de Bonnaventure est nommé attaché d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classé à l'échelon 1 (indice brut 441) à compter du 1^{er} mars 2019.

Article 2

Compte tenu d'une durée d'ancienneté d'un an, un mois et quinze jours retenue au titre de services publics antérieurs, M. Henry Denys de Bonnaventure est classé, à compter de la même date, au 1^{er} échelon du grade d'attaché d'administration (indice brut 441) avec un an, un mois et 15 jours d'ancienneté conservée.

Article 3

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 4

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*

J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire –
M. Jacquelin (Olivier) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1910215S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 autorisant, au titre de l'année 2019, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu la liste du 13 février 2019 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours externe pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État au titre de l'année 2019,

Décide:

Article 1^{er}

M. Olivier Jacquelin est nommé attaché d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classé à l'échelon 1 (indice brut 441) à compter du 1^{er} mars 2019.

Article 2

Compte tenu d'une durée d'ancienneté d'un an, six mois et quinze jours retenue au titre de services publics antérieurs, M. Olivier Jacquelin est classé, à compter de la même date, au 2^e échelon du grade d'attaché d'administration (indice brut 462) avec quinze jours d'ancienneté conservée.

Article 3

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 4

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire –
Mme Milliez (Tiphaine) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1910216S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 autorisant, au titre de l'année 2019, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu la liste du 13 février 2019 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours externe pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État au titre de l'année 2019,

Décide:

Article 1^{er}

Mme Tiphaine Milliez est nommée attachée d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classée à l'échelon 1 (indice brut 441) à compter du 1^{er} mars 2019.

Article 2

Compte tenu d'une durée d'ancienneté d'un an et vingt-six jours retenue au titre de services publics antérieurs et d'un an et deux mois de volontariat civil à l'étranger, Mme Tiphaine Milliez est classée, à compter de la même date, au 2^e échelon du grade d'attaché d'administration (indice brut 462) avec une ancienneté conservée de huit mois et vingt-six jours.

Article 3

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 4

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire –
Mme Reynier (Julie) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1910217S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 autorisant, au titre de l'année 2019, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu la liste du 13 février 2019 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours externe pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État au titre de l'année 2019,

Décide:

Article 1^{er}

Mme Julie Reynier est nommée attachée d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classée à l'échelon 1 (indice brut 441) à compter du 1^{er} mars 2019.

Article 2

Compte tenu d'une durée d'ancienneté de cinq mois et quatorze jours retenue au titre de services publics antérieurs, Mme Julie Reynier est classée, à compter de la même date, au 1^{er} échelon du grade d'attaché d'administration (indice brut 441) avec cinq mois et quatorze jours d'ancienneté conservée.

Article 3

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 4

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire –
Mme Labet (Marine) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1910218S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 autorisant, au titre de l'année 2019, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu la liste du 13 février 2019 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours externe pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État au titre de l'année 2019,

Décide:

Article 1^{er}

Mme Marine Labet est nommée attachée d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classée à l'échelon 1 (indice brut 441) à compter du 1^{er} mars 2019.

Article 2

Compte tenu d'une durée d'ancienneté d'un an et un mois retenue au titre de services publics antérieurs, Mme Marine Labet est classée, à compter de la même date, au 1^{er} échelon du grade d'attaché d'administration (indice brut 441) avec un an et un mois d'ancienneté conservée.

Article 3

Conformément aux dispositions de l'article 12 du décret du 23 décembre 2006 susvisé, Mme Marine Labet conserve, à titre personnel, le bénéfice d'un traitement correspondant à l'indice majoré 391 jusqu'au jour où elle bénéficiera, dans son nouveau grade, d'un traitement au moins égal.

Article 4

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 5

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire –
M. Lannaud (Damien) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1910219S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 autorisant, au titre de l'année 2019, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu la liste du 13 février 2019 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours externe pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État au titre de l'année 2019,

Décide:

Article 1^{er}

M. Damien Lannaud est nommé attaché d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classé à l'échelon 1 (indice brut 441) à compter du 1^{er} mars 2019.

Article 2

Compte tenu d'une durée d'ancienneté d'un an et un mois retenue au titre de services publics antérieurs, M. Damien Lannaud est classé, à compter de la même date, au 1^{er} échelon du grade d'attaché d'administration (indice brut 441) avec un an et un mois d'ancienneté conservée.

Article 3

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 4

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire –
Mme Lacan (Nina) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1910221S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 autorisant, au titre de l'année 2019, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu la liste du 13 février 2019 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours externe pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État au titre de l'année 2019,

Décide:

Article 1^{er}

Mme Nina Lacan est nommée attachée d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classée à l'échelon 1 (indice brut 441) à compter du 1^{er} mars 2019.

Article 2

Compte tenu d'une durée d'ancienneté de huit mois retenue au titre de services publics antérieurs, Mme Nina Lacan est classée, à compter de la même date, au 1^{er} échelon du grade d'attaché d'administration (indice brut 441) avec huit mois d'ancienneté conservée.

Article 3

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 4

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire –
Mme Esposito (Lily) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1911713S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 autorisant, au titre de l'année 2019, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu la liste du 13 février 2019 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours externe pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État au titre de l'année 2019,

Décide:

Article 1^{er}

Mme Lily Esposito est nommée attachée d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classée à l'échelon 1 (indice brut 441) à compter du 1^{er} mars 2019.

Article 2

Compte tenu d'une durée d'ancienneté d'un an un mois et sept jours retenue au titre de services publics antérieurs, Mme Lily Esposito est classée, à compter de la même date, au 1^{er} échelon du grade d'attaché d'administration (indice brut 441) avec un an un mois et sept jours d'ancienneté conservée.

Article 3

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 4

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire –
M. Hourdouillie (Matthias) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1911714S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 autorisant, au titre de l'année 2019, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu la liste du 13 février 2019 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours externe pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État au titre de l'année 2019,

Décide:

Article 1^{er}

M. Matthias Hourdouillie est nommé attaché d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classé à l'échelon 1 (indice brut 441) à compter du 1^{er} mars 2019.

Article 2

Compte tenu d'une durée d'ancienneté d'un an six mois et quinze jours retenue au titre de services publics antérieurs, M. Matthias Hourdouillie est classé, à compter de la même date, au 2^e échelon du grade d'attaché d'administration (indice brut 462) avec quinze jours d'ancienneté conservée.

Article 3

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 4

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire –
Mme Thélot (Anne-Andréa) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1911715S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 autorisant, au titre de l'année 2019, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu la liste du 13 février 2019 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours externe pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État au titre de l'année 2019,

Décide:

Article 1^{er}

Mme Anne-Andréa Thélot est nommée attachée d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classée à l'échelon 1 (indice brut 441) à compter du 1^{er} mars 2019.

Article 2

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 3

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire –
M. Varloteau (Gildas) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1911716S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 autorisant, au titre de l'année 2019, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu la liste du 13 février 2019 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours externe pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État au titre de l'année 2019,

Décide:

Article 1^{er}

M. Gildas Varloteau est nommé attaché d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classé à l'échelon 1 (indice brut 441) à compter du 1^{er} mars 2019.

Article 2

Compte tenu d'une durée d'ancienneté d'un an six mois et douze jours retenue au titre de services publics antérieurs, M. Gildas Varloteau est classé, à compter de la même date, au 2^e échelon du grade d'attaché d'administration (indice brut 462) avec douze jours d'ancienneté conservée.

Article 3

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 4

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire –
M. Morlat (Raphaël) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1911717S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 autorisant, au titre de l'année 2019, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu la liste du 13 février 2019 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours externe pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État au titre de l'année 2019,

Décide:

Article 1^{er}

M. Raphaël Morlat est nommé attaché d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classé à l'échelon 1 (indice brut 441) à compter du 1^{er} mars 2019.

Article 2

Compte tenu d'une durée d'ancienneté de sept mois et dix-neuf jours retenue au titre de services publics antérieurs, M. Raphaël Morlat est classé, à compter de la même date, au 1^{er} échelon du grade d'attaché d'administration (indice brut 441) avec sept mois et dix-neuf jours d'ancienneté conservée.

Article 3

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 4

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire –
M. Cochet (Valentin) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1911718S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 autorisant, au titre de l'année 2019, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu la liste du 13 février 2019 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours externe pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État au titre de l'année 2019,

Décide:

Article 1^{er}

M. Valentin Cochet est nommé attaché d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classé à l'échelon 1 (indice brut 441) à compter du 1^{er} mars 2019.

Article 2

Compte tenu d'une durée d'ancienneté d'un an et un mois retenue au titre de services publics antérieurs, M. Valentin Cochet est classé, à compter de la même date, au 1^{er} échelon du grade d'attaché d'administration (indice brut 441) avec un an et un mois d'ancienneté conservée.

Article 3

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 4

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire –
Mme Camus (Olivia) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1911719S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 autorisant, au titre de l'année 2019, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu la liste du 13 février 2019 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours externe pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État au titre de l'année 2019,

Décide:

Article 1^{er}

Mme Olivia Camus est nommée attachée d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classée à l'échelon 1 (indice brut 441) à compter du 1^{er} mars 2019.

Article 2

Compte tenu d'une durée d'ancienneté de deux mois et vingt-neuf jours retenue au titre de services publics antérieurs, Mme Olivia Camus est classée, à compter de la même date, au 1^{er} échelon du grade d'attaché d'administration (indice brut 441) avec deux mois et vingt-neuf jours d'ancienneté conservée.

Article 3

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 4

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire –
M. Fostinelli (Maxime) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1911720S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 autorisant, au titre de l'année 2019, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu la liste du 13 février 2019 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours externe pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État au titre de l'année 2019,

Décide:

Article 1^{er}

M. Maxime Fostinelli est nommé attaché d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classé à l'échelon 1 (indice brut 441) à compter du 1^{er} mars 2019.

Article 2

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 3

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire –
M. Marx (Alexandre) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1911721S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 autorisant, au titre de l'année 2019, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu la liste du 13 février 2019 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours externe pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État au titre de l'année 2019,

Décide:

Article 1^{er}

M. Alexandre Marx est nommé attaché d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classé à l'échelon 1 (indice brut 441) à compter du 1^{er} mars 2019.

Article 2

Compte tenu d'une durée d'ancienneté de deux mois et vingt-deux jours retenue au titre de services publics antérieurs, M. Alexandre Marx est classé, à compter de la même date, au 1^{er} échelon du grade d'attaché d'administration (indice brut 441) avec deux mois et vingt-deux jours d'ancienneté conservée.

Article 3

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 4

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire –
M. Alsaar (Sofiane) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1911722S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 autorisant, au titre de l'année 2019, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu la liste du 13 février 2019 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours externe pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État au titre de l'année 2019,

Décide:

Article 1^{er}

M. Sofiane Alsaar est nommé attaché d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classé à l'échelon 1 (indice brut 441) à compter du 1^{er} mars 2019.

Article 2

Compte tenu d'une durée d'ancienneté d'un an et un mois retenue au titre de services publics antérieurs, M. Sofiane Alsaar est classé, à compter de la même date, au 1^{er} échelon du grade d'attaché d'administration (indice brut 441) avec un an et un mois d'ancienneté conservée.

Article 3

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 4

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire –
Mme Sengers (Léa) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1911723S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 autorisant, au titre de l'année 2019, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu la liste du 13 février 2019 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours externe pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État au titre de l'année 2019,

Décide:

Article 1^{er}

Mme Léa Sengers est nommée attachée d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classée à l'échelon 1 (indice brut 441) à compter du 1^{er} mars 2019.

Article 2

Compte tenu d'une durée d'ancienneté de quatre mois et vingt-quatre jours retenue au titre de services publics antérieurs, Mme Léa Sengers est classée, à compter de la même date, au 1^{er} échelon du grade d'attaché d'administration (indice brut 441) avec quatre mois et vingt-quatre jours d'ancienneté conservée.

Article 3

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 4

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire –
M. Prunac (Vincent) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1911724S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 autorisant, au titre de l'année 2019, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu la liste du 13 février 2019 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours externe pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État au titre de l'année 2019,

Décide:

Article 1^{er}

M. Vincent Prunac est nommé attaché d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classé à l'échelon 1 (indice brut 441) à compter du 1^{er} mars 2019.

Article 2

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 3

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire –
Mme Sabre (Manon) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1911725S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 autorisant, au titre de l'année 2019, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu la liste du 13 février 2019 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours externe pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État au titre de l'année 2019,

Décide:

Article 1^{er}

Mme Manon Sabre est nommée attachée d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classée à l'échelon 1 (indice brut 441) à compter du 1^{er} mars 2019.

Article 2

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 3

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire –
M. Filoche (Mathias) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1911726S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 autorisant, au titre de l'année 2019, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu la liste du 13 février 2019 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours externe pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État au titre de l'année 2019,

Décide:

Article 1^{er}

M. Mathias Filoche est nommé attaché d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classé à l'échelon 1 (indice brut 441) à compter du 1^{er} mars 2019.

Article 2

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 3

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire –
Mme Mouret (Louise) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1911727S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 autorisant, au titre de l'année 2019, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu la liste du 13 février 2019 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours externe pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État au titre de l'année 2019,

Décide:

Article 1^{er}

Mme Louise Mouret est nommée attachée d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classée à l'échelon 1 (indice brut 441) à compter du 1^{er} mars 2019.

Article 2

Compte tenu d'une durée d'ancienneté d'un an quatre mois et six jours retenue au titre de services publics antérieurs, Mme Louise Mouret est classée, à compter de la même date, au 1^{er} échelon du grade d'attaché d'administration (indice brut 441) avec un an quatre mois et six jours d'ancienneté conservée.

Article 3

Compte tenu d'une ancienneté conservée d'un an quatre mois et six jours dans le 1^{er} échelon, Mme Louise Mouret est classée au 2^e échelon du grade d'attaché d'administration (indice brut 462), à compter du 25 avril 2019.

Article 4

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 5

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire –
Mme Fernandes (Carla) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1911728S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 autorisant, au titre de l'année 2019, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu la liste du 13 février 2019 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours externe pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État au titre de l'année 2019,

Décide:

Article 1^{er}

Mme Carla Fernandes est nommée attachée d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classée à l'échelon 1 (indice brut 441) à compter du 1^{er} mars 2019.

Article 2

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 3

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire –
M. Le Corre (Laurent) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1911729S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 autorisant, au titre de l'année 2019, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu la liste du 13 février 2019 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours externe pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État au titre de l'année 2019,

Décide:

Article 1^{er}

M. Laurent Le Corre est nommé attaché d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classé à l'échelon 1 (indice brut 441) à compter du 1^{er} mars 2019.

Article 2

Compte tenu d'une durée d'ancienneté de quatre mois et vingt-quatre jours retenue au titre de services publics antérieurs, M. Laurent Le Corre est classé, à compter de la même date, au 1^{er} échelon du grade d'attaché d'administration (indice brut 441) avec quatre mois et vingt-quatre jours d'ancienneté conservée.

Article 3

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 4

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire –
Mme Thomas (Violaine) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1911730S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 autorisant, au titre de l'année 2019, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu la liste du 13 février 2019 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours externe pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État au titre de l'année 2019,

Décide:

Article 1^{er}

Mme Violaine Thomas est nommée attachée d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classée à l'échelon 1 (indice brut 441) à compter du 1^{er} mars 2019.

Article 2

Compte tenu d'une durée d'ancienneté d'un an et un mois retenue au titre de services publics antérieurs, Mme Violaine Thomas est classée, à compter de la même date, au 1^{er} échelon du grade d'attaché d'administration (indice brut 441) avec un an et un mois d'ancienneté conservée.

Article 3

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 4

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire –
Mme Masini (Julia) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1911731S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 autorisant, au titre de l'année 2019, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu la liste du 13 février 2019 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours externe pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État au titre de l'année 2019,

Décide:

Article 1^{er}

Mme Julia Masini est nommée attachée d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classée à l'échelon 1 (indice brut 441) à compter du 1^{er} mars 2019.

Article 2

Compte tenu d'une durée d'ancienneté de dix mois et vingt-et-un jours retenue au titre de services publics antérieurs, Mme Julia Masini est classée, à compter de la même date, au 1^{er} échelon du grade d'attaché d'administration (indice brut 441) avec dix mois et vingt-et-un jours d'ancienneté conservée.

Article 3

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 4

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire – Mme Soarès Dos Ramos de Ceita-Jouin (Laura) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)

NOR : INTV1914151S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 autorisant, au titre de l'année 2019, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu la liste du 13 février 2019 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État au titre de l'année 2019,

Décide:

Article 1^{er}

Mme Laura Soarès Dos Ramos de Ceita-Jouin est nommée attaché d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classée à l'échelon 1 (indice brut 441) à compter du 1^{er} mars 2019.

Article 2

Compte tenu d'une durée d'ancienneté d'un an deux mois et vingt-trois jours retenue au titre de services publics antérieurs et de huit mois vingt-deux jours de volontariat civil à l'étranger, Mme Laura Soarès Dos Ramos de Ceita-Jouin est classée, à compter de la même date, au 2^e échelon du grade d'attaché d'administration (indice brut 462) avec une ancienneté conservée de cinq mois et quinze jours.

Article 3

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 4

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire –
Mme Henry (Clémence) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1914152S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 autorisant, au titre de l'année 2019, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu la liste du 13 février 2019 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État au titre de l'année 2019,

Décide:

Article 1^{er}

Mme Clémence Henry est nommée attachée d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classée à l'échelon 1 (indice brut 441) à compter du 1^{er} mars 2019.

Article 2

Compte tenu d'une durée d'ancienneté de deux ans huit mois et vingt-trois jours retenue au titre de services publics antérieurs, Mme Clémence Henry est classée, à compter de la même date, au 2^e échelon du grade d'attaché d'administration (indice brut 462) avec un an deux mois et vingt-trois jours d'ancienneté conservée.

Article 3

Conformément aux dispositions de l'article 12 du décret du 23 décembre 2006 susvisé, Mme Clémence Henry conserve, à titre personnel, le bénéfice d'un traitement correspondant à l'indice majoré 439 jusqu'au jour où elle bénéficiera, dans son nouveau grade, d'un traitement au moins égal.

Article 4

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 5

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire –
Mme Toureau (Estelle) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1914153S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 autorisant, au titre de l'année 2019, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu la liste du 13 février 2019 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État au titre de l'année 2019,

Décide:

Article 1^{er}

Mme Estelle Toureau est nommée attaché d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classée à l'échelon 1 (indice brut 441) à compter du 1^{er} mars 2019.

Article 2

Compte tenu d'une durée d'ancienneté de trois ans six mois et seize jours retenue au titre de services publics antérieurs, Mme Estelle Toureau est classée, à compter de la même date, au 3^e échelon du grade d'attaché d'administration (indice brut 490) avec une ancienneté conservée de seize jours.

Article 3

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 4

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire –
M. Andrews (Willy) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1914154S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 autorisant, au titre de l'année 2019, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu la liste du 13 février 2019 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État au titre de l'année 2019,

Décide:

Article 1^{er}

M. Willy Andrews est nommé attaché d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classé à l'échelon 1 (indice brut 441) à compter du 1^{er} mars 2019.

Article 2

Compte tenu d'une durée d'ancienneté d'un an et un mois retenue au titre de services publics antérieurs et de deux ans de volontariat civil à l'étranger, M. Willy Andrews est classé, à compter de la même date, au 2^e échelon du grade d'attaché d'administration (indice brut 462) avec une ancienneté conservée de un an et sept mois.

Article 3

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 4

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire –
Mme Le Calvé (Clélie) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1914155S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 autorisant, au titre de l'année 2019, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu la liste du 13 février 2019 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État au titre de l'année 2019,

Décide:

Article 1^{er}

Mme Clélie Le Calvé est nommée attachée d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classée à l'échelon 1 (indice brut 441) à compter du 1^{er} mars 2019.

Article 2

Compte tenu d'une durée d'ancienneté de neuf mois retenue au titre de services publics antérieurs et de deux ans de volontariat civil à l'étranger, Mme Clélie Le Calvé est classée, à compter de la même date, au 2^e échelon du grade d'attaché d'administration (indice brut 462) avec une ancienneté conservée d'un an et trois mois.

Article 3

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 4

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire –
M. Salondy (Thierry) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1914156S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 autorisant, au titre de l'année 2019, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu l'arrêté du 16 novembre 2018 portant reclassement de M. Thierry Salondy, gardien de la paix, 10^e échelon (indice brut 501 - indice majoré 432), à compter du 1^{er} janvier 2019,

Vu la liste du 13 février 2019 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État au titre de l'année 2019,

Décide:

Article 1^{er}

M. Thierry Salondy est nommé attaché d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classé à l'échelon 5 (indice brut 558) à compter du 1^{er} mars 2019, avec une ancienneté conservée de sept mois et huit jours.

Article 2

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 3

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire –
M. Forgereau-Dubuquoy (Jason) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1914157S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 autorisant, au titre de l'année 2019, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu l'arrêté du 29 mai 2018 portant avancement au 5^e échelon (indice brut 352- indice majoré 329) de M. Jason Forgereau-Dubuquoy, adjoint administratif, à compter du 1^{er} janvier 2019,

Vu la liste du 13 février 2019 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État au titre de l'année 2019,

Décide:

Article 1^{er}

M. Jason Forgereau-Dubuquoy est nommé attaché d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classé à l'échelon 1 (indice brut 441) à compter du 1^{er} mars 2019.

Article 2

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 3

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire –
Mme Martin (Mélanie) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1914158S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides ;

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics ;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics ;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État ;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 autorisant, au titre de l'année 2019, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides ;

Vu la liste du 13 février 2019 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État au titre de l'année 2019,

Décide :

Article 1^{er}

Mme Mélanie Martin est nommée attachée d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classée à l'échelon 1 (indice brut 441) à compter du 1^{er} mars 2019.

Article 2

Compte tenu d'une durée d'ancienneté de deux ans et vingt-et-un jours retenue au titre de services publics antérieurs, Mme Mélanie Martin est classée, à compter de la même date, au 2^e échelon du grade d'attaché d'administration (indice brut 462) avec une ancienneté conservée de six mois et vingt-et-un jours.

Article 3

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 4

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire –
Mme Pitty (Violaine) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1914159S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 autorisant, au titre de l'année 2019, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu la liste du 13 février 2019 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État au titre de l'année 2019,

Décide:

Article 1^{er}

Mme Violaine Pitty est nommée attachée d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classée à l'échelon 1 (indice brut 441) à compter du 1^{er} mars 2019.

Article 2

Compte tenu d'une durée d'ancienneté de deux ans quatre mois et vingt-quatre jours retenue au titre de services publics antérieurs, Mme Violaine Pitty est classée, à compter de la même date, au 2^e échelon du grade d'attaché d'administration (indice brut 462) avec une ancienneté conservée de dix mois et vingt-quatre jours.

Article 3

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 4

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 22 mai 2019 portant nomination en qualité d'attaché d'administration stagiaire –
Mme Nirenbold (Nathalie) (Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1914160S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 autorisant, au titre de l'année 2019, l'ouverture d'un concours externe et d'un concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu l'arrêté du 25 février 2019 portant titularisation de Mme Nathalie Nirenbold, secrétaire administratif de classe normale du ministère de la culture, 13^e échelon (indice brut 591 - indice majoré 498), à compter du 1^{er} septembre 2018;

Vu la liste du 13 février 2019 des candidats déclarés admis et inscrits sur la liste complémentaire à l'issue du concours interne pour le recrutement d'attachés d'administration de l'État au titre de l'année 2019,

Décide:

Article 1^{er}

Mme Nathalie Nirenbold est nommée attachée d'administration stagiaire à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classée à l'échelon 7 (indice brut 642) à compter du 1^{er} mars 2019, avec une ancienneté conservée d'un an et six mois.

Article 2

Conformément aux dispositions de l'article 12 du décret du 23 décembre 2006 susvisé, Mme Nathalie Nirenbold conserve, à titre personnel, le bénéfice d'un traitement correspondant à l'indice majoré 542 jusqu'au jour où elle bénéficiera, dans son nouveau grade, d'un traitement au moins égal.

Article 3

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits de personnel du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (comptes 1.11, 1.12 et 1.14).

Article 4

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 22 mai 2019 portant inscription au tableau d'avancement
au grade de commandant de la police nationale (année 2019)**

NOR : *INTC1910601A*

Le ministre de l'intérieur,
Vu le code de la sécurité intérieure ;
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, notamment les articles 56, 58 et 59 ;
Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;
Vu la loi n° 2015-912 du 24 juillet 2015 relative au renseignement, notamment l'article 8 ;
Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;
Vu le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 modifié fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;
Vu le décret n° 2005-716 du 29 juin 2005 modifié portant statut particulier du corps de commandement de la police nationale ;
Vu l'avis émis par la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps de commandement de la police nationale dans sa séance du 26 mars 2019 ;
Sur proposition du préfet, directeur général de la police nationale,

Arrête :

Article 1^{er}

Le tableau d'avancement au grade de commandant de police pour l'année 2019 est arrêté conformément à l'annexe ci-jointe.

Le tableau d'avancement au grade de commandant de police pour l'année 2019 des officiers affectés à la DGSJ fait l'objet d'un arrêté distinct non publié, conformément à l'article 8 de la loi n° 2015-912 du 24 juillet 2015 précitée.

Article 2

Le directeur des ressources et des compétences de la police nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur des ressources et des compétences
de la police nationale,*
G. CLÉRISSI

ANNEXE 1

LISTE UTILE

Avancement au grade de commandant de police au titre de l'année 2019

RANG	MATRICULE	NOM	PRÉNOM
1	694429	HECKMANN	Michel
2	694220	GUEY	Valéry
3	113295	RIGOLLE	Sabrina
4	120979	COLIN	Audrey
5	692608	GOY	Véronique
6	693014	DEPOORTER	Dominique
7	693530	JOUBERTON	Sandra
8	693872	BRANCO	Fabrice
9	486606	LECOINTE	Grégory
10	694647	PERSYN	Charles
11	693196	MALBREIL	Nathalie
12	693577	NABET	Bruno
13	693450	DEMONT	Nicolas
14	693875	BERTRAND	Mylène
15	694488	LAISNEY	Céline
16	694767	CAZI	Stéphanie
17	612599	MALEYRAT	Isabelle
18	693762	BUFFIN	Dominique
19	693640	BRIANT	Franck
20	461238	MONTMORENCY	Olivier
21	113478	CATALIFAUD	Eric
22	215880	TAIANI	Véronique
23	629817	NICOLAS	Christine
24	339836	BOURAT	Thierry
25	692664	GUEGUEN	Pierre
26	334082	HICHRI	Mounir
27	693451	ROBINOT	Stéphane
28	694636	LAGADIC	Morgan
29	113425	DELPEUT	Dimitri
30	691165	VINDRET	Philippe
31	691422	ROMAN	Fabrice
32	691396	MONOT	Marc
33	691926	PHILIPPEAU	François
34	691974	LACROIX	Sébastien
35	673076	AUBRY	Denis
36	584662	MARLIN	Patrice
37	692385	ETIENNEY	Franck
38	692567	AUFFRET	Christian
39	434369	LEGEARD	Sandra
40	279386	LE GUILLOUX	Jean-Bernard
41	645106	LELERRE	Eric
42	692941	WARME	David
43	644856	HENRY	Jérôme
44	693680	LANNO	Yves

RANG	MATRICULE	NOM	PRÉNOM
45	693309	DIVINE	Frédérique
46	693131	JOBERT	Fabien
47	693194	LEBEZ	Laurent
48	693351	BULTE	Bertrand
49	435453	ROUANET	Laurent
50	693193	ANGRAND	Anne-Sophie
51	693331	FICHAUX	Sandrine
52	693456	COUVREUR	Alexandra
53	693625	PERESSON	Nadia
54	444087	SAUVAGE	Patrice
55	693526	LACHAISE	Nicolas
56	693789	FAURE	David
57	693861	CHAPON	Laurent
58	693785	LORIDAN	Xavier
59	325552	COLLE	Philippe
60	693764	GRAIN	Stéphanie
61	439833	THIBAudeau	Thierry
62	694021	SALLES	Hélène
63	694217	DELEUZE	Frédéric
64	694099	LEGRAND	Mathieu
65	694241	CHAUSSEY	Carole
66	694168	HUSSON	Vincent
67	694264	BECHONNET	Jean-René
68	453538	CALLEWAERT	Frédéric
69	446686	METRARD	Olivier
70	450088	BOUREAU	Johann
71	453549	DUTERTRE	Christophe
72	451894	RANCE	Thomas
73	694692	POTEE	Cécile
74	445677	BOURDELLE	Robert
75	694773	BRUT	Renaud
76	694800	DEBARGE	Sébastien
77	477179	BERTHILLIER	Eric
78	694573	AUGAS	Marie-Ange
79	481357	MASINGUE	Virginie
80	454900	ROUX	Jean-Christophe
81	453037	LABRUYERE	William
82	694719	DICHE	Aurélien
83	113253	GRENIER	Valentine
84	473829	BORNON	Maxime
85	479458	BOUHELIER	François
86	113242	MÜNCH	Rémi
87	113247	ASENSI	Julie
88	121006	LE VAILLANT	Erwann
89	121015	LAGACHE	Jérôme
90	690894	TAVAN	Nicolas
91	425257	MARTINEZ	Jean-Pascal
92	691168	VIVIEN	Pascale
93	645328	AUCHER	Bertrand
94	612683	CARIO	Philippe
95	692036	HOTTE	Nicolas

RANG	MATRICULE	NOM	PRÉNOM
96	692835	GORENFLOT	Agnès
97	645074	FISCHER	Christian
98	692776	LEBRETON	Sylvène
99	692804	VALENTI	Fabienne
100	692922	GRANET	David
101	612691	DUMORTIER	Christophe
102	693188	BIEBER	Anne-Cécile
103	693361	ZOLTY	Déborah
104	693251	LASSALLE	Yves
105	693326	DUMAS-YGER	Michaël
106	442678	DE BACKER	Nicolas
107	693588	BOUTRY	Amandine
108	445287	MENARD	Sylvie
109	693689	JOSPIN	Stéphane
110	693584	ACEBES	Camille
111	468356	LE MAT	Christian
112	693511	CAZALENS	Ambre
113	474403	ROUCAN	Sébastien
114	693733	POTOT	Baptiste
115	936899	BERNARD	Elodie
116	694072	BRISSOT	Tatiana
117	693763	VERET	David
118	693712	BRUNET	Stéphane
119	439140	AGOSTINI	Antoine
120	694463	METAIRIE	Pierre
121	694407	DUSZYNSKI	Vincent
122	694410	TOULLEC	Philippe
123	694370	GRIFFON	Jonathan
124	449978	CHARDON	Sophie
125	439703	BODO	Olivier
126	694234	BRABANT	Alexandre
127	449518	COURTOIS	Florent
128	449303	CABANAT	Stéphane
129	694496	GAUTHIER	Renaud
130	694255	APELIAN	Grégory
131	694147	HUGUES	Vincent
132	694261	HAPIAK	Anthony
133	347348	TROTTET	Eric
134	694405	HOULLEMARE	Baptiste
135	479351	INIZAN	Alain
136	694867	DESMAISONS	Olivier
137	694571	BOURDON	Lucie
138	694872	FALGUERA	Carine
139	694612	HELSTROFFER	Sophie
140	694696	PEREIRA	Guillaume
141	346311	DUPAS	Olivier
142	353564	LE PENVEN	Gaël
143	694781	WITTEBROOT	Jérémy
144	694927	DUPIRE	Stéphanie
145	694675	CAPORUSSO	David
146	440133	BAQUE	Wilfrid

RANG	MATRICULE	NOM	PRÉNOM
147	113470	MONET	Jean-Rodolphe
148	340006	FLINOIS	Michel
149	113237	LATOIR	Nathalie
150	113455	CARRE	Julie
151	121048	DENOVAL	Vincent
152	441400	LENGAGNE	David
153	120925	CHESNY	Pierre
154	439737	DABITON	Cécile
155	693315	MONTCEL	Yannick
156	693504	DENOUVION	Laurent
157	694087	VICENTE	Joël
158	694176	DURAND	Natacha
159	113297	COURSODON	Xavier
160	693127	MIAUD	Jérôme
161	694269	REVERTER	Elsa
162	467979	JEAN	Florian
163	645340	BOISSEAU	Nathalie
164	453360	HAMEL	Mickaël
165	690438	FERNANDES	Avelino
166	690823	DELPHIN	Christian
167	690947	SANCHEZ	Catherine
168	691084	CECILIA	Jean-Daniel
169	691782	VALAX	Joël
170	691555	LE ROY	Pascal
171	691667	GIRAULT	Catherine
172	434391	LAFARGE	Valérie
173	434078	DUPERRAY	Xavier
174	692140	JOUAN	Sandrine
175	645059	DAS	Agnès
176	612906	SZTUKA	Michel
177	692309	VANDAMBOSSE	Pascal
178	692306	JOLY	Olivier
179	692558	ALLARD	Corinne
180	692698	DELANOIX-BRYERE	Dominique
181	692615	LOPEZ	Cyrille
182	692595	MACARY	Karen
183	584051	LEDUC	Jean-Michel
184	644892	MARTIN	Olivier
185	692982	LEFEBVRE	Nathalie
186	693080	BARDE	Jean-Philippe
187	692957	DEMAY	Christophe
188	692908	DAVID	Cédric
189	692948	FONTANA	Fabrice
190	693094	TALLEVAST	Jean-Christophe
191	693323	MENU	Guillaume
192	693355	CORNILLE	Fanny
193	693883	MERLE	Didier
194	693419	MARCILLAUD	Rémy
195	693467	GATIPON BACHETTE	Sophie
196	693540	HIAULT	Emmanuel
197	693515	VARANGOT	Bruno

RANG	MATRICULE	NOM	PRÉNOM
198	694068	STAMM	Estelle
199	693790	BERMONT	Sophie
200	693958	COLLIN	David
201	645201	GUILLAUMOT	Christophe
202	447881	ROCHEFORT	Pierrick
203	450420	POCHET	Stéphane
204	693822	EYRAUD	Magali
205	463337	BUTET	Bertrand
206	693902	SART	Mélanie
207	693716	LEVEQUE	David
208	694509	ROUSSEAU	Nicolas
209	694436	AGOSTINHO	David
210	432966	BARGE	Jean-François
211	694238	AUPY	Pierre-Olivier
212	694223	PLANCKE	Olivier
213	694254	BOUVARD	Valérie
214	694387	LOEWENGUTH	Nelly
215	694518	DELANGE	Virginie
216	694846	LARVOR	Olivier
217	694720	MARTINS	Brice
218	453240	FONTAIME	Romain
219	694740	BRUNETTO	Jean-Pierre
220	694870	ARNOULD	Candice
221	694688	MASSON	Sandrine
222	694772	HIBON	Jean-Michel
223	694531	JACQUELIN	Clotilde
224	694650	HOARAU	Laurent
225	694695	THIBAUT	Laure
226	694827	BETTINELLI	Stéfan
227	113291	BOMPARD	Franck
228	113286	VITIELLO	Laurent
229	458555	SCHMITT	Nicolas
230	691446	BERVILLER	Claude
231	692002	SELLIER	Elisabeth
232	437777	GRASSEGGIER	Angelo
233	693101	MAIX	Sandrine
234	439969	BALOCHE-ROUSSEAU	Emmanuel
235	693593	DUVIVIER	Nathalie
236	693621	ALBERT	Olivier
237	694035	GERMAIN	François-Xavier
238	693723	SCHMIDT	Franck
239	693814	ID ALI	Brahim
240	694418	COLOMBET	Romuald
241	448477	CORENFLOS	Christophe
242	694635	CHAMPIN	Stéphane
243	644715	CLEMENTEI	Laurent
244	644829	FERRANDIS	Fabien
245	693048	EYCHENNE	Sébastien
246	693314	MAGNIER	Luc
247	433910	COIRNOT	François
248	693702	RICQUEBOURG	Fabrice

RANG	MATRICULE	NOM	PRÉNOM
249	694286	BASTIEN	Grégory
250	694483	COINTEPAS	Christophe
251	691073	BITAUD	Xavier
252	691151	REMEAUD	Sylvie
253	673080	BRUNET	Alain
254	692529	PONNELLE	Régis
255	321889	TARANTINO	Jean
256	693970	VISCOT	David
257	447632	WAGNER	Régis
258	694581	DRUON	François
259	121045	VALETTE	Grégory
260	629859	BORNOT	Xavier
261	630212	LAMBERT	Marylène
262	690749	LETOUBLON	Olivier
263	583139	MENASSIEU	Philippe
264	690733	DUBUSSE	Dominique
265	690822	DELCAMBRE	Laurent
266	340278	CHERVET	Roland
267	691509	PUTOTO	Stéphane
268	691456	MAUREL	Marie-Line
269	691557	BORDAIS	Hervé
270	691768	DEBAENE	Laurent
271	691588	BLANC TRAVAILLON	Christian
272	347545	AUZERAY	André
273	341163	DHALLUIN	Michel
274	691886	FEBVREL	Olivier
275	691989	MONTCHAUD	Nelly
276	434271	LALANNE	Patrick
277	692078	GACHET	Marie-Christine
278	337552	BRUNSTEIN	Eric
279	692316	ZORN	Jérôme
280	612524	CHARPENTIER	Thérèse
281	692431	BETH	Stéphane
282	692403	SAPIN	Vincent
283	692361	VERA	Pierrick
284	692460	CHARDONNAY	David
285	692351	CHRISTOPHE	Corinne
286	692159	WERS	David
287	692238	MARLIN	Jean-François
288	692270	DE SOUZA	Emmanuel
289	692572	CORTES	Stéphane
290	692658	CACHAU	Gilles
291	692704	BAFFERT	Florence
292	692710	MOLLON	Olivia
293	692891	DUPIC	Stéphane
294	693023	FLUTTAZ	Hélène
295	438001	LORRAIN	Serge
296	644607	VAZ	Marcelin
297	644702	BROCK	Philippe
298	692935	FABREGOULE	Marie-Claude
299	645155	THEUILLERE	Rose-Marie

RANG	MATRICULE	NOM	PRÉNOM
300	693390	TIELES	Stéphanie
301	693307	ADREANI	Stéphane
302	693093	RENUART	Delphine
303	215925	PRADEL	Chantal
304	346383	POULHAZAN	Didier
305	693205	GUILLAMBERT	Erwan
306	693313	LE CORRE	Patrice
307	693232	BON	Nicolas
308	693121	ZAUGG	Gwenola
309	693576	CHOSSON	Estelle
310	443047	DUVAL	Anthony
311	693510	MULLER	Christophe
312	693453	LE BOUILL	Anne-Ael
313	693628	CURIAL	Guillaume
314	693400	MANTECON	Anthony
315	693636	VERDES	Frédéric
316	462453	OLIVARES	José
317	693592	BARTHOD	Cécile
318	693580	BLIVET	Hervé
319	471772	BONI	Jérôme
320	693726	MARREC	Anthony
321	461908	ROCHAS	Jacques-Olivier
322	693996	CARELLO	Céline
323	447421	SEVERINO	Frédéric
324	468393	SIMON	Arnaud
325	693868	EBLE	Cédric
326	693805	JAN	Christophe
327	693961	PANAGIOTOPOULOS	Eric
328	693986	REYNAUD	Céline
329	694080	NICOLAS	Delphine
330	693715	RENARD	Hugues
331	693954	DORIVAL	Karine
332	693907	PINEL	Laure
333	693760	PERE	Sophie
334	693808	PONCELET	Vanessa
335	693798	CIAPPARA	Vanessa
336	693838	FEREZOU	David
337	693719	HERMELIN	Benjamin
338	693654	RIGOUDY	Sonia
339	694062	GALFO	Bruno
340	481499	MATHIO	Fabien
341	694452	DILLER	Laurent
342	694112	BALLERAT	Yoann
343	694384	GAUTIER	Mathieu
344	694091	TEMOIN	Benjamin
345	441808	TUZII	Jean-Luc
346	694389	DARIET	Jérôme
347	338626	LELEU	Pascal
348	446271	DARDENNE	Didier
349	694224	NOTTE	Antoine
350	694412	OLIEU	Mickaël

RANG	MATRICULE	NOM	PRÉNOM
351	694178	JOSEPH	Denis
352	644877	LEBEL	Patrice
353	694170	FLOURY	Yannick
354	694279	SUTTER	Benoît
355	694259	JACQUEMOUD	Laëtitia
356	449415	TOR	Laurent
357	694228	BEN ABDESSELEM	Gaëlle
358	694365	LADVEZE	Boris
359	694352	LEROUX	Alexandre
360	464203	GOGOUA	Elisée
361	694430	DAGUET	Nicolas
362	482006	DJURIC	Dragan
363	694754	PROVOST	Julien
364	452925	WIDENT	Guillaume
365	694632	POUSEY	Aurélie
366	694835	ORIOLE	Sophie
367	694843	BOITARD	Anne-Lise
368	694716	L'HOTIS	Cathy
369	450873	GUIRAL	Vincent
370	694551	GOBEAU	Mikaël
371	694671	STEINMETZ	Christine
372	453741	LADOUSSE	Pierre
373	694874	AKKAR	Zara
374	694624	SALETTE	Nathalie
375	694806	FROMONT	Marie
376	113500	RAINIS	Amélie
377	481358	MEHAT	Bénédicte
378	440767	DEVAUX	Sophie
379	457159	TENIAS	Bertrand
380	470361	MOREL BIRON	Raphaël
381	341152	ANDRZEJEWSKI	Frédéric

ANNEXE 2

LISTE COMPLÉMENTAIRE

Avancement au grade de commandant de police au titre de l'année 2019

RANG	MATRICULE	NOM	PRÉNOM
1	215873	FOUSSON	René
2	680885	VELLARD	Philippe
3	448044	BRIAND	Jean-François
4	693661	BRUCHON	Stéphane
5	694046	PHILIPPE / MEURISSE	Christine
6	645453	VIGUIER	Jérôme
7	692504	LEPINE	Jérôme
8	441674	DURY	Didier
9	693441	QUIRIN	Jean-Charles
10	693744	LEBAS	Claire
11	694167	PEZET	Nicolas
12	475700	PARA	Sébastien
13	113273	MOALIC	Christelle
14	693768	LECAILLIER	Marielle
15	691493	MASSE	Isabelle
16	691524	GERARD	Christophe
17	692084	GENEVE	Hervé
18	582580	SPINA	François
19	693207	HASCOET / WACK	Marie-Hélène
20	693758	DEBROISE / DESJARDINS	Céline
21	694210	PATRIARCA	Rémi
22	694618	THOUARD	Nadège

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 22 mai 2019 portant inscription au tableau d'avancement
au grade de commandant divisionnaire de la police nationale (année 2019)**

NOR : INTC1911963A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la sécurité intérieure;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, notamment les articles 56, 58 et 59;

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu la loi n° 2015-912 du 24 juillet 2015 relative au renseignement, notamment l'article 8;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires;

Vu le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 modifié fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale;

Vu le décret n° 2005-716 du 29 juin 2005 modifié portant statut particulier du corps de commandement de la police nationale;

Vu l'arrêté du 9 mai 2017 fixant le nombre de commandants de police pouvant être promus au grade de commandant divisionnaire et le pourcentage des effectifs pouvant accéder à l'échelon spécial;

Vu l'arrêté du 9 mai 2017 fixant la liste des catégories de fonctions particulières en application de l'article 16 du décret n° 2005-716 du 29 juin 2005 modifié portant statut particulier du corps de commandement de la police nationale;

Vu l'avis émis par la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps de commandement de la police nationale dans sa séance du 26 mars 2019;

Sur proposition du préfet, directeur général de la police nationale,

Arrête:

Article 1^{er}

Le tableau d'avancement au grade de commandant divisionnaire de police pour l'année 2019 est arrêté conformément à l'annexe ci-jointe.

Le tableau d'avancement au grade de commandant divisionnaire de police pour l'année 2019 des officiers affectés à la DSGI fait l'objet d'un arrêté distinct non publié, conformément à l'article 8 de la loi n° 2015-912 du 24 juillet 2015 précitée.

Article 2

Le directeur des ressources et des compétences de la police nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur des ressources et des compétences
de la police nationale,*

G. CLÉRISSI

ANNEXE

LISTE UTILE

Avancement au grade de commandant divisionnaire de police au titre de l'année 2019

RANG	MATRICULE	NOM	PRÉNOM
1	628160	BENEDETTI	Yves
2	629384	OLLIVIER	Jean-Yves
3	644209	LORIOT	Pascal
4	644274	SAMAT	Christian
5	644169	HEDIN	Nicolas
6	629545	BELLOT	Mike
7	629916	FAYE	Serge
8	700920	GAUCHE	Xavier
9	700923	LABOUS	Hervé
10	630180	GENRE	Michel
11	630186	DELAPLACE	Valérie
12	700974	RECORD	Eric
13	690300	TALY	Françoise
14	690012	BABIN	Corine
15	690330	COULON	Catherine
16	690504	MARECHAL	Thierry
17	690718	BERGON	Jean-Marie
18	690698	LE PAPE	Véronique
19	690499	LINTILHAC	Rachèle
20	690654	CUVILLIER	Fabrice
21	690962	LAFFORGUE	Thierry
22	431019	LAHORE	Bruno
23	690903	BARANOWSKI	Bernard
24	690843	HERICHER	Loïc
25	215745	GASNIER	Fabrice
26	345987	SEGUY	Frédéric
27	342022	BALZER	Hubert
28	431443	BIDA	Mohamed
29	337771	DEBROWSKI	Philippe
30	691504	ROCARD	Laurent
31	433360	MOULIN	Pierre
32	343029	BLIN	Michèle
33	343064	SOUILLEUX	Sandrine
34	583635	CHARGELAIGRE	Patrick
35	347447	SAINT-JEAN	Max
36	343254	KERZULEC	Philippe
37	644955	TEDOLDI	Fabrice
38	691565	BEUVE	Cyrille
39	691564	STRUB	Anne
40	691646	ROUBAUD	Philippe
41	434368	LABBE	Isabelle
42	584266	SANHADJI	Mohamed
43	691933	ROUGEOT	Christophe
44	434216	MIRAGLIA	Alain

RANG	MATRICULE	NOM	PRÉNOM
45	691860	AGEORGES	Caroline
46	692038	LITTERST	Stéphane
47	691854	DUNY	Cyril
48	692020	CROIZET	Grégory
49	345301	ABDOUL	Azide
50	340668	FERRAS	François
51	692417	MARIA	Ludovic
52	692450	GALLET	Fabien
53	645049	CLEMENT	Lilian
54	437363	DECOSTER DUNY	Daphné
55	628808	BRONGNIART	Claude
56	644242	PAQUET	Didier
57	644263	RICHARD	Agnès
58	644302	WOROCH	Philippe
59	629801	VAISQUES	Dominique
60	630258	MORESK	Fabienne
61	630263	OLIE	Daniel
62	630150	DIONISI	Pascal
63	644549	PUECH	Philippe
64	700992	ERHARDY	Thomas
65	690552	SOULA	Frédéric
66	691013	CAMUS	Gilles
67	690978	DOUSSIN	Bruno
68	690942	POURRET	Evelyne
69	433498	MERCIER	Jean-Yves
70	612533	CONTAT	Thierry
71	691152	RIGAL	Stéphan
72	691344	CAREMANTRANT	Eric
73	337976	ARNOULD	Jean-Michel
74	691572	ROME	Cécile
75	346699	SIMON	Stéphane
76	933070	BELLEUT	Karine
77	612595	LEMAIRE	Laurent
78	692633	MARY	Olivier
79	692541	LEBEAU	Pierre-Yves
80	629770	ROPERS	Stéphane
81	629834	ALTER	Georges
82	691203	VOLLEREAU	Thierry
83	691552	BOUBEE	Arnaud
84	434728	CRISTOFORI	Philippe
85	690287	SCHIFFER	Philippe
86	691457	OBRY	Pierre
87	345749	GAUTHEUR	Jean-Jacques
88	691623	CHANTREUX	Catherine
89	644267	ROCHARD	Lionel
90	644074	ARENA	Thierry
91	644226	MOINET	Jean-Yves
92	629758	QUINT	François
93	629743	PELLETIER	Bruno
94	630326	WALLYN	Marlène
95	690263	POYOL	Hugues

RANG	MATRICULE	NOM	PRÉNOM
96	332331	DURAND	Simon
97	690448	GALABERT	Nathalie
98	690839	HAYAM	Bernard
99	691135	MIOSSEC	Catherine
100	215818	DE SEDE	Jean Marie
101	691699	GAT	Sabine
102	629951	LABORDE	Jean-Claude
103	690825	DE MISSOLZ	Sandrine
104	933310	GALY	Lysiane
105	690321	LEONARD	Jacques
106	690106	EUDOR	Bruno
107	584428	CONTAL	Jean-Pierre
108	691124	BARROUL	Annick
109	692040	MAUSSAN	Jean
110	628555	MONOLIN	Claude
111	628981	MELEARD	Philippe
112	628973	MASCARELLI	Bernard
113	628815	CARTANA	Patrick
114	628881	GARDON	Frédéric
115	629075	VERDE	Simon
116	629278	DUTHILLEUL	Pascal
117	629145	BARRERE	Marie-Pierre
118	629415	RODIER	Philippe
119	644073	ANISTEN	Patrick
120	644127	DEMEULEMEESTER	Marc
121	700797	BERGER	Patrick
122	629546	BENARD	Didier
123	629510	LEBLOND	Catherine
124	629579	CAZE	Christophe
125	629575	CANTINOLLE	Pascal
126	629936	GOMES	Gérard
127	629935	GLESS	Claude
128	629992	MICHELAT	Philippe
129	630054	TROHEL	Benoît
130	630148	DI EGIDIO	Jean-Pierre
131	630268	PALY	Charles
132	644575	WROBEL	Eric
133	644484	DUTLY	Laurence
134	690009	AUBERTIN	Claude
135	581469	GAUTIER	Luc
136	612620	MORVAN	Jacky
137	690617	MASCARO	Jean-Michel
138	690979	DOYEN	Patricia
139	325705	RAYNAL	Jean-Louis
140	340176	GUYOT	Béatrice
141	582647	METAIS	Didier
142	691157	SERE	Jean-Jacques
143	691236	PISTORESI	Christian
144	691286	FIGUIER	Claude
145	691348	COMBES	Philippe
146	582510	CURIAL	Roland

RANG	MATRICULE	NOM	PRÉNOM
147	691492	MARNIQUET	Laurence
148	215874	FRIEDRICH	Sylvain
149	692053	GENOUX	Eric
150	692124	DETONA	Muriel
151	937685	BRIVET	Stéphane
152	690167	KUBEC	François-Régis
153	645336	BERTRAND	Patrick
154	629507	BRUET	Véronique
155	690655	DELANNES	Guillaume
156	690924	FONTAINE	Eric
157	692191	CASTANET	Bertrand
158	700599	SAVARY	Michel

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 22 mai 2019 portant inscription au tableau d'avancement
à l'échelon spécial du grade de commandant divisionnaire de la police nationale (année 2019)**

NOR : INTC1911968A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la sécurité intérieure;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, notamment les articles 56, 58 et 59;

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu la loi n° 2015-912 du 24 juillet 2015 relative au renseignement, notamment l'article 8;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires;

Vu le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 modifié fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale;

Vu le décret n° 2005-716 du 29 juin 2005 modifié portant statut particulier du corps de commandement de la police nationale;

Vu l'arrêté du 9 mai 2017 fixant le nombre de commandants de police pouvant être promus au grade de commandant divisionnaire et le pourcentage des effectifs pouvant accéder à l'échelon spécial;

Vu l'avis émis par la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps de commandement de la police nationale dans sa séance du 26 mars 2019;

Sur proposition du préfet, directeur général de la police nationale,

Arrête:

Article 1^{er}

Le tableau d'avancement à l'échelon spécial du grade de commandant divisionnaire de police pour l'année 2019 est arrêté conformément à l'annexe ci-jointe.

Le tableau d'avancement à l'échelon spécial du grade de commandant divisionnaire de police pour l'année 2019 des officiers affectés à la DGSJ fait l'objet d'un arrêté distinct non publié, conformément à l'article 8 de la loi n° 2015-912 du 24 juillet 2015 précitée.

Article 2

Le directeur des ressources et des compétences de la police nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mai 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur des ressources et des compétences
de la police nationale,*

G. CLÉRISSI

ANNEXE

LISTE UTILE

**Avancement à l'échelon spécial de commandement divisionnaire de police
au titre de l'année 2019**

RANG	MATRICULE	NOM	PRENOM
1	628111	WIECZOREK	Patrick
2	628659	BOBIN	Sabine
3	700749	LELEU	Pierre
4	700810	LAFFOND	Olivier
5	630042	SAEILLES	Albert
6	630194	GUILBERT	Philippe
7	630261	NOBLES	Philippe
8	690241	NUTZ	Bertin
9	432635	DEICKE	Patrick
10	347468	BEUSQUART	Stéphane
11	328407	GAUTIER	Louis-Philippe
12	431496	PFISTER	Luc
13	630012	PERRIN	Yves
14	628210	FABRE	Alfred
15	629187	VERNE	Natalie
16	700961	EBEL	Benoît

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Normandie**Décision n° 14527 du 12 novembre 2018 portant promotion de sous-officiers de réserve
des groupements de gendarmerie départementale de la Seine-Maritime et de l'Eure**

NOR : INTJ1828030S

Le commandant de la région de gendarmerie de Normandie, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Seine-Maritime,

Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 14526 du 12 novembre 2018 (NOR : INTJ1828028S),

Décide:

Article 1^{er}*Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie*

Les adjudants-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade de major de réserve le 1^{er} décembre 2018:

Santerre Erick	NIGEND : 105 497	NLS : 9 590 202
Cauchois Yves	NIGEND : 103 556	NLS : 9 612 254

Les adjudants de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef de réserve le 1^{er} décembre 2018:

Deschamps Jean-Yves	NIGEND : 111 699	NLS : 9 594 606
Lerchundi Jérôme	NIGEND : 131 928	NLS : 9 604 794
Vila Alfredo	NIGEND : 123 160	NLS : 9 618 831
Poplu Fabien	NIGEND : 275 257	NLS : 9 604 301
Carpentier Michaël	NIGEND : 272 159	NLS : 9 560 153
Aubry Frédéric	NIGEND : 271 465	NLS : 9 574 563

Les maréchaux des logis-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant de réserve le 1^{er} décembre 2018:

Marnier Gilles	NIGEND : 119 348	NLS : 9 620 231
Chapelle Arnaud	NIGEND : 272 215	NLS : 9 521 455
Pénilleau Luc	NIGEND : 275 080	NLS : 9 581 607
Bellefontaine Jean-Luc	NIGEND : 122 013	NLS : 9 612 355
Millet Didier	NIGEND : 105 470	NLS : 9 612 220
Petit Gil	NIGEND : 140 016	NLS : 9 612 849
Pimouguet David	NIGEND : 193 069	NLS : 9 618 559

Les gendarmes de réserve dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef de réserve le 1^{er} décembre 2018:

Couturier Malik	NIGEND : 272 472	NLS : 9 574 571
Le Bars Yohann	NIGEND : 185 154	NLS : 9 574 081
Boukhedouni Nourredine	NIGEND : 271 906	NLS : 9 561 897
Ben Aïssa Laëtitia	NIGEND : 316 133	NLS : 9 590 399
Duhamel Cédric	NIGEND : 272 897	NLS : 9 574 586
Blainville Marc	NIGEND : 271 773	NLS : 9 561 428
Posier Xavier	NIGEND : 275 265	NLS : 9 580 308

Petit Tony	NIGEND : 321 407	NLS : 9 595 063
Dubuc Sébastien	NIGEND : 272 858	NLS : 9 561 499
Grancher Samuel	NIGEND : 273 407	NLS : 9 580 841

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 12 novembre 2018.

*Le général, commandant
la région de gendarmerie de Normandie,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Seine-Maritime,*
B. BRESSON

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie du Grand Est
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Est

Décision n° 40937 du 15 novembre 2018 portant promotion de sous-officiers de réserve des groupement de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges

NOR : INTJ1828054S

Le commandant de la région gendarmerie du Grand Est et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,
Vu le code de la défense;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 40930 du 15 novembre 2018 (NOR : INTJ1828052S),

Décide:

Article 1^{er}

Sous-officiers de réserve rattachés au corps des sous-officiers de gendarmerie

Les adjudants-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade de major de réserve le 1^{er} décembre 2018 :

Jeanmougin Michel	NIGEND : 112 206	NLS : 9 613 758
Feith Benoît	NIGEND : 267 790	NLS : 9 523 717

Les adjudants de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef de réserve le 1^{er} décembre 2018 :

Balmas Alain	NIGEND : 118 104	NLS : 9 620 957
Migliaccio Daniel	NIGEND : 269 598	NLS : 9 539 506
Banière Stéphane	NIGEND : 266 300	NLS : 9 537 425
Coliaux Frédéric	NIGEND : 267 173	NLS : 9 575 596
Graeff Jean-Pierre	NIGEND : 100 262	NLS : 9 591 882
Sicard Yannick	NIGEND : 270 736	NLS : 9 528 385

Les maréchaux des logis-chefs de réserve dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant de réserve le 1^{er} décembre 2018 :

Vallée Stéphane	NIGEND : 271 073	NLS : 9 533 963
Leblanc Francis	NIGEND : 269 042	NLS : 9 534 177
Loiseau Jean-Michel	NIGEND : 149 190	NLS : 9 594 106
Petrowski Alexandre	NIGEND : 270 094	NLS : 9 537 435
Régnier Frédéric	NIGEND : 270 330	NLS : 9 539 901
Bérille Christophe	NIGEND : 266 462	NLS : 9 538 578
Bressan Philippe	NIGEND : 113 494	NLS : 9 621 423
Gelly Jean-Louis	NIGEND : 139 760	NLS : 9 621 544

Les gendarmes de réserve dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef de réserve le 1^{er} décembre 2018 :

Antoine Patrice	NIGEND : 109 285	NLS : 9 620 841
Willème Eric	NIGEND : 114 041	NLS : 9 621 494
Soria Eric	NIGEND : 108 683	NLS : 9 618 175
Manderscheid André	NIGEND : 118 786	NLS : 9 623 761
Naour Loïc	NIGEND : 127 425	NLS : 9 621 499
Brébion Guy	NIGEND : 136 173	NLS : 9 621 061
Bena Olivier	NIGEND : 266 446	NLS : 9 523 433

Ausesky Philippe	NIGEND : 178 261	NLS : 9 542 102
Dohr Sébastien	NIGEND : 361 856	NLS : 9 618 192
Cattelain Patrice	NIGEND : 266 943	NLS : 9 577 636
Weber Philippe	NIGEND : 271 269	NLS : 9 577 807

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 15 novembre 2018.

Le général de corps d'armée
commandant la région de gendarmerie du Grand Est
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,
B. JOCKERS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

Décision n° 25159 du 29 mars 2019 portant ajournement dans le corps des sous-officiers de carrière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale au titre de l'année 2019

NOR : INTJ1909456S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier des corps des sous-officiers et officiers marins de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires engagés;

Vu l'arrêté du 2 décembre 2008 fixant, pour la gendarmerie nationale, la composition du conseil prévu à l'article 12 du décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier des corps des sous-officiers et officiers marins de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 20 décembre 2012 relatif à la détermination et au contrôle de l'aptitude médicale à servir du personnel militaire;

Vu l'arrêté du 12 septembre 2016 fixant les conditions physiques et médicales d'aptitude exigées des personnels militaires de la gendarmerie nationale et des candidats à l'admission en gendarmerie;

Vu la décision n° 13458/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOCSTAGN/SGP du 7 mars 2019 relative à la désignation des membres du conseil d'admission dans le corps des sous-officiers de carrière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale au titre de l'année 2019;

Vu l'instruction n° 56000 du 25 juin 2013 relative aux modalités d'admission dans le corps des sous-officiers de carrières autres que les majors des corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu la circulaire n° 39000/ARM/GEND/DPMGN/SDC/BFORM du 4 janvier 2018;

Vu la circulaire n° 68030/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOCSTAGN/SGP du 25 septembre 2018 relative aux modalités d'admission dans le corps des sous-officiers de carrière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale au titre de l'année 2019;

Vu le procès-verbal de la réunion du conseil chargé des propositions d'admission dans le corps des sous-officiers de carrière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale du 28 mars 2019,

Décide:

Article 1^{er}

Les sous-officiers dont le nom figure ci-après sont ajournés de l'admission dans le corps des sous-officiers de carrière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale jusqu'au 31 décembre 2019.

La production, jusqu'à cette date, d'une attestation de réussite au CCPM leur permettra de se voir délivrer une décision d'admission dans le corps des sous-officiers de carrière du CSTAGN.

Spécialité administration et gestion du personnel

Les maréchaux des logis-chef :

Collin Laëticia	NIGEND : 306 632
Derouard Céline	NIGEND : 204 515
Inama Coralie	NIGEND : 306 651
Kehlhoffner Marie-Gaëlle	NIGEND : 225 078
Leguelinel Céline	NIGEND : 215 694
Theil Mélanie	NIGEND : 241 596

Les maréchaux des logis :

Bidallier Amanda	NIGEND : 313 959
Boisnard Agnès	NIGEND : 240 119

Boulangier Caroline	NIGEND : 354 975
Chapelier Cyrielle	NIGEND : 229 374
Chapron Elodie	NIGEND : 340 462
Chave Jessica	NIGEND : 363 347
Cintas Kelly	NIGEND : 227 716
Claisse Maéva	NIGEND : 351 494
Douvier Valérie	NIGEND : 309 964
Fargis Floriane	NIGEND : 306 643
Favier Alexia	NIGEND : 247 733
Fréminet Sabrina	NIGEND : 302 649
Isidore Jérôme	NIGEND : 351 400
Jarraud Justine	NIGEND : 300 829
Lavenu Céline	NIGEND : 363 475
Lopès Anne-Sophie	NIGEND : 237 119
Mailhe Audrey	NIGEND : 323 209
Mandon Virginie	NIGEND : 244 086
Massol Florence	NIGEND : 351 460
Muller Valérie	NIGEND : 354 659
Nguyen Trong Tiep Prisca	NIGEND : 351 439
Oliva Vanessa	NIGEND : 224 196
Patou Florence	NIGEND : 302 040
Phommatha Sengmany	NIGEND : 216 067
Roche Stéphanie	NIGEND : 220 709
Roussey Alexandra	NIGEND : 207 852
Soudan Marie-Claude	NIGEND : 351 405
Thomas Claire	NIGEND : 351 397
Trucheur Baptiste	NIGEND : 363 472

Spécialité gestion logistique et financière

Les maréchaux des logis-chefes :

El Rhachi Oifae	NIGEND : 199 789
Huertas Angélique	NIGEND : 216 033
Nourtier Joëlle	NIGEND : 310 011
Perez Anaïs	NIGEND : 301 205

Les maréchaux des logis :

Briffot Nadège	NIGEND : 342 741
Brunner Aurélien	NIGEND : 310 049
Chamaison Emilie	NIGEND : 304 184
Ducoin Élodie	NIGEND : 220 813
Escaillas Eugénie	NIGEND : 205 437
Gensou Elodie	NIGEND : 336 121
Grussenmeyer Matthieu	NIGEND : 363 599
Guidici Matthieu	NIGEND : 343 215
Lacaton Pierre-Olivier	NIGEND : 354 657
Lison Aurélien	NIGEND : 213 682
Machane Danièle	NIGEND : 246 193
Ridjali Fouad	NIGEND : 304 573
Rouvray Alain	NIGEND : 243 790
Touvin Maïté	NIGEND : 246 204

Spécialité auto-engins blindés

Les maréchaux des logis :

Marcelino Anthony NIGEND : 247 868

Quenouillère Jonathan NIGEND : 228 983

Spécialité affaires immobilières

La maréchale des logis-cheffe :

Bressanelli Aline NIGEND : 221 022

Les maréchaux des logis :

Bourion Jean-Guillaume NIGEND : 363 444

Duflot Guillaume NIGEND : 363 594

Hodiesne Lucie NIGEND : 354 692

Hurez Damien NIGEND : 324 407

Maurice Angélique NIGEND : 363 586

Morin Emilie NIGEND : 243 265

Spécialité armurerie et pyrotechnie

Le maréchal des logis :

Cauliez François-Xavier NIGEND : 213 162

Spécialité restauration collective

La maréchale des logis-cheffe :

Choux Senie NIGEND : 309 957

Le maréchal des logis :

Mariema Frédéric NIGEND : 343 077

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 29 mars 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 28346 du 9 avril 2019 portant promotion
de sous-officiers de gendarmerie de la spécialité « montagne »**

NOR : INTJ1909646S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu la décision n° 88703 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1831933S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} mai 2019:

Guillon François NIGEND : 211 119 NLS : 8 066 341

Article 2

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} mai 2019:

Fulchic Julien NIGEND : 231 725 NLS : 8 078 746

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 avril 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général, sous-directeur
de la gestion du personnel,*

O. COURTET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale
de la gendarmerie nationale

Décision n° 28353 du 9 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie de la spécialité « systèmes d'information et de communication »

NOR : INTJ1909647S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu la décision n° 88987 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1831927S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} mai 2019 :

Pen Éric	NIGEND : 136 557	NLS : 5 324 173
Kervrann Jean-Yves	NIGEND : 140 122	NLS : 5 271 959

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} mai 2019 :

Laurent Frédéric	NIGEND : 173 092	NLS : 8 027 557
Rémy Mikaël	NIGEND : 177 579	NLS : 8 029 177

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} mai 2019 :

Arrosères Franck	NIGEND : 180 000	NLS : 8 029 702
Levallet Christophe	NIGEND : 174 150	NLS : 8 034 821
Loizel Philippe	NIGEND : 140 134	NLS : 5 323 269
Trouchaud Ludivine	NIGEND : 208 434	NLS : 8 050 672
Marty Jérôme	NIGEND : 163 349	NLS : 8 020 166
Robette Sébastien	NIGEND : 204 456	NLS : 8 055 316
Faure Frédéric	NIGEND : 168 072	NLS : 8 023 739
De Maesschalck Mickaël	NIGEND : 155 061	NLS : 8 012 434

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} mai 2019 :

Buffeteau Stéphane	NIGEND : 248 610	NLS : 8 089 763
Frébourg Kévin	NIGEND : 316 715	NLS : 8 110 893
Lefebvre Fabien	NIGEND : 302 347	NLS : 8 090 124

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 avril 2019.

Pour le ministre et par délégation :
*Le général, sous-directeur
de la gestion du personnel,*
O. COURTET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Bourgogne-Franche-Comté

**Décision n° 4863 du 10 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Doubs**

NOR : INTJ1909430S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Doubs,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 17111 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828649S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} mai 2019 :

Bovigny Emmanuel	NIGEND : 135 524	NLS : 5323 711
-------------------------	------------------	----------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} mai 2019 :

Nardin Éric	NIGEND : 195 769	NLS : 8047 963
--------------------	------------------	----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} mai 2019 :

Litaudon Nicolas	NIGEND : 239 268	NLS : 8087 313
Teiten Mathieu	NIGEND : 309 022	NLS : 8091 706
Even Nicolas	NIGEND : 239 758	NLS : 8087 732

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} mai 2019 :

Kaufman Anthony	NIGEND : 247 141	NLS : 8098 974
Juges Sylvain	NIGEND : 188 111	NLS : 8043 305
Diallo Arouna	NIGEND : 319 207	NLS : 8111 909
Forster Damien	NIGEND : 304 389	NLS : 8103 050

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 avril 2019.

*Le général, commandant adjoint de la région
de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale du Doubs,
E. LANGLOIS*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie maritime

**Décision n° 5498 du 16 avril 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie maritime**

NOR : INTJ1909450S

Le commandant de la gendarmerie maritime,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 17510 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828669S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} mai 2019 :

Chaffangeon Nicolas	NIGEND : 142 537	NLS : 8 092 959
----------------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} mai 2019 :

Paranteau Guillaume	NIGEND : 170 807	NLS : 8 026 480
Milloncourt Yannick	NIGEND : 160 801	NLS : 8 017 756
Cordier Yves	NIGEND : 166 127	NLS : 8 022 613

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} mai 2019 :

Talbot Arthur	NIGEND : 229 906	NLS : 6 696 149
Duigou Yann	NIGEND : 218 305	NLS : 8 064 882
Legaud Laurent	NIGEND : 197 350	NLS : 8 048 853

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} mai 2019 :

Lunaïs Sébastien	NIGEND : 198 233	NLS : 8 055 487
Mokhaissi Jamel	NIGEND : 340 219	NLS : 8 116 795

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 16 avril 2019.

*Le général, commandant
la gendarmerie maritime,*

G. GRIMAUX

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Normandie

**Décision n° 6781 du 6 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Calvados**

NOR : INTJ1911071S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Normandie, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Calvados,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 18758 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828616S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2019:

Esneu Franz	NIGEND : 171 405	NLS : 8 026 329
--------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2019:

Pierre Sarah	NIGEND : 300 919	NLS : 8 100 876
Airault Stéphanie	NIGEND : 215 410	NLS : 8 069 228
Chevalier Aline	NIGEND : 199 743	NLS : 8 047 157

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2019:

Belhomme Armelle	NIGEND : 354 014	NLS : 8 143 728
Téphany Angélique	NIGEND : 324 804	NLS : 8 143 348
Charpentier Pierre	NIGEND : 337 432	NLS : 8 135 269
Maillard Bérangère	NIGEND : 341 584	NLS : 8 137 358

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 6 mai 2019.

*Le général, commandant adjoint
de la région de gendarmerie de Normandie,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale du Calvados,*
F. AUBANEL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Pôle judiciaire
de la gendarmerie nationale

**Décision n° 2696 du 7 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1911137S

Le commandant du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 7343 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828665S),

Décide:

Article 1^{er}

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2019:

Palladini Christophe NIGEND : 147987 NLS : 8006162

Article 2

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2019:

Ho-Sun Coralie NIGEND : 342953 NLS : 8137718

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 mai 2019.

*Le général, commandant le pôle judiciaire
de la gendarmerie nationale,*
P. TOURON

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Provence-Alpes-Côte d'Azur
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Sud

**Décision n° 22816 du 7 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud**

NOR : INTJ1911082S

Le commandant de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 64550 du 28 décembre 2018 (NOR : INTJ1835771S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} juin 2019:

Carton Stéphane NIGEND : 145 517 NLS : 8 003 814

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2019:

Deloubes Bertrand NIGEND : 146 470 NLS : 8 004 320

Le Roux Christophe NIGEND : 141 401 NLS : 5 281 969

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2019:

Mezry Mounssif NIGEND : 186 014 NLS : 8 034 654

Forget Sylvain NIGEND : 206 130 NLS : 8 060 290

Cambria Thibault NIGEND : 198 933 NLS : 8 053 707

Di Liberatore Ludovic NIGEND : 232 462 NLS : 8 078 929

Marcérou Bruno NIGEND : 132 430 NLS : 5 295 566

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2019:

Jouan Steven NIGEND : 342 960 NLS : 8 137 723

Pythoud Rémy NIGEND : 315 579 NLS : 8 110 433

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 mai 2019.

*Le général de corps d'armée, commandant
la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur
et la gendarmerie pour la zone défense et de sécurité Sud,*
M. LÉVÊQUE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Provence-Alpes-Côte d'Azur
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Sud

Décision n° 22818 du 7 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur

NOR : INTJ1911081S

Le commandant de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 64538 du 28 décembre 2018 (NOR : INTJ1835767S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} juin 2019 :

Tonnelet Olivier	NIGEND : 156 386	NLS : 8 013 396
-------------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2019 :

Vidal Sébastien	NIGEND : 233 420	NLS : 8 085 998
Fontarosa Lionel	NIGEND : 216 306	NLS : 8 070 030
Malriat Frédéric	NIGEND : 189 301	NLS : 8 039 159

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2019 :

Lena Nunzio	NIGEND : 152 238	NLS : 8 010 265
Clavero Serge	NIGEND : 139 724	NLS : 5 264 430
Chieli Fabrice	NIGEND : 207 060	NLS : 8 062 317
Demant Sébastien	NIGEND : 192 146	NLS : 8 040 301
Durand Julie	NIGEND : 233 087	NLS : 8 086 081
Moulin Philippe	NIGEND : 195 258	NLS : 8 053 965
Bourguignon Olivier	NIGEND : 162 187	NLS : 6 017 475
Krantz Jean-Claude	NIGEND : 144 299	NLS : 8 003 244
Bertrand Michel	NIGEND : 127 672	NLS : 5 279 071
Busy Philippe	NIGEND : 147 693	NLS : 8 008 524

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2019 :

Ratier Cyril	NIGEND : 329 084	NLS : 8 117 956
Boulcaut Fabien	NIGEND : 226 317	NLS : 8 084 303
Fabre Jean-Baptiste	NIGEND : 231 942	NLS : 8 085 736
Dailloux Florent	NIGEND : 238 544	NLS : 8 086 995
Soubirou Adeline	NIGEND : 340 054	NLS : 8 136 643

Messen Michel	NIGEND : 231 300	NLS : 8 085 212
Roussel Loïc	NIGEND : 237 348	NLS : 8 086 857
Lafforgue Gabrielle	NIGEND : 306 830	NLS : 8 104 369
Alonzo Frédéric	NIGEND : 241 614	NLS : 8 088 150
Sestier Marie	NIGEND : 307 695	NLS : 8 104 517

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 mai 2019.

*Le général de corps d'armée, commandant
la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,*
M. LÉVÊQUE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 29365 du 7 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général des organismes centraux – branche « secrétariat »**

NOR : INTJ1911133S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu la décision n° 88838 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828662S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} juin 2019:

Fralin Denis NIGEND : 146 642 NLS : 8 005 143

Article 2

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2019:

Delpierre Vincent NIGEND : 248 464 NLS : 8 089 577

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 mai 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général, sous-directeur
de la gestion du personnel,*

O. COURTET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 29368 du 7 mai 2019 portant promotion d'un sous-officier de gendarmerie
du cadre général des organismes centraux – branche « formations extérieures »**

NOR : INTJ1911136S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu la décision n° 88840 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828664S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2019:

Heno Michaël

NIGEND : 198 498

NLS : 8 053 573

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 mai 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général, sous-directeur
de la gestion du personnel,*

O. COURTET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Normandie

**Décision n° 5512 du 9 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Eure et de
la Seine-Maritime**

NOR : INTJ1911072S

Le commandant de la région de gendarmerie de Normandie, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Seine-Maritime,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 15660 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828617S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} juin 2019:

Milhouet Yannick	NIGEND : 211 535	NLS : 8 063 356
-------------------------	------------------	-----------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2019:

Quevilly Frédéric	NIGEND : 160 483	NLS : 8 017 480
--------------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2019:

Barbillon Audrey	NIGEND : 247 913	NLS : 8 089 356
-------------------------	------------------	-----------------

Zozor Jean-Jacques	NIGEND : 309 913	NLS : 8 092 040
---------------------------	------------------	-----------------

Lecoq Frédéric	NIGEND : 174 884	NLS : 8 032 356
-----------------------	------------------	-----------------

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2019:

Chavaria Thomas	NIGEND : 232 450	NLS : 8 078 919
------------------------	------------------	-----------------

Canhan Anthony	NIGEND : 303 396	NLS : 8 090 880
-----------------------	------------------	-----------------

Lacaf Jean	NIGEND : 320 779	NLS : 8 112 594
-------------------	------------------	-----------------

Gaudin Jérôme	NIGEND : 244 165	NLS : 8 096 448
----------------------	------------------	-----------------

Vadot Julien	NIGEND : 271 059	NLS : 8 105 395
---------------------	------------------	-----------------

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 mai 2019.

*Le général, commandant
la région de gendarmerie de Normandie,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Seine-Maritime,*
B. BRESSON

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
d'Auvergne-Rhône-Alpes

**Décision n° 7208 du 9 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme**

NOR : INTJ1911080S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 21627 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828633S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} juin 2019 :

Vivier Philippe	NIGEND : 138 880	NLS : 5 325 199
------------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2019 :

Caillaud Delphine	NIGEND : 207 050	NLS : 8 062 313
Thierry Sébastien	NIGEND : 176 060	NLS : 8 031 624

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2019 :

Colombu Loïc	NIGEND : 125 804	NLS : 5 279 821
Mallet Olivier	NIGEND : 194 364	NLS : 6 017 564
Lemoine Jérémie	NIGEND : 182 721	NLS : 8 037 223
Roche Sébastien	NIGEND : 217 919	NLS : 8 064 749
Sibille-Anelli Guillaume	NIGEND : 231 985	NLS : 8 085 773
Chevallet Emilie	NIGEND : 221 121	NLS : 8 073 258

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2019 :

Juin Julien	NIGEND : 361 624	NLS : 8 144 436
Lottin Joaquim	NIGEND : 308 263	NLS : 8 105 821
Hérault Loïc	NIGEND : 315 345	NLS : 8 110 310
Campoy Geoffrey	NIGEND : 335 744	NLS : 8 134 386
Garnier Bastien	NIGEND : 348 646	NLS : 8 117 110

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 mai 2019.

*Le général, commandant adjoint
de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme,*
P. OTT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Nouvelle-Aquitaine

**Décision n° 7256 du 9 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne**

NOR : INTJ1911067S

Le commandant adjoint par suppléance de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine, commandant par suppléance du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 20183 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828612S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2019:

Pimpaud Alain	NIGEND : 138 172	NLS : 5281 777
----------------------	------------------	----------------

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2019:

Pathias Karine	NIGEND : 154 686	NLS : 8 012 389
Laurent Mickaël	NIGEND : 176 804	NLS : 8 033 701

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2019:

Giquel Vanessa	NIGEND : 323 928	NLS : 8 114 178
Portail Tony	NIGEND : 312 539	NLS : 8 108 445
Duhamel Christophe	NIGEND : 211 595	NLS : 8 063 323

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 mai 2019.

*Le colonel, commandant adjoint par suppléance
de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine,
commandant par suppléance le groupement
de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne,*

P. LEDOUX

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
des Hauts-de-France
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Nord

Décision n° 11287 du 9 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale du Nord et du Pas-de-Calais

NOR : INTJ1911107S

Le commandant de la région de gendarmerie des Hauts-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 31611 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828651S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} juin 2019 :

Reco Lionnel	NIGEND : 146 823	NLS : 8 005 260
---------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2019 :

Decarpigny Sébastien	NIGEND : 200 043	NLS : 8 048 609
Lemaître Franck	NIGEND : 149 063	NLS : 8 006 944

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2019 :

Grzeskowiak Freddy	NIGEND : 146 491	NLS : 8 004 232
Knockaert Johan	NIGEND : 191 815	NLS : 8 043 717
Derisbourg Stevens	NIGEND : 213 488	NLS : 8 063 778
Hennequin Jean-François	NIGEND : 231 285	NLS : 8 085 197
Deporcq Gérald	NIGEND : 223 641	NLS : 8 073 557

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2019 :

Delestre Benoît	NIGEND : 248 253	NLS : 8 089 426
Fortez Julie	NIGEND : 361 589	NLS : 8 144 429
Bellinguer Patrice	NIGEND : 209 372	NLS : 8 050 906
Rosignol Matthias	NIGEND : 189 784	NLS : 8 035 957
Tirlois Benjamin	NIGEND : 226 661	NLS : 8 084 574
Henniaux Cédric	NIGEND : 228 838	NLS : 8 076 891
Baillet Emilie	NIGEND : 243 625	NLS : 8 088 749

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 mai 2019.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie des Hauts-de-France
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,*
G. CAZENAVE-LACROUTZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
des Hauts-de-France
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Nord

**Décision n° 11288 du 9 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord**

NOR : INTJ1911111S

Le commandant de la région de gendarmerie des Hauts-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 31612 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828652S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2019 :

Maison Arnaud	NIGEND : 138 667	NLS : 5 324 665
----------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2019 :

Gruson Didier	NIGEND : 152 221	NLS : 8 010 250
----------------------	------------------	-----------------

Bailly Jérémie	NIGEND : 235 695	NLS : 8 080 914
-----------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2019 :

Potier Guillaume	NIGEND : 343 019	NLS : 8 137 763
-------------------------	------------------	-----------------

Berteloot Samuel	NIGEND : 239 034	NLS : 6 693 636
-------------------------	------------------	-----------------

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 mai 2019.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie des Hauts-de-France
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,*
G. CAZENAVE-LACROUTZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
des Pays de la Loire

**Décision n° 15763 du 9 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la région de gendarmerie des Pays de la Loire**

NOR : INTJ1911073S

Le commandant de la région de gendarmerie des Pays de la Loire, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Loire-Atlantique,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 42565 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828618S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} juin 2019:

Muller Christophe	NIGEND : 148 632	NLS : 8 006 481
--------------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2019:

Masson Sylvain	NIGEND : 189 378	NLS : 8 044 329
Coulibaly Mam-Sarra	NIGEND : 237 746	NLS : 6 634 421

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2019:

Simon Didier	NIGEND : 219 360	NLS : 8 071 958
Billiau Rémy	NIGEND : 162 331	NLS : 8 019 308
Chabbert Nicolas	NIGEND : 301 509	NLS : 8 090 244
Le Ray Sébastien	NIGEND : 164 321	NLS : 8 021 060
Verniole Pierre	NIGEND : 200 401	NLS : 8 056 168
Morin Fabrice	NIGEND : 235 284	NLS : 6 608 122

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2019:

Guerlesquin Philippe	NIGEND : 188 714	NLS : 8 038 742
Fallou Jérémy	NIGEND : 233 574	NLS : 8 079 807
Taleb-Ahmed Abdelmalik	NIGEND : 186 451	NLS : 8 046 028
Vienne Alexandre	NIGEND : 338 948	NLS : 8 108 114
Coquerel Antony	NIGEND : 151 460	NLS : 8 009 718
Le Meur Guillaume	NIGEND : 213 889	NLS : 8 068 226

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 mai 2019.

*Le général, commandant la région
de gendarmerie des Pays de la Loire,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Loire-Atlantique,*
J.-M. VERRANDO

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Nouvelle-Aquitaine
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Sud-Ouest

Décision n° 20687 du 9 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, du Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques

NOR : INTJ1911064S

Le commandant de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 55972 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828609S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} juin 2019 :

Dupin Denis	NIGEND : 143 330	NLS : 8 000 730
--------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2019 :

Leignier Jean-Pierre	NIGEND : 164 628	NLS : 5 307 130
Gaultier Thibaud	NIGEND : 157 286	NLS : 8 014 830
Lavigne Franck	NIGEND : 173 094	NLS : 8 027 559
Vadillo Patrice	NIGEND : 168 136	NLS : 8 023 994

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2019 :

Lamy Stéphane	NIGEND : 240 041	NLS : 8 087 607
Catelin Rodolphe	NIGEND : 161 826	NLS : 8 018 807
Mahé Séverine	NIGEND : 190 333	NLS : 8 039 271
Gaudebert Ronan	NIGEND : 225 079	NLS : 8 074 247
Purel Agnès	NIGEND : 123 656	NLS : 5 270 463
Bachelier Jean-François	NIGEND : 136 589	NLS : 5 323 001
Gensou Éric	NIGEND : 169 533	NLS : 8 025 144

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2019 :

Caranton Johanne	NIGEND : 248 936	NLS : 8 099 942
Chavin Xavier	NIGEND : 238 597	NLS : 8 087 038
Gillet Damien	NIGEND : 238 113	NLS : 8 082 748
Echaniz Thomas	NIGEND : 301 135	NLS : 8 090 171
Allibert Julien	NIGEND : 234 574	NLS : 8 086 628
Pinan Marine	NIGEND : 327 862	NLS : 8 116 257

Baget Benjamin	NIGEND : 217 064	NLS : 8 070 605
Rose Sandrine	NIGEND : 308 656	NLS : 8 105 738
Loiseau Yann	NIGEND : 361 799	NLS : 8 144 594

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 mai 2019.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,*
J.-P. MICHEL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Nouvelle-Aquitaine
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Sud-Ouest

**Décision n° 20689 du 9 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest**

NOR : INTJ1911065S

Le commandant de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 55971 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828610S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} juin 2019:

Balthazard Philippe NIGEND : 156684 NLS : 8014205

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2019:

Pinol Jean-Noël NIGEND : 193801 NLS : 8047701

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2019:

Guyader Jérém NIGEND : 313558 NLS : 8109048

Guardia Jérém NIGEND : 229128 NLS : 8084871

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2019:

Bailly Daniel NIGEND : 352483 NLS : 6723176

Fournier Sylvain NIGEND : 361758 NLS : 6760642

Dalmay Maxime NIGEND : 276630 NLS : 8108071

Garces Anthony NIGEND : 243914 NLS : 8096671

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 mai 2019.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,*
J.-P. MICHEL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

**Décision n° 35361 du 9 mai 2019 portant attribution
de l'échelon spécial du grade de colonel aux officiers de gendarmerie**

NOR : INTJ1912273S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie;

Vu le décret n° 2011-388 du 13 avril 2011 modifié fixant les indices de solde applicables aux corps militaires de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 10 mai 2017 modifié fixant le contingent numérique pour l'accès des officiers de la gendarmerie à l'échelon spécial du grade de colonel;

Vu l'arrêté du 14 octobre 2015 fixant la liste des emplois ouvrant droit à l'échelon fonctionnel du grade de colonel de gendarmerie,

Décide:

Article 1^{er}

L'échelon spécial du grade de colonel est attribué aux colonels de gendarmerie, dont les noms suivent :

À compter du 1^{er} janvier 2019

Aussenac Jean-Pierre	NIGEND : 155 887
Devy Christian	NIGEND : 159 866
Doublier Jean-François	NIGEND : 125 300
Frustié Mathieu	NIGEND : 154 234
Herrmann Christophe	NIGEND : 186 617
Julien Pascal	NIGEND : 162 317
Leclercq Philippe	NIGEND : 157 642
Marescal Franck	NIGEND : 154 600
Mauplot Pascal	NIGEND : 142 667
Mouchet Tony	NIGEND : 186 831
Puligny Alain	NIGEND : 128 239
Quintard Thierry	NIGEND : 167 268
Souchon Bernard	NIGEND : 118 090

À compter du 1^{er} février 2019

Bisognin Jérôme	NIGEND : 159 728
Cédé Jean-Michel	NIGEND : 142 647
Chapuis Bruno	NIGEND : 126 772
Davadie Philippe	NIGEND : 159 860
Egret Pierre	NIGEND : 150 492
Emeraux Eric	NIGEND : 157 811
Facquet Xavier	NIGEND : 150 824
Gautier Benoît	NIGEND : 154 451
Jacquet Guillaume	NIGEND : 167 259
Laumont Jean-Luc	NIGEND : 154 611
Mascaro Patrick	NIGEND : 132 498

Reiland Jean-Philippe NIGEND : 133 251
Rocchi Pierre NIGEND : 129 527

À compter du 1^{er} avril 2019

Anteblian Pierre NIGEND : 147 131
Cleton Frédéric NIGEND : 150 489
Dubois Olivier NIGEND : 70 475
Duclap Michel NIGEND : 142 663
Furmanek Philippe NIGEND : 147 139
Germanaud Alain NIGEND : 109 548
Janus Christian NIGEND : 146 585
Lesne Bernard NIGEND : 114 000

À compter du 1^{er} juin 2019

Gouvart Jean NIGEND : 157 815
Josse Emmanuel NIGEND : 154 452
Lamiral Eric NIGEND : 177 200
Malgorn Yvan NIGEND : 154 599
Montull José-Manuel NIGEND : 157 669
Noyau Sylvain NIGEND : 170 862
Rahmani Didier NIGEND : 167 269
Vinot Jude NIGEND : 170 872
Voillot Jean-François NIGEND : 154 461

À compter du 1^{er} août 2019

Jeannin Hugues NIGEND : 139 015
Teissier Jean-Marc NIGEND : 138 760
Wronski Marc NIGEND : 167 281

À compter du 1^{er} septembre 2019

Dudognon Charles NIGEND : 150 491
Ferrand Benoît NIGEND : 157 663
Gaspari Louis-Mathieu NIGEND : 157 665
Girault Arnaud NIGEND : 177 191
Santarelli François NIGEND : 157 654
Thuries Philippe NIGEND : 142 653

À compter du 1^{er} octobre 2019

Blanchard Régis NIGEND : 150 487
Bonneau Thierry NIGEND : 132 490
Charvet Hubert NIGEND : 186 606
Correoso Philippe NIGEND : 131 020

À compter du 1^{er} novembre 2019

Brochier Christophe NIGEND : 150 488
Rouhouse Vincent NIGEND : 164 800
Vankerrebrouck Eric NIGEND : 142 655

À compter du 1^{er} décembre 2019

Monchotte Georges

NIGEND : 167 264

Article 2

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 mai 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale**Décision n° 35362 du 9 mai 2019 portant attribution du quatrième échelon du grade de colonel aux officiers de gendarmerie et de l'échelon exceptionnel du grade de colonel aux officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1912272S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie;

Vu le décret n° 2012-1456 du 24 décembre 2012 modifié portant statut particulier des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2011 fixant le contingent pour l'accès des colonels de la gendarmerie nationale à l'échelon exceptionnel de leur grade,

Décide:

Article 1^{er}

Le quatrième échelon du grade de colonel est attribué aux colonels de gendarmerie, dont les noms suivent :

À compter du 1^{er} mars 2019

Béréziat Vincent	NIGEND : 166 870
Berger Didier	NIGEND : 159 709
Bréart de Boisanger Antoine	NIGEND : 170 671
Calderara Stéphane	NIGEND : 157 821
Carbonnelle Yvan	NIGEND : 166 871
Caylus Constant	NIGEND : 164 562
Daniel Christophe	NIGEND : 177 186
Labrunye Frédéric	NIGEND : 170 550
Le Meur Frédéric	NIGEND : 157 667
Lesueur François-Xavier	NIGEND : 166 875
Machac Samuel	NIGEND : 164 566
Meuriot Martial	NIGEND : 154 460
Mirabaud Philippe	NIGEND : 170 662
Monin Frédéric	NIGEND : 154 241
Paulin Stéphane	NIGEND : 157 652
Payrar Marc	NIGEND : 186 835
Poussereau Christophe	NIGEND : 139 899
Sintive Jean-Christophe	NIGEND : 166 879
Spinetta Fabrice	NIGEND : 177 216
Urien Christophe	NIGEND : 157 656
Vinnemann Benoît	NIGEND : 150 499

À compter du 1^{er} mai 2019

Daudrix Stéphane	NIGEND : 150 490
Delcambre Jérôme	NIGEND : 177 188

À compter du 1^{er} juin 2019

Caparos Jean-François	NIGEND : 167 215
Chapotard Pierre-Etienne	NIGEND : 128 761

Chevreul Olivier	NIGEND : 157 658
Renard Jean-Xavier	NIGEND : 164 799
Servettaz Jérôme	NIGEND : 150 832
Valot Emmanuel	NIGEND : 162 286

À compter du 1^{er} août 2019

Barth Lucien	NIGEND : 154 229
Brisset Olivier	NIGEND : 157 630
Chabrol Patrick	NIGEND : 139 002
Combe Jean-Yves	NIGEND : 121 260
Espinosa Alain	NIGEND : 110 608
Gaultier François	NIGEND : 122 278
Gerber Emmanuel	NIGEND : 186 610
Guyon Benoît	NIGEND : 164 794
Laligant Pierre	NIGEND : 167 261
Monguillon Dominique	NIGEND : 170 860
Sillon Emmanuel	NIGEND : 150 830
Tebar Christine	NIGEND : 123 672
Valentin Armelle	NIGEND : 159 739
Wioland Didier	NIGEND : 157 670

Article 2

L'échelon exceptionnel du grade de colonel est attribué au colonel du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale, dont le nom suit :

À compter du 1^{er} août 2019

Du Hommet Philippe	NIGEND : 185 240
---------------------------	------------------

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 mai 2019.

Pour le ministre et par délégation :
*Le général de division,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*
A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

**Décision n° 35363 du 9 mai 2019 portant attribution
des échelons exceptionnels du grade de lieutenant-colonel**

NOR : INTJ1912163S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie,

Décide:

Article 1^{er}

Sont admis au 1^{er} échelon exceptionnel de leur grade les lieutenants-colonels désignés ci-après :

À compter du 1^{er} janvier 2019

Chesneau Pascal	NIGEND : 167 217
Coquard Pierre-Yves	NIGEND : 167 246
Soupé Philippe	NIGEND : 131 187
Turquois Jean-Michel	NIGEND : 69 973

À compter du 1^{er} mars 2019

Brilleaud Laurent	NIGEND : 70 009
Dupont Frédéric	NIGEND : 132 277

À compter du 1^{er} avril 2019

Le Guischer Pierre	NIGEND : 177 204
---------------------------	------------------

À compter du 1^{er} mai 2019

Grandjean Alain	NIGEND : 170 699
------------------------	------------------

À compter du 1^{er} juillet 2019

Perret Philippe	NIGEND : 170 863
------------------------	------------------

À compter du 1^{er} octobre 2019

Dussouillez Christophe	NIGEND : 170 873
Kromwell Grégory	NIGEND : 170 705
Lignière Pascal	NIGEND : 157 645

Article 2

Sont admis au 2^e échelon exceptionnel de leur grade les lieutenants-colonels désignés ci-après :

À compter du 1^{er} janvier 2019

Antoine Patrick	NIGEND : 117 984
Laperle Jean-Marie	NIGEND : 135 362
Lordon Marc	NIGEND : 142 389
Zimmermann Eric	NIGEND : 154 623

À compter du 1^{er} mars 2019

Antoine Didier	NIGEND : 162 305
-----------------------	------------------

À compter du 1^{er} mai 2019

Devoille Dominique	NIGEND : 128 161
---------------------------	------------------

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 mai 2019.

Pour le ministre et par délégation :
Le général de division,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,
A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

**Décision n° 35364 du 9 mai 2019 portant attribution
des échelons exceptionnels du grade de chef d'escadron**

NOR : INTJ1912166S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie,

Décide:

Article 1^{er}

Sont admis à l'échelon exceptionnel de leur grade les chefs d'escadron désignés ci-après:

À compter du 1^{er} janvier 2019

Angeli Grégory	NIGEND : 176 221
Braud Yves-Olivier	NIGEND : 160 509
Gomez Manuel	NIGEND : 133 213
Millavaud Jean-Marc	NIGEND : 127 869

À compter du 1^{er} juin 2019

Lefèvre Yves	NIGEND : 177 383
---------------------	------------------

À compter du 1^{er} septembre 2019

Dixneuf Thierry	NIGEND : 137 978
Hosmann-Rémy Gérard	NIGEND : 70 491
Rizet Patrice	NIGEND : 115 428
Rouzade Jean-Christophe	NIGEND : 138 680
Steineck Hervé	NIGEND : 185 021

À compter du 1^{er} novembre 2019

Cousin Stéphane	NIGEND : 176 223
Dechaux Eric	NIGEND : 339 189
Descamps Philippe	NIGEND : 142 305
Guichet Patrick	NIGEND : 136 130
Masset Christophe	NIGEND : 172 919
Mior Philippe	NIGEND : 127 305
Saulnier Renaud	NIGEND : 162 157
Vanherpe Vincent	NIGEND : 166 472
Wanson Yann	NIGEND : 170 243

Article 2

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 mai 2019.

Pour le ministre et par délégation :
*Le général de division,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*
A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 35365 du 9 mai 2019 portant attribution
des échelons exceptionnels du grade de capitaine**

NOR : INTJ1912167S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie,

Décide:

Article 1^{er}

Sont admis à l'échelon exceptionnel de leur grade les capitaines désignés ci-après :

À compter du 1^{er} août 2019

Bocktaëls Pascal	NIGEND : 114 302
Cadario Gilles	NIGEND : 113 613
Geider Frank	NIGEND : 114 100
Grardel Philippe	NIGEND : 122 518
Jacques Patrick	NIGEND : 114 790
Le Blay Jacques	NIGEND : 114 803
Lecointre Jean-Marc	NIGEND : 137 450
Moreau Hervé	NIGEND : 205 391
Plaza Bruno	NIGEND : 115 297
Plubel Thierry	NIGEND : 129 053
Renotte Philippe	NIGEND : 113 578
Schneider Pascal	NIGEND : 112 823
Séara Pascal	NIGEND : 120 751
Tritschler Philippe	NIGEND : 126 688
Viguié Patrick	NIGEND : 122 329

Article 2

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 mai 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie de l'armement

**Décision n° 959 du 10 mai 2019 portant promotion d'un sous-officier de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie de l'armement**

NOR : INTJ1911139S

Le commandant de la gendarmerie de l'armement,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 2620 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828666S),

Décide:

Article 1^{er}

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2019:

Breuleux Olivier

NIGEND : 145926

NLS : 5272680

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 mai 2019.

*Le général, commandant
la gendarmerie de l'armement,*
D. RÉMOND

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
du Grand Est

**Décision n° 5352 du 13 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin**

NOR : INTJ1911097S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie du Grand Est, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 16312 du 31 décembre 2018 (NOR : INTJ1835775S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} juin 2019 :

Steichen Patrick	NIGEND : 142 793	NLS : 8 001 585
-------------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2019 :

Brehm Yannick	NIGEND : 215 439	NLS : 8 069 255
Grosstephan Sébastien	NIGEND : 200 254	NLS : 8 050 153
Perrin Thomas	NIGEND : 166 797	NLS : 8 022 970

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2019 :

Fritsch Laurent	NIGEND : 187 993	NLS : 8 038 429
Fuchs Nicolas	NIGEND : 177 137	NLS : 8 032 533
Joessel Alexia	NIGEND : 215 513	NLS : 8 069 326
Griffon Lionel	NIGEND : 220 601	NLS : 8 083 500

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2019 :

Feuillaqué Pascal	NIGEND : 198 692	NLS : 8 053 644
Nida Nicolas	NIGEND : 197 331	NLS : 8 048 872
Walter Antoine	NIGEND : 320 635	NLS : 8 112 540
Silvestre-Siaz Nicolas	NIGEND : 354 093	NLS : 8 146 358
Hasenfratz Frédéric	NIGEND : 359 514	NLS : 8 147 111

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 mai 2019.

*Le colonel, commandant adjoint
de la région de gendarmerie du Grand Est,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale du Bas-Rhin,*
M. CLERC

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Garde républicaine

**Décision n° 7358 du 13 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la garde républicaine – branche « infanterie »**

NOR : INTJ1911061S

Le commandant de la garde républicaine,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 21063 du 18 décembre 2018 (NOR : INTJ1834833S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2019 :

Gatier Dimitri	NIGEND : 161 123	NLS : 8018 238
-----------------------	------------------	----------------

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2019 :

Cornut Hervé	NIGEND : 122 829	NLS : 5 244 019
Lagarde Mickaël	NIGEND : 188 796	NLS : 8 038 856
Desnoyer Richard	NIGEND : 173 928	NLS : 8 027 724
Jonkisz Thomas	NIGEND : 208 699	NLS : 8 062 689
Permal-Toulcanon Anthony	NIGEND : 232 077	NLS : 8 084 986

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2019 :

Bourideys Pierre-Antoine	NIGEND : 362 332	NLS : 6 657 917
Cecutti Jonathan	NIGEND : 302 907	NLS : 8 101 764
Pinoche Thibaut	NIGEND : 321 914	NLS : 8 113 247

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 mai 2019.

*Le général de division,
commandant la garde républicaine,*
D. STRIEBIG

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Garde républicaine

**Décision n° 7361 du 13 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la garde républicaine – branche « cavalerie »**

NOR : INTJ1911062S

Le commandant de la garde républicaine,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 21064 du 18 décembre 2018 (NOR : INTJ1834835S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2019:

Vereecke Christophe NIGEND : 156 796 NLS : 8 014 292

Article 2

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2019:

Gallois Julien NIGEND : 208 842 NLS : 8 062 551

Article 3

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2019:

Poiret Joël NIGEND : 146 409 NLS : 8 004 772

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 mai 2019.

*Le général de division,
commandant la garde républicaine,*
D. STRIEBIG

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Garde républicaine

**Décision n° 7362 du 13 mai 2019 portant promotion du sous-officier de gendarmerie
du cadre général de la garde républicaine – branche « orchestres-chœur de l'armée française »**

NOR : INTJ1911063S

Le commandant de la garde républicaine,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 19906 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828607S),

Décide:

Article 1^{er}

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2019:

Brocard Philippe

NIGEND : 307145

NLS : 8091315

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 mai 2019.

*Le général de division,
commandant la garde républicaine,*
D. STRIEBIG

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
du Grand Est

**Décision n° 7594 du 13 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Marne**

NOR : INTJ1911100S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie du Grand Est, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Marne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 19495 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828648S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} juin 2019 :

Caron Sylvain	NIGEND : 132 253	NLS : 5 295 110
----------------------	------------------	-----------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2019 :

Pouillart Sébastien	NIGEND : 234 994	NLS : 8 086 612
----------------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2019 :

Briquet Elodie	NIGEND : 236 060	NLS : 8 086 713
Gérard Olivier	NIGEND : 153 075	NLS : 8 010 934
Moreaux Damien	NIGEND : 234 604	NLS : 8 086 683
Senn Clément	NIGEND : 224 851	NLS : 8 074 209
Lefebvre Frédéric	NIGEND : 149 809	NLS : 8 007 474

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2019 :

Kurman Loïc	NIGEND : 240 636	NLS : 8 094 738
Arsigny Julien	NIGEND : 340 902	NLS : 8 109 216
Meignen Florie	NIGEND : 361 605	NLS : 8 144 450
Maindron Mathieu	NIGEND : 314 493	NLS : 8 109 906

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 mai 2019.

*Le général, commandant adjoint
de la région de gendarmerie du Grand Est,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Marne,*
R. DE LORGERIL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Nouvelle-Aquitaine

**Décision n° 9088 du 13 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne**

NOR : INTJ1911066S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 24253 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828611S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} juin 2019:

Cuenca Stéphane NIGEND : 164 699 NLS : 8 021 124

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2019:

Louyot Xavier NIGEND : 160 661 NLS : 8 017 660

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2019:

Michaud Mickaël NIGEND : 178 339 NLS : 8 037 849

Marié Sylvain NIGEND : 156 628 NLS : 8 014 160

Royer Didier NIGEND : 115 434 NLS : 5 219 343

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2019:

Usinier Richard NIGEND : 219 663 NLS : 8 072 041

Furlan Olivier NIGEND : 327 752 NLS : 8 116 208

Lamoliatte Alban NIGEND : 351 433 NLS : 6 713 848

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 mai 2019.

*Le colonel, commandant adjoint
de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Vienne,
Y. DUMEZ*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
des Hauts-de-France

**Décision n° 9170 du 13 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Somme**

NOR : INTJ1911113S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie des Hauts-de-France, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Somme,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 23575 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828654S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} juin 2019 :

Bouchery Franck	NIGEND : 155 782	NLS : 8013 317
------------------------	------------------	----------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2019 :

Demey Christophe	NIGEND : 198 238	NLS : 8054 298
-------------------------	------------------	----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2019 :

Moerman Mathieu	NIGEND : 213 843	NLS : 8068 235
Prieur Baptiste	NIGEND : 192 059	NLS : 8040 079
Granjon Christophe	NIGEND : 247 267	NLS : 8090 825
Barthélemy David	NIGEND : 186 117	NLS : 8038 106
Rouquette Clément	NIGEND : 216 344	NLS : 8070 063

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2019 :

Barrasson Rudy	NIGEND : 246 846	NLS : 8099 112
Ignace Clara	NIGEND : 362 411	NLS : 8144 659
Rosué Mathieu	NIGEND : 351 700	NLS : 8117 504
Moreaux David	NIGEND : 362 257	NLS : 8144 298
Denis Anne-Laure	NIGEND : 339 053	NLS : 8135 936
Poirier Michaël	NIGEND : 200 397	NLS : 8042 916
Rigault Pascal	NIGEND : 170 153	NLS : 8025 383

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 mai 2019.

*Le général, commandant adjoint
de la région de gendarmerie des Hauts-de-France,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Somme,*
D. FORTIN

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Bourgogne-Franche-Comté**Décision n° 9396 du 13 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne**

NOR : INTJ1911105S

Le commandant de la région de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 24983 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828650S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} juin 2019:

Gréault Sébastien	NIGEND : 140 109	NLS : 5 323 545
--------------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2019:

Faivret Jean-Philippe	NIGEND : 200 010	NLS : 8 048 731
Mouny Nicolas	NIGEND : 219 713	NLS : 8 072 187
Chanliau Stéfan	NIGEND : 175 440	NLS : 8 028 414

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2019:

Bodard Pierre-Edouard	NIGEND : 308 175	NLS : 8 091 554
Boiché Jérôme	NIGEND : 163 954	NLS : 8 020 514
Tissot Jérémie	NIGEND : 303 622	NLS : 8 090 865
Quinchon Ludovic	NIGEND : 220 991	NLS : 8 083 660
Deborre Nicolas	NIGEND : 171 284	NLS : 8 026 322

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2019:

Benakka Karima	NIGEND : 300 707	NLS : 8 100 795
Michelot Mélanie	NIGEND : 319 259	NLS : 8 111 947
Gremillet Lucie	NIGEND : 362 195	NLS : 8 144 375
Fromont Nicolas	NIGEND : 247 519	NLS : 8 099 052
Gey Nicolas	NIGEND : 248 018	NLS : 8 089 320
Contréras Nicolas	NIGEND : 360 605	NLS : 8 144 060

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 mai 2019.

*Le général de division, commandant la région
de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or,*
T. CAILLOZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie d'Île-de-France
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité de Paris

Décision n° 21439 du 13 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie d'Île-de-France

NOR : INTJ1911059S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Île-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 57821 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828603S);

Vu la décision n° 60797 du 27 décembre 2018 (NOR : INTJ1835822S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} juin 2019:

Mercier Richard	NIGEND : 144458	NLS : 8003196
------------------------	-----------------	---------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2019:

Mazzer Jean-Christophe	NIGEND : 148107	NLS : 8008676
Sitbon Jimmy	NIGEND : 238524	NLS : 8087195
Maire Marjorie	NIGEND : 215275	NLS : 8068853
Dris Jean-Étienne	NIGEND : 202028	NLS : 8044192

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2019:

De Belleville Alexandre	NIGEND : 242593	NLS : 8088383
Smacque Jérémie	NIGEND : 329265	NLS : 6625091
Lethuillier Pascal	NIGEND : 188279	NLS : 8038661
Canhan Angélique	NIGEND : 181861	NLS : 8043155
Millemann Cédric	NIGEND : 180188	NLS : 8037764
Viozelange Emeline	NIGEND : 301578	NLS : 8090481
Hede Jérôme	NIGEND : 149173	NLS : 8006738
Bertal Julien	NIGEND : 231120	NLS : 8085314
Vigneau Patrick	NIGEND : 127994	NLS : 5281086
Hainoz David	NIGEND : 139226	NLS : 5305250

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2019:

Roy Emmanuel	NIGEND : 235565	NLS : 8080879
Albert Jean-Baptiste	NIGEND : 310409	NLS : 8107181
Lejop Pierre-André	NIGEND : 325216	NLS : 8114731

Venel Julien	NIGEND : 241 160	NLS : 8 087 903
Delas Valentin	NIGEND : 276 727	NLS : 8 143 313
Legrand Ulrich	NIGEND : 243 660	NLS : 8 088 672
Bruiant Denis	NIGEND : 362 403	NLS : 8 143 965
Marmignon Nicolas	NIGEND : 360 404	NLS : 8 144 034
Hemmerlin Nadia	NIGEND : 324 081	NLS : 8 114 295
Joly Alyssa	NIGEND : 325 093	NLS : 8 114 721
Guitttonnet Maxime	NIGEND : 362 338	NLS : 8 146 277
Caubet Loïc	NIGEND : 311 555	NLS : 8 107 770

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 mai 2019.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie d'Île-de-France
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,*
É.-P. MOLOWA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie d'Île-de-France
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité de Paris

**Décision n° 21440 du 13 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris**

NOR : INTJ1911060S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Île-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 60797 du 27 décembre 2018 (NOR : INTJ1835822S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} juin 2019 :

Rodriguez Éliséo	NIGEND : 129 268	NLS : 5 280 386
-------------------------	------------------	-----------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2019 :

Roquet Fabrice	NIGEND : 135 906	NLS : 5 294 391
-----------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2019 :

Bossé Stéphane	NIGEND : 156 539	NLS : 8 014 110
Gaillard-Midol Xavier	NIGEND : 197 081	NLS : 8 048 513
Peys Jean-Bernard	NIGEND : 172 203	NLS : 8 026 380
Duploux Pierre	NIGEND : 162 797	NLS : 8 019 641
Dengui Jean-Claude	NIGEND : 114 974	NLS : 5 179 897

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2019 :

Bonnet Antoine	NIGEND : 233 148	NLS : 8 085 936
Lazga Steeve	NIGEND : 314 782	NLS : 8 110 030
Oger Guillaume	NIGEND : 241 773	NLS : 8 095 050
Fausta Yoan	NIGEND : 221 039	NLS : 8 083 590

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 mai 2019.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie d'Île-de-France
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,*
É.-P. MOLOWA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Bourgogne-Franche-Comté

**Décision n° 6605 du 16 mai 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Doubs**

NOR : INTJ1911104S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Doubs,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 17111 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828649S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2019:

Florsch Erwan	NIGEND : 200 075	NLS : 8 048 622
----------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2019:

Schmidt Delphine	NIGEND : 226 397	NLS : 8 084 403
Hugoo Sébastien	NIGEND : 301 221	NLS : 8 089 937
Pereur Aurélien	NIGEND : 231 162	NLS : 8 085 353

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2019:

Montagnon Sébastien	NIGEND : 243 158	NLS : 8 088 577
Gasperment Nicolas	NIGEND : 348 734	NLS : 6 740 645
Poullain Mélanie	NIGEND : 233 882	NLS : 8 079 625
Bœuf Jean-Christophe	NIGEND : 319 542	NLS : 6 629 930

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 16 mai 2019.

*Le général, commandant adjoint de la région
de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale du Doubs,*
E. LANGLOIS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

**Circulaire n° 33100 du 15 mai 2019 relative à la préparation
des tableaux d'avancement pour 2020 des sous-officiers de gendarmerie**

NOR : INTJ1909154C

Références :

- Code de la défense (partie législative), notamment le livre I^{er} de la partie 4 ;
- Décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 (*JO* n° 216 du 16 septembre 2008, texte 34) modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;
- Arrêté du 4 août 2010 (*JO* n° 195 du 24 août 2010, texte 6) modifié fixant pour la gendarmerie nationale la composition et l'organisation de la commission prévue à l'article L. 4136-3 du code de la défense ;
- Arrêté du 17 novembre 2010 (*JO* n° 271 du 23 novembre 2010, texte 3) modifié fixant les titres professionnels et la qualification exigés pour la promotion des sous-officiers de gendarmerie aux grades de maréchal des logis-chef et d'adjudant-chef ;
- Arrêté du 5 avril 2012 (*JO* n° 105 du 4 mai 2012, texte 30) modifié relatif à la répartition des sous-officiers de gendarmerie par subdivision d'arme, par branche ou par spécialité et fixant les branches et spécialités au sein desquelles l'avancement intervient de façon distincte ;
- Arrêté du 14 décembre 2012 (*JO* n° 299 du 23 décembre 2012, texte 23) modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;
- Arrêté du 26 décembre 2018 relatif aux chaînes de notation et aux niveaux de fusionnement des sous-officiers et volontaires de la gendarmerie nationale (NOR : INTJ1834173A) ;
- Instruction n° 33000 du 15 mai 2019 relative à l'avancement des sous-officiers de gendarmerie (NOR : INTJ1909113J – CLASS. : 91.09).

Pièces jointes :

Trois annexes.

Texte abrogé :

Circulaire n° 23518 du 9 mai 2018 relative à la préparation des tableaux d'avancement pour 2019 des sous-officiers de gendarmerie (NOR : INTJ1808475C).

L'instruction susvisée fixe les dispositions relatives à l'avancement des sous-officiers de gendarmerie (SOG), ainsi que celles inhérentes à la mise en place du tableau. Elle pose les principes généraux de l'avancement (conditions, mobilité, dialogue de gestion et mérite) et son phasage (volontariat, préparation, arrêt et exploitation du tableau d'avancement).

La présente circulaire précise les modalités d'élaboration du tableau d'avancement (TA) 2020. Elle tient compte du protocole d'accord pour la valorisation des carrières, des compétences et des métiers dans la gendarmerie, en matière d'avancement, et précise notamment les modalités de l'avancement semi-automatique (ASA).

1. Calendrier des travaux

1.1. Ouverture du portail Agorha

Les sous-officiers de gendarmerie volontaires à l'avancement peuvent remplir le formulaire dédié, *via* le portail Agorha, à partir du 24 juin 2019 (Menu «mon dossier», onglet «Mes demandes»). La fin de la période d'établissement de la notation annuelle étant fixée pour les sous-officiers de gendarmerie au plus tard au 31 août 2019, les gestionnaires inciteront les personnels à établir leur déclaration de volontariat à l'avancement après la prise en compte de leur notation juridique¹ sous Agorha.

¹ Exprimer son volontariat alors que sa notation juridique ne figure pas dans la fiche individuelle de renseignement (FIR) contraint le gestionnaire déconcentré à une procédure supplémentaire de mise à jour. C'est donc dans un souci d'efficacité qu'il est recommandé d'exprimer son volontariat après la prise en compte de la notation juridique sur Agorha.

Afin de garantir la prise en compte des volontariats à l'avancement et d'assurer l'efficacité du dispositif, il est recommandé de se porter candidat avant le 2 septembre 2019 :

a) La case «voie classique» est exclusivement destinée aux gendarmes de carrière comptant au moins 4 ans d'ancienneté à ce grade et titulaires, au 1^{er} janvier de l'année de promotion, d'un titre énuméré à l'arrêté du 17 novembre 2010 susvisé, ainsi qu'aux gradés (à l'exception des maréchaux des logis-chefs promus au titre de l'avancement semi-automatique) ;

b) Au titre de la voie professionnelle (VP), les sous-officiers de gendarmerie non détenteurs d'un titre exigé pour l'avancement au titre de la voie classique et réunissant au moins quinze ans d'ancienneté de service ont la possibilité de cocher soit :

- la case «avancement par voie professionnelle» (AVP), destinée aux gendarmes qui, après une première partie de carrière, ont vocation, en qualité de gradé, à occuper des postes d'encadrement de pleine responsabilité ;
- la case «avancement semi-automatique/responsabilités» (ASA/RESP) pour des gendarmes qui, après une deuxième partie de carrière, non volontaires pour l'AVP, ont vocation, en qualité de gradé, à occuper des postes d'encadrement ;
- la case «avancement semi-automatique-avancement fin de carrière» (ASA/AFC) qui concerne les gendarmes non volontaires pour l'AVP qui souhaitent être candidats pour un avancement de fin de carrière ;
- la case «avancement semi-automatique» (ASA) qui concerne exclusivement les maréchaux des logis-chefs promus au titre de l'ASA/AFC ou de l'ASA/RESP et qui sont volontaires pour un avancement à ce titre au grade d'adjudant.

Pour les personnels ne pouvant accéder au portail Agorha, le volontariat est exprimé en format papier, puis adressé au gestionnaire pour mise à jour du système d'information.

1.2. Traitement des déclarations de volontariat à l'avancement

L'accès à Agorha pour les candidatures des volontaires est disponible pour les autorités de fusionnement et les gestionnaires, dès l'ouverture du portail le 24 juin 2019.

Désormais, l'unité d'affectation des volontaires à l'avancement et la chaîne de notation qui en découle permettent aux autorités de fusionnement et aux gestionnaires de gérer, sur Agorha, leurs volontaires respectifs en mode «dynamique». Ce mode identifie en temps réel l'affectation des volontaires à l'avancement en les positionnant automatiquement sur Agorha dans leurs nouveaux périmètres de fusionnement de premier et dernier niveaux.

Si la mutation postérieure à la candidature à l'avancement entraîne automatiquement la mise à jour, sur Agorha, du périmètre de fusionnement de premier et dernier niveaux (menu «Notateur», onglet «Avancement»), le gestionnaire chargé de la préparation du tableau d'avancement doit, quant à lui, cocher obligatoirement sur SAP le champ «recherche dynamique» pour établir, en temps réel, les états des volontaires à l'avancement de son périmètre de gestion. Ce dispositif permet, conformément aux dispositions du paragraphe 2.3 de l'instruction susvisée, aux sous-officiers de gendarmerie récemment mutés d'être classés par leurs nouvelles autorités de fusionnement avec l'ensemble des militaires ayant exprimé leur volontariat à l'avancement².

Pour ce faire, les gestionnaires déconcentrés disposent d'une transaction sur Agorha (ZHRAVA_DOM_SSDOM) disponible sur SAP (menu «Avancement/Outils/Mise à jour table des proposables») pour actualiser, si nécessaire, l'intégralité des rubriques (catégorie salariés, notations, titres et diplômes exigés, emploi et poste occupés...).

L'attention des gestionnaires déconcentrés est appelée sur l'obligation de recourir à cette transaction de mise à jour pour tous les sous-officiers de gendarmerie mutés depuis le dépôt de candidature à l'avancement pour sécuriser le travail préparatoire à la commission d'avancement en rafraîchissant toutes les données administratives des volontaires étudiés en commission. Cette actualisation de la «table des proposables» conditionne à terme la mise à jour des promotions prévisionnelles (IT 9524), des promotions mensuelles (IT 08) et doit donc être effective avant l'arrêt du tableau d'avancement.

Seule la rubrique «unité à la création» n'est pas actualisée pour répondre à des contraintes propres au bureau du personnel sous-officier du corps de soutien technique et administratif.

Si un sous-officier de gendarmerie renonce à sa candidature avant la date d'arrêt des tableaux d'avancement, il en rend compte immédiatement par écrit à ses autorités de fusionnement. Il appartient au gestionnaire³ d'actualiser la rubrique «demande d'avancement» (IT 9523) pour matérialiser cette renonciation.

² Pour les SOG, il appartient donc au gestionnaire «perdant» d'adresser dans les meilleurs délais la déclaration de volontariat «papier» au gestionnaire «gagnant». À l'issue, il est préconisé que l'actualisation sur Agorha de la table des proposables pour les SOG mutés après leur candidature soit réalisée par le gestionnaire «gagnant».

³ Gestionnaire national pour les sous-officiers de gendarmerie spécialistes.

1.3. États justificatifs prévisionnels

1.3.1. Cas général (pour les sous-officiers de gendarmerie du cadre général)

Les états justificatifs prévisionnels (annexe I) visant à déterminer le nombre d'inscriptions possible par grade pour 2020 sont transmis en version PDF signée, par messagerie (ssogcg.bpsogv.dggn@gendarmerie.interieur.gouv.fr), avant le 13 septembre 2019.

Lors de cette première phase, les agréments pour le changement de subdivision d'arme des gradés, ainsi que les mouvements pour les formations mentionnées au point 1.3.2, connus en octobre 2019, ne sont pas reportés par les gestionnaires déconcentrés dans les états justificatifs prévisionnels. Ces éléments sont incorporés par l'administration centrale avant la définition des volumes d'avancement.

Pour la branche « administrative et technique », il est précisé qu'il appartient à chaque entité composant cette branche (commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale, direction de la coopération internationale, commandement de la gendarmerie prévôtale, en position de détachement, service historique de la défense-gendarmerie, commandement spécialisé pour la sécurité nucléaire et le commandement des réserves de la gendarmerie) d'établir un état justificatif prévisionnel pour les sous-officiers du cadre général servant dans leur formation.

1.3.2. Dispositions particulières pour les branches « personnel servant au sein des écoles de la gendarmerie nationale », « personnel servant outre-mer, en assistance technique », « personnel servant en ambassade » et pour le « personnel servant au sein de la gendarmerie prévôtale »

Pour ces trois branches de gestion et le commandement de la gendarmerie prévôtale, les états justificatifs prévisionnels sont accompagnés pour le 1^{er} octobre 2019 :

- d'un état des gradés agréés pour la formation administrative considérée en 2020 indiquant le Nigend, le nom, le grade et la formation administrative d'appartenance ;
- d'un état des personnels relevés en 2020 précisant la subdivision d'arme, le Nigend, le grade et le nom du militaire.

L'impact de ces mouvements « entrées/sorties » sur la définition des volumes d'avancement des différentes branches de gestion impose un strict respect de l'échéance du 1^{er} octobre 2019.

1.4. Volume des TA 2020

La procédure des « postes réservés » sera finalisée au cours d'une séance de travail réunissant, au cours de la semaine 42 (entre le 14 et le 18 octobre 2019), la direction générale de la gendarmerie nationale, le commandement de la gendarmerie outre-mer, le commandement des écoles de la gendarmerie nationale et le commandement de la gendarmerie prévôtale. L'objectif de cette procédure sera de déterminer tous les flux entrants en 2020 dans les branches de gestion des sous-officiers de gendarmerie du cadre général.

Les volumes maximum des tableaux d'avancement par branche de gestion et par grade seront diffusés au cours de la semaine 45 (note portant directives de gestion relatives à l'avancement 2020 des sous-officiers de gendarmerie du cadre général, sous le timbre de la sous-direction de la gestion du personnel (SDGP)).

Les volumes maximum autorisés de promotions au grade de maréchal des logis-chef, au titre de la voie professionnelle (AVP + ASA) et au grade d'adjudant « ASA », seront fixés par l'administration centrale. Les promotions respecteront strictement les critères de gestion exposés au point 2.2 de la présente circulaire.

1.5. Réunion des commissions d'avancement

Pour les sous-officiers de gendarmerie du cadre général, les commissions d'avancement pourront se réunir à compter du 12 novembre 2019.

1.6. Date d'arrêt des tableaux d'avancement

Pour répondre aux contraintes de gestion des différents statuts des militaires de la gendarmerie, les tableaux d'avancement, dont le formalisme est fixé dans les modèles disponibles sur le portail intranet du bureau du personnel sous-officier de gendarmerie et volontaire (BPSOGV), seront arrêtés au cours des semaines 49 ou 50.

1.7. Information des sous-officiers inscrits au tableau d'avancement

Le jour de la publication des tableaux d'avancement, toute latitude est laissée aux autorités délégataires des pouvoirs du ministre pour ce qui concerne la communication en interne. La mise en ligne des tableaux d'avancement à l'échelon national de l'ensemble des formations sera effectuée sur le site intranet et sur le site « Gendcom » dans l'espace dédié aux tableaux d'avancement.

1.8. *Information de la direction générale de la gendarmerie nationale*

Les modalités de publication des tableaux d'avancement par les autorités habilitées seront adressées ultérieurement par le BPSOGV.

L'état justificatif définitif des inscriptions aux TA pour l'année 2020 (annexe II) sera transmis uniquement en version PDF signée, *via* la messagerie organique (ssogcg.bpsogv.dggn@gendarmerie.interieur.gouv.fr), sous la référence du présent timbre, au plus tard la semaine 51⁴.

Enfin, pour l'insertion de la décision portant inscription aux tableaux d'avancement au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur (BOMI), un original signé⁵ et une version .doc seront également adressés à la DGGN/CED, au plus tard la semaine 51.

2. Voie professionnelle (VP)

La voie professionnelle, définie au point 1.2 de l'instruction susvisée, se décline en gestion en «avancement par voie professionnelle» (AVP), en «avancement semi-automatique/responsabilités» (ASA/RESP) et en «avancement semi-automatique/avancement fin de carrière» (ASA/AFC).

Ces trois types d'avancement sont distincts. Par conséquent, les militaires remplissant les conditions de gestion de l'ASA/RESP et/ou de l'ASA/AFC, définies au point 2.2, mais se portant volontaires au titre de l'AVP ne pourront être retenus au titre de l'ASA.

2.1. *Avancement par voie professionnelle*

L'avancement par voie professionnelle permet d'offrir une carrière de gradé à des gendarmes expérimentés, non titulaires d'un des titres professionnels exigés pour la «voie classique» et qui auront démontré, dans la première partie de carrière par leur détermination, leur engagement et leur réussite dans le service quotidien, une aptitude à occuper des postes d'encadrement de pleine responsabilité.

2.2. *Avancement semi-automatique*

L'ASA/RESP permet, en gestion, à des sous-officiers de gendarmerie expérimentés du grade de gendarme, non candidats pour l'AVP et dont la limite d'âge des services ne leur permet pas de postuler à un avancement de fin de carrière, de se porter volontaires pour occuper des postes d'encadrement. Les gendarmes promus à ce titre suivent une formation identique à celle des promus au titre de l'AVP, leur permettant de se préparer à l'exercice de responsabilités.

En gestion, l'ASA/AFC répond, en fin de carrière, à une logique de reconnaissance de l'engagement des militaires de la gendarmerie du grade de gendarme ayant durablement montré leur valeur tout au long de leur parcours professionnel.

Les sous-officiers de gendarmerie inscrits aux tableaux d'avancement au titre de l'avancement semi-automatique ne sont pas concernés par une mobilité consécutive à l'avancement.

Les maréchaux des logis-chefs détenteurs d'un titre ou ayant été inscrits au titre de l'AVP ne peuvent concourir à l'avancement au grade d'adjudant, au titre de l'ASA.

S'agissant d'un avancement semi-automatique, l'étude du mérite reste le préalable à toute inscription à l'avancement. Ainsi, à l'exception des militaires présentant des insuffisances dans la manière de servir, et dans la limite des volumes maximums définis au point 1.4, peuvent être promus :

- au grade de maréchal des logis-chef, les gendarmes comptant, à la date de promotion, au moins 23 ans d'ancienneté de grade de gendarme et nés pour :
- l'ASA/RESP, entre le 1^{er} janvier 1969 et le 31 décembre 1970;
- l'ASA/AFC, entre le 1^{er} janvier 1962 et le 31 décembre 1968;
- au grade d'adjudant, les maréchaux des logis-chefs inscrits au titre de l'ASA/AFC ou de l'ASA/RESP pour leur permettre de bénéficier d'au moins six mois d'ancienneté dans l'un des échelons de ce grade.

Une attention particulière sera apportée au rang d'inscription :

- des gendarmes nés entre le 1^{er} juillet 1962 et le 30 juin 1964 au grade de maréchaux des logis-chefs au titre de l'ASA/AFC pour leur permettre de bénéficier d'au moins six mois d'ancienneté dans l'un des échelons de ce grade; et pour ceux nés à partir du 1^{er} juillet 1964 d'accéder au grade d'adjudant dans les conditions décrites ci-dessus;
- des maréchaux des logis-chefs issus de l'ASA/AFC au grade d'adjudant ASA pour qu'ils détiennent au moins six mois d'ancienneté dans l'un des échelons de ce grade.

⁴ Les listes des personnels volontaires, le procès-verbal de la commission d'avancement et l'état de positionnement sont archivés à l'échelon local. Ils sont transmis uniquement à une demande particulière.

⁵ Le formalisme des modèles disponibles sur le portail intranet du BPSOGV doit être scrupuleusement respecté. Le respect du formalisme imposé par l'insertion au BOMI est de la responsabilité de l'autorité signataire.

3. Rôle des autorités de fusionnement

Les autorités de fusionnement de premier et dernier niveaux disposent, à partir du portail Agorha (menu «Notateur», onglet «Avancement», rubrique «Fusionnement des candidats»), des données administratives nécessaires au fusionnement de leurs volontaires à l'avancement. Le rapatriement de ces données à partir d'Agorha n'exclut pas le contrôle. Ainsi, le détail des notes des cinq dernières années et les diplômes, titres et qualifications détenues seront scrupuleusement vérifiés.

Il appartiendra aux autorités de fusionnement :

- de s'assurer que les volontaires à l'avancement remplissent les conditions statutaires⁶ et d'appliquer le cas échéant les dispositions du point 2.2 de l'instruction susvisée;
- de vérifier la pertinence des volontariats exprimés au titre de l'avancement voie professionnelle (AVP) et de l'avancement semi-automatique (ASA) au regard des conditions de gestion précisées au point 2 ci-dessus;
- d'attribuer sur Agorha (onglet «Notateur») un numéro de préférence aux candidats à l'aide d'une fraction dont le dénominateur correspond au nombre total des volontaires classés par les différentes autorités de fusionnement au regard des dispositions énoncées au point 1.4 de l'instruction susvisée. La mention d'appui «Proposé» (P) ou «Non proposé» (NP) est appliquée uniquement par les autorités de fusionnement de «dernier niveau».

Les états nominatifs de fusionnement seront établis par grade, dans l'ordre du classement des volontaires, sans omission. Un exemplaire daté et signé sera transmis à l'autorité de fusionnement du dernier niveau ou au gestionnaire chargé de la préparation des tableaux d'avancement. L'état nominatif de fusionnement présenté à l'annexe III peut être amendé par chaque autorité chargée de l'arrêt du tableau d'avancement, pour répondre à des contraintes de gestion spécifiques, sous réserve de contenir au minimum les renseignements mentionnés dans cette annexe et de réaliser des états nominatifs de fusionnement identiques au sein d'une même branche de gestion.

Conformément à l'article R. 4135-5 du code de la défense, il est rappelé que le militaire qui n'a pas accompli au moins 120 jours de présence effective en position d'activité durant la période de notation n'est pas noté au titre de l'année considérée. Dans ce cas, sa dernière notation lui est conservée. Ces dispositions seront impérativement appliquées.

4. Commissions d'avancement

4.1. Composition

Les commissions d'avancement sont composées conformément à l'arrêté du 4 août 2010 susvisé.

Sont adressés à la DGGN/DPMGN/SDGP/BPSOGV/SSOGCG, pour le 16 septembre 2019 :

- pour la branche «formations extérieures», dont la commission est arrêtée au 21 novembre 2019 matin, les noms, grades et fonctions des membres titulaires et suppléants proposés par l'inspection générale des armées - gendarmerie, par l'inspection générale de la gendarmerie nationale, par la direction du renseignement et de la sécurité de la défense et par la gendarmerie de la sécurité des armements nucléaires;
- pour la branche «secrétariat», dont la commission est arrêtée au 21 novembre 2019 après-midi, les noms, grades et fonctions des membres titulaires et suppléants désignés par les autorités compétentes.

Le commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale transmet au secrétariat du directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale, pour le 11 octobre 2019, le procès-verbal de désignation des membres titulaires et suppléants proposés pour la commission d'avancement de la «branche administrative et technique».

4.2. Procès-verbal

Les listes nominatives des volontaires, annexées au procès-verbal de la commission, seront établies par grade, sans omission, ni modification, conformément à l'annexe I de l'instruction susvisée. Les volontaires seront classés dans l'ordre alphabétique du nom de famille. Seuls les personnels «Proposés à l'inscription» (PI) porteront un numéro de préférence (numérateur sans dénominateur). Les autres personnels ne feront pas l'objet d'un classement préférentiel.

5. Situation des spécialistes (affaires immobilières – montagne – systèmes d'information et de communication)

L'officier des systèmes d'information et de communication ou l'officier adjoint des opérations devra nécessairement être associé au travail d'avancement des sous-officiers de cette spécialité en tant que conseiller technique du commandant de région.

Les candidats à l'unité de valeur 6 (UV6) du diplôme technique des systèmes d'information et de communication (DTSIC) pourront se déclarer volontaires à l'avancement au titre de l'année 2020, conformément au point 1.2 de l'instruction susvisée. Afin de faciliter le traitement de leur dossier, il est indispensable d'attendre la codification de leur spécialité sur Agorha avant de se porter candidat à l'avancement.

⁶ Une attention particulière doit être portée sur la mise à jour sur Agorha de l'obtention du certificat de formation à l'encadrement opérationnel (CéFEO) par les adjudants volontaires pour accéder au grade supérieur (code savoir 0100800).

6. Cas spécifique des spécialistes aéronautiques

Les TA 2020 des spécialités aéronautiques seront établis par le commandement des forces aériennes de la gendarmerie nationale (CFAGN). Ils seront contrôlés et arrêtés par le directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale (DPMGN).

6.1. États justificatifs prévisionnels

Les états justificatifs prévisionnels (annexe I) visant à déterminer le nombre d'inscriptions possibles par grade et par spécialité pour 2020 seront transmis en version PDF signée, par messagerie organique (ssogs.bpsogv.dggn@gendarmerie.interieur.gouv.fr), avant le 13 septembre 2019. Les volumes maximum des tableaux d'avancement seront diffusés lors de la semaine 45 (note portant directives de gestion relatives à l'avancement 2020 des sous-officiers de gendarmerie des spécialités aéronautiques) sous le timbre de la SDGP.

6.2. Composition des commissions d'avancement

Seront adressés sous la référence du présent timbre pour le 16 septembre 2019 :

- les noms, grades et fonctions des membres titulaires et suppléants désignés par le commandant des forces aériennes de la gendarmerie nationale ;
- la date des commissions d'avancement.

6.3. Information de la direction générale de la gendarmerie nationale

Les modalités de publication des tableaux d'avancement par le CFAGN seront adressées ultérieurement par le BPSOGV.

L'état justificatif définitif des inscriptions aux TA pour l'année 2020 (annexe II) sera transmis uniquement en version PDF signée, *via* la messagerie organique (ssogs.bpsogv.dggn@gendarmerie.interieur.gouv.fr), sous la référence du présent timbre, au plus tard la semaine 51.

Enfin, pour l'insertion de la décision portant inscription aux tableaux d'avancement au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur (BOMI), un original signé sera également adressé à la DGGN/DPMGN/SDGP/BPSOGV/SSOGS.

7. Mobilité et dialogue de gestion

Il est rappelé que les dispositions relatives à la mobilité et au dialogue de gestion dans le cadre de l'avancement de grade, précisées au point 1.3 de l'instruction susvisée, sont à appliquer *stricto sensu* dans l'esprit d'une gestion personnalisée des parcours professionnels, en adéquation avec les besoins du service. Sous réserve des contraintes budgétaires et des priorités RH déterminées par les commandants des formations administratives, le maintien dans le poste est la règle pour l'accession aux grades de maréchal des logis-chef et d'adjudant dans une gendarmerie départementale et d'adjudant et d'adjudant-chef pour la gendarmerie mobile.

La fiche d'expression de *desiderata* (FED) est disponible sur Agorha (menu « Mon Dossier/Mes demandes/FED ») pour permettre aux sous-officiers de gendarmerie d'exprimer clairement leurs projets professionnels en l'assortissant d'éventuelles contraintes personnelles ou professionnelles dans le cadre des dispositions de l'avancement rénové.

8. Cas particuliers

8.1. Sous-officiers en position de non-activité

Les militaires placés en congé de longue durée pour maladie ou en congé de longue maladie conservent leur droit à l'avancement, lorsque l'affection survient du fait ou à l'occasion de l'exercice des fonctions ou à la suite de l'une des causes exceptionnelles prévues à l'article L. 27 du code des pensions civiles et militaires de retraite.

8.2. Sous-officiers en position de détachement

Un militaire inscrit au tableau d'avancement, détaché en application des articles L. 4139-1, L. 4139-2 ou L. 4139-3 du code de la défense, ne peut être promu durant son détachement. Les promotions des militaires inscrits après lui continuent, conformément aux dispositions de l'article L. 4136-3 du code de la défense. Le militaire sera promu le premier jour du mois qui suit sa réintégration.

La présente circulaire, qui abroge la circulaire n° 23518 du 9 mai 2018 relative à la préparation des tableaux d'avancement pour 2019 des sous-officiers de gendarmerie (NOR : INTJ1808475C), sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 15 mai 2019.

Pour le ministre et par délégation :
*Le général, sous-directeur
de la gestion du personnel,*
O. COURTET

ANNEXE I

ATTACHE UNITÉ
CONFIDENTIEL PERSONNEL SOUS-OFFICIER

N° _____

AVANCEMENT DES SOUS-OFFICIERS DE GENDARMERIE
BRANCHE « _____ »^(a)ÉTAT JUSTIFICATIF PRÉVISIONNEL DES INSCRIPTIONS
AU TABLEAU D'AVANCEMENT POUR L'ANNÉE 2020

	MAJORS	ADJUDANTS-CHEFS	ADJUDANTS		MARÉCHAUX DES LOGIS-CHEFS			
			Voie classique	ASA	Voie classique	AVP	ASA/RESP	ASA/AFC
1. Effectif autorisé au 31 décembre 2019 ^(b)								
2. Effectif réalisé au 31 décembre 2019 ^(c)								
3. Repyramidage 2020								
4. Balance (1 – 2) + ou – (3)								
PERTES 2020								
5. Radiations certaines des cadres pour l'année du TA ^(d)								
6. Vacances répercussion promotions prévisionnelles ^(e)								
7. Vacances probables ^(f)								
8. Prévisions d'affectation hors branche ^(g)								
9. Admission au concours officiers rang 2019 (OGR)								
10. TOTAL des pertes (5 + 6 + 7 + 8 + 9)								
GAINS 2020								
11. Prévisions d'affectation hors branche ^(g)								
12. Possibilités d'inscriptions (4 + 10 – 11)								
PROMOUVABLES								
13. Nombre de sous-officiers de gendarmerie détenant les conditions statutaires pour le TA 2020.								
VOLONTAIRES À L'AVANCEMENT								
14. Nombre de volontaires remplissant la (les) condition(s) statutaire(s) (P – NP) pour « voie classique » et « voie professionnelle »								
15. Nombre de volontaires remplissant la (les) condition(s) statutaire(s) (P – NP) et les conditions de gestion pour l'« ASA »								

Signature du commandant d'une formation administrative

^(a) Préciser la branche ou la spécialité. Pour les branches « administratives et techniques » et « formations extérieures », un état est réalisé par entité composant la branche.

^(b) Cadre général : déduire les effectifs autorisés dans toutes les spécialités et les personnels affectés au sein de la direction de la protection et de la sécurité de la défense (DRSD).

^(c) Cadre général : déduire les effectifs réalisés dans toutes les spécialités (sauf SOG affaires immobilières), les personnels affectés au sein de la DRSD.

^(d) Radiations des cadres par limite d'âge (LA) ou par anticipation (effective à l'établissement du présent état). Sur la pièce jointe, fournir par grade le Nigend, le nom, le prénom et la date de radiation effective. Pour le grade d'adjudant, cette rubrique ne concerne que les adjudants « voie classique ».

^(e) Répercussion des possibilités d'inscriptions aux grades d'adjudant-chef et d'adjudant.

^(f) Calculées sur la moyenne des flux sortants constatés sur les deux dernières années (hors radiations certaines connues lors de l'établissement des états justificatifs des années concernées). Pour le grade d'adjudant, cette rubrique ne concerne que les adjudants « voie classique ».

^(g) Pour les affectations hors branche, aucun mouvement ne devra être pris en compte sans l'accord de principe écrit de la branche d'accueil. Sur la pièce jointe, fournir par grade le Nigend, le nom, le prénom, l'affectation d'accueil/d'origine et la date du mouvement.

ANNEXE II

ATTACHE UNITÉ
CONFIDENTIEL PERSONNEL SOUS-OFFICIER

N° _____

AVANCEMENT DES SOUS-OFFICIERS DE GENDARMERIE
BRANCHE « _____ »^(a)ÉTAT JUSTIFICATIF DÉFINITIF DES INSCRIPTIONS AU TABLEAU D'AVANCEMENT
POUR L'ANNÉE 2020

	MAJORS	ADJUDANTS- CHEFS	ADJUDANTS		MARÉCHAUX DES LOGIS-CHEFS			
			Voie classique	ASA	Voie classique	AVP	ASA/RESP	ASA/AFC
VOLONTAIRES À L'AVANCEMENT								
1. Nombre de volontaires remplissant la (les) condition(s) statutaire(s) (P – NP) pour « voie classique » et « voie professionnelle » ^(b)								
2. Nombre de volontaires remplissant la (les) condition(s) statutaire(s) (P – NP) et les conditions de gestion pour l'« ASA » ^(b)								
3. Inscriptions réalisées au TA 2020								

Signature du commandant d'une formation administrative

^(a) Préciser la branche ou la spécialité.

Pour la branche « administrative et technique », un seul état est réalisé par le gestionnaire de l'autorité chargée de l'arrêt du tableau d'avancement.

^(b) Conforme aux listes nominatives des volontaires étudiés en commission d'avancement (seuls les renonciateurs avant la commission ne sont pas comptabilisés).

ANNEXE III

GENDARMERIE NATIONALE
ÉTAT NOMINATIF DE FUSIONNEMENT
DES SOUS-OFFICIERS DE GENDARMERIE^(*) /
DES SOUS-OFFICIERS DE GENDARMERIE SPÉCIALISTES^(*)
VOLONTAIRES À L'AVANCEMENT AU TITRE DE L'ANNÉE 2020
– BRANCHE OU SPÉCIALITÉ –
GRADE ORIGINE :
GRADE CIBLE :
FORMATION :

ÉTAT NOMINATIF DE FUSIONNEMENT POUR LE GRADE DE	AU TITRE DU TABLEAU D'AVANCEMENT	2020	AVIS DE L'AUTORITÉ DE FUSIONNEMENT
NIGEND	NOM, PRÉNOMS	MENTION D'APPUI (dernier niveau uniquement)	ORDRE DE PRÉFÉRENCE Niveau 1 ou dernier
			001/001

Date,
Grade, Prénom, Nom,
Fonction
Signature

^(*) Supprimer la mention inutile.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Instruction n° 33000 du 15 mai 2019
relative à l'avancement des sous-officiers de gendarmerie**

NOR : INTJ1909113J

Références :

- Code de la défense (partie législative), notamment le livre I^{er} de la partie 4 ;
- Décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 (*JO* n° 216 du 16 septembre 2008, texte 34) modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;
- Arrêté du 4 août 2010 (*JO* n° 195 du 24 août 2010, texte 6) modifié fixant pour la gendarmerie nationale la composition et l'organisation de la commission prévue à l'article L.4136-3 du code de la défense ;
- Arrêté du 17 novembre 2010 (*JO* n° 271 du 23 novembre 2010, texte 3) modifié fixant les titres professionnels et la qualification exigés pour la promotion des sous-officiers de gendarmerie aux grades de maréchal des logis-chef et d'adjudant-chef ;
- Arrêté du 22 juillet 2011 (*JO* n° 191 du 19 août 2011, texte 5) modifié fixant les conditions d'obtention du certificat de formation à l'encadrement opérationnel ;
- Arrêté du 5 avril 2012 modifié relatif à la répartition des sous-officiers de gendarmerie par subdivision d'arme, par branche ou par spécialité et fixant les branches et spécialités au sein desquelles l'avancement intervient de façon distincte ;
- Arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale.

Pièce jointe :

Une annexe.

Texte abrogé :

Instruction n° 33000/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOGV du 28 juillet 2017 (NOR : INTJ1714534J - CLASS. : 91.09).

SOMMAIRE

PRÉAMBULE

1. Principes généraux

- 1.1. *But et fondement de l'avancement*
- 1.2. *Conditions statutaires*
- 1.3. *Mobilité et dialogue de gestion dans le cadre de l'avancement de grade*
 - 1.3.1. *Principes*
 - 1.3.2. *Information des sous-officiers*
 - 1.3.3. *Expression et recueil des desiderata des volontaires à l'avancement*
- 1.4. *Examen du mérite et de la valeur professionnelle des volontaires à l'avancement*

2. Établissement, classement et transmission des déclarations de volontariat à l'avancement

- 2.1. *Expression du volontariat*
- 2.2. *Classement des déclarations de volontariat à l'avancement des sous-officiers*
- 2.3. *Cas des personnels mutés*

3. Préparation du travail d'avancement

- 3.1. *Définition des volumes des tableaux d'avancement*
- 3.2. *Branches communes, organismes centraux - branches « secrétariat » et « formations extérieures »*
- 3.3. *Spécialités*
- 3.4. *Mouvements de personnels*
- 3.5. *Dispositions communes relatives aux propositions des commissions d'avancement*

4. Arrêt des tableaux d'avancement

- 4.1. *Tableau d'avancement arrêté par le ministre de l'intérieur*
- 4.2. *Tableaux d'avancement arrêtés par les autorités délégataires de pouvoirs du ministre*
- 4.3. *Inscription sur les tableaux d'avancement*

5. Exploitation du tableau d'avancement

- 5.1. *Mise en place des tableaux d'avancement*
- 5.2. *Mouvements de personnels*
 - 5.2.1. *Principe*
 - 5.2.2. *Changement de branche ou de spécialité des sous-officiers inscrits au tableau d'avancement*

6. Tableaux supplémentaires

7. Divers

ANNEXE : Modèle de procès-verbal de commission d'avancement

PRÉAMBULE

La présente instruction détermine les principes et les dispositions générales applicables à l'occasion de la préparation, de l'élaboration et de la mise en place des tableaux d'avancement (TA) des sous-officiers de gendarmerie.

L'avancement à titre exceptionnel, en application des dispositions de l'article L.4136-1 du code de la défense et du décret n° 2008-958 du 12 septembre 2008 modifié, fait l'objet de directives particulières.

1. Principes généraux

1.1. *But et fondement de l'avancement*

L'avancement a pour but de pourvoir les postes de responsabilité figurant au tableau des effectifs autorisés des unités avec des sous-officiers aptes à exercer des fonctions du niveau supérieur. Il repose sur le volontariat et à ce titre résulte d'un choix personnel. Il est fondé sur le mérite et ne constitue pas une récompense.

1.2. *Conditions statutaires¹*

Peuvent être promus au grade de maréchal des logis-chef les sous-officiers de carrière du grade de gendarme qui comptent :

- soit au moins quatre ans d'ancienneté à ce grade et sont titulaires au 1^{er} janvier de l'année de promotion d'un titre professionnel fixé par l'arrêté du 17 novembre 2010 susvisé, cette voie étant communément dénommée « voie classique »;
- soit au moins quinze ans d'ancienneté de service militaire effectif, cette voie étant communément dénommée « voie professionnelle ». Les promotions au titre de la « voie professionnelle » sont réalisées au sein de chaque branche ou spécialité².

Peuvent être promus au grade d'adjudant les maréchaux des logis-chefs comptant au moins deux ans d'ancienneté à ce grade.

Peuvent être promus au grade d'adjudant-chef les adjudants comptant au moins deux ans d'ancienneté à ce grade et titulaires au 1^{er} janvier de l'année de promotion d'une qualification fixée par l'arrêté du 17 novembre 2010 susvisé.

Peuvent être promus au grade de major les adjudants-chefs comptant au moins deux ans d'ancienneté à ce grade.

1.3. *Mobilité et dialogue de gestion dans le cadre de l'avancement de grade*

1.3.1. Principes

Dans le cadre de l'avancement à un grade supérieur, le sous-officier de gendarmerie peut faire l'objet d'une mutation pour rejoindre un emploi emportant l'exercice de responsabilités nouvelles. L'avancement entraîne, en règle générale, une mobilité fonctionnelle avec une éventuelle mobilité géographique. Cette mobilité résulte de la dynamique des parcours de carrière proposés par la gendarmerie et déclinés selon la politique des ressources humaines de chaque commandant de formation administrative ou du gestionnaire national pour les sous-officiers appartenant à l'une des spécialités définies par l'arrêté du 5 avril 2012 susvisé.

Tout le processus de l'avancement rénové repose sur le dialogue de gestion préalable permanent et transparent entre le candidat et tous les niveaux de commandement, dès le travail préparatoire jusqu'à la mise en place de la totalité des sous-officiers inscrits au tableau d'avancement.

La sélection des sous-officiers pour l'élaboration du tableau d'avancement, sa mise en place et la date de promotion s'effectuent selon le critère du mérite.

In fine, le militaire inscrit au tableau d'avancement est dans l'obligation³ de rejoindre le poste où il aura été affecté, conformément au premier alinéa de l'article L.4121-5 du code de la défense⁴.

1.3.2. Information des sous-officiers

La préparation, l'élaboration et la mise en place du tableau d'avancement s'inscrivent dans un processus d'avancement rénové qui permet de faire coïncider au mieux les intérêts du service et les aspirations des sous-officiers concernés, notamment en termes de mobilité.

Cette démarche qui implique franchise et sincérité de la part de tous les acteurs a pour but d'inciter au volontariat. Elle constitue également un gage de qualité des militaires promus.

¹ Décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie

² Conformément à l'arrêté du 5 avril 2012 modifié relatif à la répartition des sous-officiers de gendarmerie par subdivision d'arme, par branche ou spécialité et fixant les branches et spécialités au sein desquelles l'avancement intervient de façon distincte.

³ Le non-respect de l'obligation faite au nouveau promu de rejoindre le poste où il a été affecté peut constituer une faute justifiant une sanction disciplinaire.

⁴ Les militaires peuvent être appelés à servir en tout temps et en tout lieu.

À cette fin, le gestionnaire définit sa politique d'avancement en organisant des réunions et en diffusant des directives écrites pour expliquer les règles découlant du statut, les mesures de gestion retenues au sein de sa formation et les critères pris en compte pour la mobilité géographique.

Cette rénovation maintient le principe de primauté du mérite tout en faisant du dialogue de gestion la pierre angulaire de l'ensemble du processus.

1.3.3. Expression et recueil des *desiderata* des volontaires à l'avancement

Les sous-officiers ayant exprimé leur volontariat à l'avancement établissent une fiche d'expression des *desiderata* (FED) selon une forme et un calendrier précis, et dont les modalités de transmission sont fixées localement. Chaque sous-officier doit exprimer clairement son projet professionnel en l'assortissant d'éventuelles contraintes personnelles et familiales.

Le gestionnaire confronte les *desiderata* exprimés avec les besoins du service dans le cadre d'un dialogue de gestion individualisé.

1.4. Examen du mérite et de la valeur professionnelle des volontaires à l'avancement

Dans le cadre de l'appréciation du mérite des sous-officiers volontaires pour un avancement de grade, les différents notateurs et autorités de fusionnement, ainsi que la commission d'avancement procéderont à un examen approfondi de la valeur professionnelle de ces sous-officiers.

À cet égard, il est absolument impératif que les critères de mérite pris en compte par les différents notateurs, *a fortiori* les autorités de fusionnement, ainsi que par la commission d'avancement soient identiques au sein d'une même branche de gestion.

Parmi ces critères peuvent figurer notamment :

- la réussite du sous-officier dans les emplois précédemment tenus et l'aptitude à exercer les responsabilités du grade supérieur ;
- l'ordre de préférence attribué par les autorités de fusionnement ;
- les notations obtenues ;
- la difficulté des emplois occupés et les responsabilités particulières qui s'y attachent ;
- les actions de formation continue suivies ou dispensées par le sous-officier.

La situation des gendarmes particulièrement méritants se trouvant à moins de quatre ans de la limite d'âge sera examinée avec une attention particulière au regard de l'avancement «voie professionnelle».

2. Établissement, classement et transmission des déclarations de volontariat à l'avancement

2.1. Expression du volontariat

Le sous-officier souhaitant exprimer son volontariat pour l'avancement remplit le formulaire dédié *via* le portail Agorha.

2.2. Classement des déclarations de volontariat à l'avancement des sous-officiers

Les autorités habilitées à arrêter les tableaux d'avancement font effectuer par les autorités de fusionnement successives un classement des déclarations de volontariat à l'avancement, selon un ordre préférentiel et à l'aide d'une fraction dont le dénominateur correspond au nombre total de sous-officiers et le numérateur au rang de classement attribué à chaque sous-officier ayant exprimé son volontariat.

Seules les autorités de fusionnement de dernier niveau complètent le fusionnement de chaque déclaration de volontariat à l'avancement avec l'une des mentions d'appui suivantes :

- PROPOSÉ (P) : cette mention caractérise l'aptitude actuelle de l'intéressé à exercer les fonctions attachées au grade supérieur ;
- NON-PROPOSÉ (NP) : bien que remplissant les conditions statutaires, l'inscription du militaire n'est pas souhaitable, au regard de sa valeur professionnelle actuelle qui ne lui permet pas d'exercer les fonctions attachées au grade supérieur.

Si une autorité de fusionnement constate qu'un sous-officier volontaire à l'avancement ne remplit pas les conditions statutaires, il en rend compte, au plus tôt, au notateur juridique et au bureau de gestion de la formation administrative⁵. Ce dernier, après étude de ce cas, indiquera la conduite à tenir.

Les dates de saisie et de transmission des déclarations de volontariat à l'avancement sont fixées par les autorités habilitées à arrêter les tableaux d'avancement.

⁵ Pour les spécialistes : le gestionnaire national de la direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN).

2.3. *Cas des personnels mutés*

Les déclarations de volontariat à l'avancement formulées par les sous-officiers de gendarmerie mutés hors du périmètre de leurs précédentes autorités de fusionnement doivent être transmises sans délai à leurs nouvelles autorités de fusionnement. Ils doivent être classés par les autorités de fusionnement « gagnantes » avec l'ensemble des militaires ayant exprimé leur volontariat à l'avancement.

3. Préparation du travail d'avancement

Les sous-officiers concourent entre eux dans chacune des branches ou spécialités définies par l'arrêté du 5 avril 2012 susvisé.

La responsabilité de la préparation du travail d'avancement incombe aux autorités définies par l'arrêté du 4 août 2010 et par l'arrêté annuel relatif aux niveaux de fusionnement des sous-officiers de gendarmerie.

3.1. *Définition des volumes des tableaux d'avancement*

Chaque gestionnaire établit, par branche de gestion, un état justificatif prévisionnel visant à déterminer le nombre d'inscriptions possibles par grade pour l'année considérée. Les éléments à prendre en compte sont les suivants :

- effectifs autorisés au 31 décembre de l'année au titre de laquelle est établi le tableau d'avancement ;
- départs par limite d'âge ;
- demandes de démission déposées à la date de la réunion de la commission d'avancement ;
- répercussions des inscriptions au grade immédiatement supérieur ;
- prévisions d'affectation (pertes et gains) dont la réalisation relève des autorités délégataires ;
- vacances imprévues évaluées à partir de la moyenne statistique des cinq années précédentes.

La direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN) apporte les corrections nécessaires à cet état en y ajoutant :

- les évolutions annuelles en matière d'effectifs (créations ou suppressions de postes budgétaires, dépyramidage ou repyramidage pour l'année des tableaux d'avancement) ;
- le recrutement ouvert par concours aux majors, adjudants-chefs et adjudants (TA), dans le corps des officiers de gendarmerie ;
- les changements de subdivision d'arme des gradés.

À une date fixée annuellement, le commandant des écoles de la gendarmerie nationale, le commandant de la gendarmerie outre-mer et le commandant de la gendarmerie prévôtale adressent à la DGGN, après avoir prononcé les éventuelles prolongations, un état des gradés affectés et ceux soumis à relève pour leurs cadres de gestion⁶. La DGGN établit la liste des postes réservés.

À partir de l'état justificatif amendé de tous ces éléments, la DGGN diffuse, par branche et par grade, les volumes indicatifs des tableaux d'avancement par formation.

3.2. *Branches communes, organismes centraux – branches « secrétariat » et « formations extérieures »*

Pour la branche « secrétariat », les directeurs, chefs de cabinet, de services et autorités assimilées adressent à la sous-direction de la gestion des personnels les déclarations de volontariat à l'avancement fusionnées, conformément à l'arrêté annuel relatif aux niveaux de fusionnement des sous-officiers de gendarmerie, et les fiches d'expression des desiderata des personnels relevant de leur commandement.

Les autorités responsables des formations extérieures (sous-officiers de gendarmerie du cadre général servant à l'inspection générale de la gendarmerie nationale, la direction du renseignement et de la sécurité de la défense, la gendarmerie de la sécurité des armements nucléaires et à l'inspection générale des armées – gendarmerie) adressent à la DGGN :

- l'état justificatif prévisionnel des possibilités d'inscription au tableau d'avancement ;
- les déclarations de volontariat à l'avancement ;
- le classement de ces volontaires conformément à l'instruction annuelle relative aux niveaux de fusionnement des sous-officiers de gendarmerie ;
- les fiches d'expression des *desiderata*.

3.3. *Spécialités*

Les commandants de formations administratives transmettent à la DGGN, à une date fixée annuellement, les déclarations de volontariat à l'avancement, classées par grade et par spécialité, fusionnées conformément aux prescriptions du 2.2.

La DGGN sollicite l'avis des conseillers techniques de chaque spécialité.

⁶ Ambassades, outre-mer - assistance technique, écoles, gendarmerie prévôtale.

3.4. *Mouvements de personnels*

À l'exception des mutations décidées par le commandement de la gendarmerie outre-mer, le commandement des écoles de la gendarmerie nationale et le commandement de la gendarmerie prévôtale, aucune mutation n'est prononcée entre le 15 octobre et le lendemain de la parution des tableaux d'avancement. Les éventuelles dérogations seront sollicitées auprès de la DGGN.

3.5. *Dispositions communes relatives aux propositions des commissions d'avancement*

Les commissions d'avancement, dont la composition et l'organisation sont prévues à l'arrêté du 4 août 2010 susvisé, sélectionnent et classent les sous-officiers qu'elles proposent à une inscription (PI) au tableau d'avancement.

Le nombre de militaires proposés est établi au regard du volume prévisionnel des tableaux d'avancement et des particularités du cadre de gestion. L'autorité délégataire doit disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires à l'arrêt des tableaux d'avancement.

Leurs propositions font l'objet d'un procès-verbal (annexe), signé par chacun des membres, précisant d'une manière explicite que : « tous les dossiers des volontaires à l'avancement réunissant les conditions statutaires ont été examinés ». Seuls les personnels proposés à l'inscription (PI) portent un numéro de préférence. Les autres personnels, non proposés à l'inscription, ne font pas l'objet d'un classement préférentiel.

4. **Arrêt des tableaux d'avancement**

4.1. *Tableau d'avancement arrêté par le ministre de l'intérieur*

Il appartient aux présidents des commissions d'avancement des branches « secrétariat », « formations extérieures », des spécialités relevant d'une gestion nationale et du commandement des forces aériennes de la gendarmerie nationale de présenter leurs propositions au ministre⁷.

4.2. *Tableaux d'avancement arrêtés par les autorités délégataires de pouvoirs du ministre*

Il appartient aux présidents des commissions d'avancement de toutes les autres formations administratives de présenter leurs propositions à l'autorité habilitée à arrêter le tableau.

4.3. *Inscription sur les tableaux d'avancement*

L'arrêt des tableaux d'avancement et les promotions sont prononcés par le ministre de l'intérieur ou par les autorités délégataires de pouvoirs du ministre, conformément à l'arrêté du 14 décembre 2012 susvisé.

Ces décisions sont publiées au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Les sous-officiers retenus pour une promotion sont inscrits dans l'ordre du mérite.

Conformément à l'article L.4136-3 du code de la défense, les militaires qui n'ont pu être promus durant l'année initialement prévue verront leur promotion différée à l'année suivante. Cette promotion sera toujours fondée sur le tableau d'avancement de l'année n-1.

5. **Exploitation du tableau d'avancement**

5.1. *Mise en place des tableaux d'avancement*

Les promotions interviennent le premier de chaque mois sans effet rétroactif, sauf demande motivée adressée à la DGGN.

Elles sont effectuées dans l'ordre d'inscription au tableau d'avancement par le ministre de l'intérieur ou les autorités délégataires de pouvoirs mentionnées par l'arrêté du 14 décembre 2012 susvisé.

Le cadencement annuel des promotions est fixé par la DGGN.

5.2. *Mouvements de personnels*

5.2.1. *Principe*

Les mouvements des sous-officiers inscrits au tableau d'avancement sont prononcés sous le budget de fonctionnement pour raison de service.

La date de promotion au grade supérieur et la date de mutation ne sont pas systématiquement identiques. Pour des motifs tenant aux contraintes familiales notamment, et dans la mesure où l'intérêt du service le permet, la date de mutation peut être différée ou anticipée.

Le commandant de formation prend toutes les dispositions pour informer au plus tôt les sous-officiers des mobilités envisagées dans le cadre du dialogue de gestion individuel (annonce des maintiens, confirmation ou aménagement des *desiderata*...).

⁷ Directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale par délégation de signature.

5.2.2. Changement de branche ou de spécialité des sous-officiers inscrits au tableau d'avancement

La promotion au grade supérieur des sous-officiers changeant de branche ou de spécialité et inscrits au tableau d'avancement prend effet à la date à laquelle ils auraient été promus dans la branche ou la spécialité où ils servaient au moment de la publication du tableau d'avancement.

Dès qu'il est possible de déterminer cette date, l'autorité compétente pour prononcer les promotions de la branche ou de la spécialité d'origine la fait connaître à l'autorité habilitée à prononcer les promotions de la branche ou de la spécialité d'accueil. Le volume total autorisé des promotions de la branche ou de la spécialité d'origine est d'autant diminué pour augmenter corrélativement celui de la branche ou de la spécialité d'accueil.

Par dérogation aux dispositions précédentes, le sous-officier est promu par l'autorité de la branche ou de la spécialité d'origine, si le temps entre les dates de son changement de branche ou de spécialité et de sa promotion est inférieur ou égal à un mois.

6. Tableaux supplémentaires

Si les circonstances l'exigent, après promotion de tous les sous-officiers inscrits, la DGGN peut autoriser un commandant de formation administrative à établir un tableau d'avancement supplémentaire après une demande motivée.

7. Divers

Les déclarations de volontariat à l'avancement sont classées dans les dossiers individuels «2^e partie», sous-dossier «proposition» des intéressés.

Les sous-officiers volontaires à l'avancement et non inscrits au tableau d'avancement ont accès au fusionnement établi par l'autorité de fusionnement du dernier niveau sur leur fiche individuelle de renseignements, après la parution du tableau d'avancement.

La présente instruction, qui abroge l'instruction n° 33000/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOGV du 28 juillet 2017 (NOR: INTJ1714534J - CLASS.: 91.09), sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 15 mai 2019.

Pour le ministre et par délégation :
*Le général de division,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*
A. DE OLIVEIRA

A N N E X E

PROCÈS - VERBAL

de la réunion de la commission d'avancement
chargée des propositions d'inscription
aux tableaux d'avancement (*année*)
de la région de gendarmerie
(.....)
branche «.....»

RÉFÉRENCES

- Code de la défense;
- Décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;
- Arrêté du 4 août 2010 modifié fixant pour la gendarmerie nationale la composition et l'organisation de la commission prévue à l'article L. 4136-3 du code de la défense;
- Arrêté du 5 avril 2012 modifié relatif à la répartition des sous-officiers de gendarmerie par subdivision d'arme, par branche ou par spécialité et fixant les branches et spécialités au sein desquelles l'avancement intervient de façon distincte;
- Instruction n° 33000 du 15 mai 2019 (NOR : INTJ1909113J) relative à l'avancement des sous-officiers de gendarmerie;
- Circulaire n° XXXXX (*numéro*) du (*date*) relative à la préparation des tableaux d'avancement pour (*année*) des sous-officiers de gendarmerie.

La commission d'avancement de (*formation administrative*) - branche « », chargée des propositions d'inscription aux tableaux d'avancement (*année au titre de laquelle le TA est réalisé*), s'est réunie le (*date*) à (*heures*).

La commission a examiné tous les dossiers des volontaires à l'avancement réunissant les conditions statutaires. Les propositions de la commission d'avancement formulées par grade sont annexées au présent procès-verbal.

À (*lieu*) le (*date*)

Grade NOM
Membre

Grade NOM
Président

Grade NOM
Membre

Formation administrative.

Branche.

[illegible]

Le (date)

Le (grade – Nom)

Président de la commission d'avancement (année au titre de laquelle le TA est réalisé)

Le (grade – Nom)

Le (grade = *nom*)

Le (grade - Nom)

Membre de la commission d'avancement (année au titre de laquelle le TA est réalisé)

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

Instruction n° 41000 du 6 mai 2019 relative aux modalités d'admission dans le corps des sous-officiers de carrière du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale

NOR : INTJ1914439J

Références :

Code de la défense;

Décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers mariniers de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale (JO n° 216 du 16 septembre 2008, texte 35 – CLASS.: 91.08);

Décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires engagés (JO n° 216 du 16 septembre 2008, texte 43 – CLASS.: 24.02);

Arrêté du 4 août 2010 pris pour l'application dans la gendarmerie nationale des articles 5 et 18 du décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier des corps des sous-officiers et officiers mariniers de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale (JO n° 195 du 24 août 2010, texte 7 – CLASS.: 91.08);

Arrêté du 17 novembre 2010 fixant les conditions requises pour l'attribution des brevets prévus à l'article 7 du décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier des corps des sous-officiers et officiers mariniers de carrière des armées et soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale (JO n° 84 du 23 novembre 2010, texte 12 – CLASS.: 91.08);

Arrêté du 20 décembre 2012 relatif à la détermination et au contrôle de l'aptitude médicale à servir du personnel militaire (JO n° 15 du 18 janvier 2013, texte 15: CLASS.: 92.05);

Arrêté du 12 septembre 2016 fixant les conditions physiques et médicales d'aptitude exigées des personnels militaires de la gendarmerie nationale et des candidats à l'admission en gendarmerie.

Texte abrogé :

Instruction n° 56000/GEND/DPMGN/SDGP/BPSOCSTAGN du 25 juin 2013.

La présente instruction a pour objet de définir les modalités d'admission dans le corps des sous-officiers de carrière (SOC) des sous-officiers servant sous contrat au titre d'une spécialité du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale (CSTAGN).

1. Conditions statutaires

Les sous-officiers servant sous-contrat, candidats à l'admission dans le corps des SOC, doivent réunir les conditions suivantes au 31 décembre de l'année d'établissement de la demande:

- avoir accompli au moins quatre ans de services militaires effectifs dont deux ans dans un grade de sous-officier;
- être titulaire du brevet élémentaire de spécialiste tel qu'il existe depuis 2006 ou son équivalent pour les années antérieures.

2. Constitution des dossiers

Les sous-officiers adressent leur demande par la voie hiérarchique au commandant d'une région ou d'une formation administrative dans les conditions suivantes:

2.1. Composition du dossier

Le dossier de candidature à l'admission dans le corps des SOC comprend:

- la demande de l'intéressé, établie *via* le portail Agorha et revêtue des avis hiérarchiques. Les personnels ne bénéficiant pas d'accès au portail établissent leur demande sur l'imprimé 651-0-032 (édition 9 Agorha), qu'ils se font remettre par leur gestionnaire;
- le certificat médico-administratif d'aptitude (CMAA), lequel doit mentionner que le militaire présente bien les conditions d'aptitude exigées par les dispositions de l'arrêté du 12 septembre 2016 susvisé.

2.2. Modification de la situation des candidats

Tout changement affectant la situation médicale, statutaire, professionnelle ou personnelle des candidats après la transmission de leur candidature et survenant avant la diffusion des listes d'admission doit être porté à la connaissance du BPSOCSTAGN dans les meilleurs délais.

3. Instruction des demandes et décisions

Les dossiers établis conformément aux dispositions du 2.1 sont transmis au BPSOCSTAGN, selon le calendrier fixé par la circulaire annuelle.

3.1. Réunion du conseil

L'ensemble des candidatures est présenté au conseil prévu à l'article 12 du décret en deuxième référence et dont la composition est fixée par un arrêté du ministre des armées. Il les étudie et émet un avis.

3.2. Décisions

Le ministre de l'intérieur (par délégation : le DPMGN) décide, sur proposition du conseil cité *supra*, d'admettre, de rejeter ou d'ajourner les candidatures présentées. Ces décisions sont insérées au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

3.3. Divers

Les sous-officiers admis dans le corps des SOC conservent leur grade, leur ancienneté de grade et, s'il y a lieu, le bénéfice de leur inscription au tableau d'avancement. Ils sont maintenus dans la spécialité à laquelle ils appartenaient en tant que sous-officiers engagés.

Fait le 6 mai 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

Direction des soutiens et des finances

**Arrêté du 16 avril 2019 portant dissolution de la brigade de recherches de Bron
et création corrélatrice de la brigade de recherches de Mions (Rhône)**

NOR : INTJ1909032A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles R. 15-1 et R. 15-22 à R. 15-26;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2,

Arrête:

Article 1^{er}

La brigade de recherches de Bron est dissoute à compter du 1^{er} mai 2019. Corrélativement, la brigade de recherches de Mions est créée à la même date.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes de la brigade de recherche de Mions exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2 et R. 15-24 (1^o) du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 16 avril 2019.

Pour le ministre et par délégation :
Le général, directeur des soutiens et des finances,
L. TAVEL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

Direction des soutiens et des finances

Arrêté du 16 avril 2019 portant dissolution de la brigade territoriale de Sumène et modification des brigades territoriales du Vigan, de Val-d'Aigoual et de Saint-Hippolyte-du-Fort (Gard)

NOR : INTJ1913025A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15-1 et R. 15-22 à R. 15-26;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2,

Arrête:

Article 1^{er}

La brigade territoriale de Sumène est dissoute à compter du 1^{er} août 2019. Corrélativement, les circonscriptions des brigades territoriales du Vigan, de Val-d'Aigoual et de Saint-Hippolyte-du-Fort sont modifiées à la même date dans les conditions précisées en annexe.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes des brigades territoriales du Vigan, de Val-d'Aigoual et de Saint-Hippolyte-du-Fort exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2 et R. 15-24 (1^o) du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur

Fait le 16 avril 2019.

Pour le ministre et par délégation :

Le général, directeur des soutiens et des finances,

L. TAVEL

ANNEXE

BRIGADE TERRITORIALE	CIRCONSCRIPTION ACTUELLE	CIRCONSCRIPTION NOUVELLE
Sumène	Roquedur Saint-Bresson Saint-Julien-de-la-Nef Saint-Laurent-le-Minier Saint-Martial Saint-Roman-de-Codières Sumène	
Le Vigan	Alzon Arphy Arre Arrigas Aulas Aumessas Avèze Bez-et-Esparon Blandas Bréau-Mars Campestre-et-Luc Le Vigan Mandagout Molières-Cavaillac Montdardier Pommiers Rogues Vissec	Alzon Arphy Arre Arrigas Aulas Aumessas Avèze Bez-et-Esparon Blandas Bréau-Mars Campestre-et-Luc Le Vigan Mandagout Molières-Cavaillac Montdardier Pommiers Rogues Roquedur Saint-Bresson Saint-Julien-de-la-Nef Saint-Laurent-le-Minier Sumène Vissec
Val-d'Aigoual	Saint-André-de-Majencoules Val-d'Aigoual	Saint-André-de-Majencoules Saint-Martial Val-d'Aigoual
Saint-Hippolyte-du-Fort	Conqueyrac Cros La-Cadière-et-Cambo Pompignan Saint-Hippolyte-du-Fort	Conqueyrac Cros La-Cadière-et-Cambo Pompignan Saint-Hippolyte-du-Fort Saint-Roman-de-Codières

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 3 mai 2019 portant agrément d'un organisme de formation
au titre de l'article L.3332-1-1 du code de la santé publique**

NOR : INTD1904662A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L.3332-1-1 et R.3332-4 à R.3332-9;

Vu l'arrêté du 22 juillet 2011 fixant le programme et l'organisation des formations requises pour l'obtention des attestations prévues à l'article R.3332-4-1 du code de la santé publique;

Vu la demande en date du 20 novembre 2018 et le dossier complet présentés par l'organisme dénommé «AURA GROUP», sis 141, avenue Jean-Jaurès, à Agen (47000),

Arrête:

Article 1^{er}

L'organisme de formation dénommé «AURA GROUP», sis 141, avenue Jean-Jaurès, à Agen (47000) est agréé pour une durée de cinq ans à l'effet de dispenser, à l'attention des exploitants de débits de boissons à consommer sur place ou d'établissements pourvus de la «petite licence restaurant» ou de la «licence restaurant», la formation prévue au premier alinéa de l'article L.3332-1-1 du code de la santé publique.

Article 2

Le présent arrêté sera notifié à l'organisme dénommé «AURA GROUP», sis 141, avenue Jean-Jaurès, à Agen (47000) et sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 mai 2019.

Pour le ministre et par délégation :
Le chef du bureau des polices administratives,
A. ADAM

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commission consultative
des polices municipales

**Délibération n° 2018-01 du 11 juin 2018
relative à l'actualisation du règlement intérieur**

NOR : INTD1914340X

La commission consultative des polices municipales,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 514-1 et R. 514-8;

Vu la délibération du 26 septembre 2011;

Après avoir entendu M. Thomas CAMPEAUX, directeur des libertés publiques et des affaires juridiques au ministère de l'intérieur, en son rapport,

Décide:

Article 1^{er}

Le règlement intérieur figurant en annexe de la présente délibération est adopté.

Article 2

Le règlement intérieur du 26 septembre 2011 est abrogé.

Fait le 11 juin 2018.

Le président de la commission,
CHRISTIAN ESTROSI

A N N E X E

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU 11 JUIN 2018
DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES POLICES MUNICIPALES (CCPM)

Article 1^{er}

Le présent règlement intérieur a pour objet de préciser les conditions de fonctionnement de la commission consultative des polices municipales, en application des articles L. 514-1 et R. 514-1 à R. 514-11 du code de la sécurité intérieure.

TITRE I^{ER} : PRÉSIDENT DE LA COMMISSION

Article 2

Le président est élu dans les conditions fixées à l'article R. 514-5 du code de la sécurité intérieure.

Article 3

Le président est élu pour la même durée que celle de son mandat à la CCPM, fixée aux articles R. 514-2 et R. 514-4 du code de la sécurité intérieure.

Les fonctions de président sont renouvelables.

Article 4

L'élection du président intervient, au plus tard, un mois suivant l'installation de la commission consécutive au renouvellement de ses membres mentionnés au 1^o et au 2^o de l'article R. 514-1 du code de la sécurité intérieure.

Article 5

En cas d'absence ou d'empêchement, le président désigne son remplaçant parmi les représentants des maires des communes employant des agents de police municipale.

En cas de vacance du siège de président de la commission consultative des polices municipales pour quelque cause que ce soit, les fonctions de président sont provisoirement exercées par le doyen des maires titulaires présent et, à défaut, par le doyen des maires suppléants.

TITRE II : RÉUNIONS DE LA COMMISSION

Article 6

Seuls, parmi les membres suppléants, ceux qui assistent aux réunions hors de la présence du membre titulaire ont voix délibérative.

Article 7

Sauf urgence, les membres de la commission reçoivent, dix jours au moins avant la date de la réunion, une convocation comportant l'ordre du jour et, le cas échéant, les documents nécessaires à l'examen des affaires qui y sont inscrites.

La convocation et les documents joints sont envoyés également aux membres suppléants.

L'ordre du jour, fixé par le président, peut être complété à la demande d'au moins un tiers des membres, au plus tard trois jours avant la date prévue pour la réunion de la commission.

Le cas échéant, un membre de la commission peut proposer l'inscription d'un sujet à l'ordre du jour en début de réunion. Le sujet est débattu si cette inscription recueille l'accord de tous les présents.

Lorsque, en application de l'article R. 514-6 du code de la sécurité intérieure, la majorité des membres présente une demande écrite visant à la convocation de la commission, celle-ci est réunie par le président dans le délai d'un mois.

Article 8

Chaque réunion, au nombre minimum de deux par an, donne lieu à l'établissement d'une feuille de présence dûment émarginée par les participants.

La commission ne peut délibérer valablement que si le quorum est atteint à l'ouverture de la séance. Le quorum est atteint lorsque la moitié des membres composant la commission sont présents, y compris les membres prenant part aux débats au moyen d'une conférence téléphonique ou audiovisuelle.

Lorsque le quorum n'est pas atteint, la commission délibère valablement sans condition de quorum après une nouvelle convocation portant sur le même ordre du jour et précisant qu'aucun quorum ne sera exigé.

TITRE III: DÉROULEMENT DES RÉUNIONS

Article 9

À l'exception de l'élection du président, visée à l'article 1^{er}, la commission se prononce au scrutin public à la majorité des voix des membres présents ou représentés. En cas de partage égal des voix, le président a voix prépondérante.

Si le tiers des membres présents le réclame, le vote a lieu à bulletin secret.

Lorsqu'un dossier soumis à l'avis de la commission concerne une collectivité au sein de laquelle un membre de la commission peut avoir des fonctions ou des responsabilités, le membre concerné ne prend part ni à la discussion, ni au vote.

À la demande du tiers des membres présents, le président suspend la séance.

Article 10

Lorsqu'un membre titulaire est remplacé par un membre suppléant, celui-ci dispose du droit de vote du titulaire, sans pouvoir donner ni recevoir procuration.

Article 11

La commission, à l'initiative de son président, ou à la demande d'au moins un tiers des membres, peut entendre toute personne dont l'audition paraît utile à l'exercice de sa mission.

Article 12

Un secrétariat est mis à la disposition de la commission par le directeur des libertés publiques et des affaires juridiques du ministère de l'intérieur. Ce secrétariat assiste le président dans l'envoi des convocations aux réunions, leur tenue dans les conditions fixées par le règlement intérieur et la rédaction du procès-verbal.

Les représentants du secrétariat siègent aux réunions de la commission en qualité de secrétaires, sans toutefois prendre part aux débats et aux votes éventuels.

Article 13

Un procès-verbal est établi à l'issue de chaque réunion. Il indique le nom et la qualité des membres présents, les questions traitées au cours de la séance, le sens de chacun des avis, propositions et délibérations, ainsi que le résultat des votes.

Tout membre de la commission peut demander qu'il y soit fait mention de son désaccord avec la majorité.

Le projet de procès-verbal est envoyé à tous les membres, titulaires ou suppléants, dans un délai de trois mois après la tenue de la réunion qui s'y rapporte.

Article 14

Le président signe les avis, propositions et délibérations de la commission, ainsi que les procès-verbaux.

TITRE IV: DISPOSITIONS DIVERSES

Article 15

La modification du règlement intérieur est proposée par le président et adoptée à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Article 16

Le président de la commission consultative des polices municipales est chargé de l'application du présent règlement intérieur, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Délégation à la sécurité routière

**Note d'information du 29 avril 2019 relative aux permis de conduire
délivrés par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord**

NOR : INTS1910790N

Résumé : l'arrêté du 3 avril 2019 prévoit le dispositif pour les titulaires de permis britanniques en résidence normale à la date de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. La présente note sensibilise les préfetures, chargées de mettre à jour leur site internet.

Références :

Arrêté du 8 février 1999 fixant les conditions de reconnaissance et d'échange des permis de conduire délivrés par les États appartenant à l'Union européenne et à l'Espace économique européen ;

Arrêté du 3 avril 2019 relatif aux permis de conduire délivrés par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

*Le délégué à la sécurité routière à Mesdames et Messieurs les préfets de département,
Monsieur le préfet de police de Paris.*

Deux cent mille Britanniques résident en France et conduisent actuellement sans avoir besoin d'échanger leur permis de conduire. La sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne génère beaucoup d'inquiétude parmi les titulaires de permis britanniques résidant en France, notamment sur la validité de leur titre de conduite dans le cas d'une sortie sans accord. Une solution pragmatique a donc été adoptée pour répondre à ces situations.

L'arrêté du 3 avril 2019 relatif aux permis de conduire délivrés par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, publié au *Journal officiel* du 7 avril 2019, prévoit le dispositif en matière de reconnaissance (et d'échange le cas échéant) des permis de conduire qui s'appliquera au moment de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. La bonne application de ce dispositif repose sur la sensibilisation des agents des préfetures sur cette problématique.

Ainsi, les titulaires d'un permis de conduire délivré par les autorités du Royaume-Uni et qui auront acquis leur résidence normale en France à la date de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (soit au moins 185 jours de résidence) continueront de voir leur permis de conduire reconnu dans les mêmes conditions que les titulaires d'un permis délivré par un État membre de l'Union européenne. Leur permis de conduire les autorisera à conduire sur le territoire national sans qu'aucune démarche ne soit requise.

L'échange du permis de conduire britannique ne sera donc pas nécessaire. Les demandes d'échange n'ont dès lors pas lieu d'être instruites et les dossiers seront renvoyés aux demandeurs par les CERT compétents, en les informant des raisons de ce renvoi.

En revanche, dans certains cas limités, l'échange demeure obligatoire (en cas d'infraction) ou nécessaire (permis expiré, obtention d'une nouvelle catégorie). L'utilisateur devra alors envoyer son dossier au Centre de ressources des échanges de permis de conduire étrangers et des permis internationaux de conduire à la préfeture de police de Paris (CREPIC), s'il est domicilié à Paris, ou au Centre d'expertise et de ressources des titres (CERT) de Nantes, s'il est domicilié hors de Paris.

Les titulaires de permis britanniques en séjour touristique peuvent conduire sur le territoire national sans demander de permis international.

Ces informations peuvent être utilement portées sur les sites Internet des préfetures, qui peuvent également renvoyer au site français relatif au Brexit, mis à jour très régulièrement : <http://brexit.gouv.fr/>.

Je vous remercie de votre implication et celle de vos services dans la mise en œuvre de la présente note d'information.

Fait le 29 avril 2019.

*Le magistrat,
délégué à la sécurité routière,
E. BARBE*